TALINE et ZAKARIA MOUMNI

L'HOMME QUI VOULAIT PARLER AU ROI



TORTURÉ dans les PRISONS SECRÈTES du MAROC

calmann-lévy

TALINE et ZAKARIA MOUMNI

L'HOMME QUI VOULAIT PARLER AU ROI



TORTURÉ dans les PRISONS SECRÈTES du MAROC

calmann-lévy

ZAKARIA MOUMNI
TALINE MOUMNI

L'HOMME QUI VOULAIT PARLER AU ROI

calmann-lévy

« Il n’y a point de plus cruelle tyrannie que celle que l’on exerce à l’ombre des lois et avec les couleurs de la justice. »

MONTESQUIEU,

Considération sur les causes de la grandeur des Romains.

1
Taline

Je ferme les yeux. Je plonge dans les ténèbres de mes souvenirs. J'ai oublié tant de choses. Tant de jours. Ils se sont échappés, comme s'ils n'avaient jamais existé, entraînés par le flot de la routine ou l'envie de tourner la page. Combien au juste surnagent dans ma mémoire ? Quelques fragments de mon enfance, au Liban. Des souvenirs joyeux, malgré la guerre, des courses échevelées sur la plage de Beyrouth ou dans les collines des alentours, avec mon petit frère. La mort de mon père, emporté par une crise cardiaque, alors que je n'avais pas 6 ans, et notre départ pour les États-Unis, puis pour la France. Des années plus tard, ma rencontre avec Zak, un soir d'été chez des amis, notre traversée de Paris et le sandwich croqué au petit matin, sous la tour Eiffel. Notre mariage, un an après, à la mairie du IIIe arrondissement. Je ferme les yeux, et je revois nos longues échappées à pied à travers la ville, nos vacances à Majorque et à Rhodes, cette enfilade de jours heureux et insouciants, d'éclats de temps incomplets et pas toujours datés. Et puis quand ma mémoire enjambe les années comme par-dessus un pont, il me revient un autre jour, et celui-là est marqué au fer rouge. C'était le 27 septembre 2010. Un lundi. Et je me souviens encore de l'heure, il était 18 heures quand mon portable a sonné.

On dit souvent que le bonheur s'apprécie rétrospectivement. Qu'il est fragile. On dit aussi que tôt ou tard, l'adversité surgit et qu'il nous faut l'affronter. Ce jour-là, ces formules un peu abstraites ont subitement fait sens. Mon bonheur avec Zak, que je pensais indestructible, était en train de se désintégrer. Ma vie heureuse, si tranquillement heureuse, mon quotidien routinier de conseillère dans une agence bancaire, volaient en éclats. J'entends encore la déflagration, la voix hachée, anormalement saccadée, de sa tante Nadia au téléphone. Je me souviens de mon cœur qui se décroche dans ma poitrine. « Taline, Taline, Zak n'est pas là ! Il nous a appelés il y a plus de deux heures, il était avec les flics. Mais il n'est toujours pas sorti. Son portable ne répond pas. Il s'est passé quelque chose. »

Le lundi 27 septembre 2010, Zakaria Moumni, mon mari, l'homme de ma vie, venait de se volatiliser à l'aéroport de Rabat. Et moi, j'étais assise dans mon canapé, à plus de deux mille kilomètres du Maroc, dans notre deux-pièces de la banlieue parisienne. Je ne connaissais rien du Maroc. Rien d'autre que Zak, les palmiers et le soleil. Je ne savais rien du Makhzen, le tout-puissant Palais Royal. Je ne savais pas, alors, que ses occupants avaient

le pouvoir de vous faire disparaître, du jour au lendemain, en toute impunité.

C’est une histoire folle et aujourd’hui encore, la plupart des gens ont peine à la croire tant elle paraît absurde et irréelle. Il y est question d’injustice et de violence, d’un roi et de ses conseillers, et surtout, d’un immense, d’un prodigieux amour. Tout y est vrai. Un jour, peut-être, je la raconterai à nos enfants comme une fable, celle d’un jeune homme un peu tête de mule, incorrigiblement naïf et épris de justice qui a demandé l’application d’un droit et s’est heurté à un mur. Et puis, soudain, le mur s’est transformé en gouffre et nous y avons été précipités.

2
Zak

Je me souviens du jour où ils m'ont interdit l'accès à la salle d'entraînement. J'en ai pleuré de rage et d'amertume sur tout le chemin du retour. La boxe, c'était toute ma vie.

Je n'aimais pas beaucoup l'école, mais d'aussi loin que je me souvienne, j'ai toujours adoré le sport. Rien d'autre ne m'attirait, et je crois avoir tout essayé, ou presque, parmi les disciplines qu'un gamin des faubourgs pouvait pratiquer à Rabat, dans les années 90, la natation, le tennis, le volley-ball, le handball, le football, le karaté, le taekwondo. Un jour, alors que je venais d'avoir 13 ans, je suis tombé sur le light contact kick-boxing, une discipline de la boxe thaïlandaise. Je me souviens avoir dit à ma mère : ce sport, c'est pour moi, maman, il a été inventé pour moi ! Avec le kick-boxing, je me défoulais et c'était un sport individuel, ça collait bien à mon caractère. J'ai toujours détesté dépendre des autres, et toujours aimé l'idée de contrôler ma vie, ma tête, mes muscles, de ne m'en remettre qu'à moi et à moi seul, peut-être parce que je suis fils unique. La boxe m'a aussi donné le goût de la tactique et de la stratégie. J'ai appris à contrer, à comprendre comment l'autre fonctionne, à déceler ses forces et ses faiblesses, à le tenir par la tête. Pour l'emporter, il ne faut pas forcément être le plus puissant ou le plus brutal, mais il est indispensable de savoir anticiper. Et puis, il faut savoir encaisser. Surtout, ne jamais montrer à l'autre qu'on vient de prendre un coup, et à ce jeu-là, j'étais très fort. Ça m'a permis de gagner des combats contre des types beaucoup plus costauds que moi. Ou plus expérimentés.

J'ai commencé à m'entraîner près de chez moi, à Rabat, dans le quartier populaire de Takadoum. C'est là, dans un petit club qui ne payait pas de mine, à l'ambiance familiale et pleine de sueur, que la boxe est entrée dans ma vie, qu'elle est devenue ma vie. Quand mon entraîneur a dû quitter le club en 1997, il était hors de question que je m'arrête. L'idée même de rater un seul entraînement me rendait déjà fou. Il m'a conseillé un club en centre-ville, le Club Royal, à Agdal. C'était loin de chez moi, je devais prendre le bus pour m'y rendre, deux heures aller-retour, mais j'étais tellement motivé que je n'ai jamais manqué une séance. J'ai commencé par les compétitions entre clubs au niveau régional, puis très rapidement au niveau national. Je suis devenu boxeur professionnel. De combat en combat, toute mon adolescence a été engloutie par cette passion, quand, en septembre 1999, j'ai

été choisi pour faire partie de la présélection nationale pour les championnats du monde. Dans le bus du retour, ce soir-là, je me souviens m'être répété, sourire aux lèvres : « C'est énorme, c'est énorme, c'est énorme. » Et aussi : « Je vais gagner, je vais gagner, je vais gagner. » Je venais d'avoir 19 ans, j'étais le plus jeune mais la Fédération a décidé de m'intégrer dans la « team senior ». J'allais devoir combattre des types plus âgés que moi. Mais ça ne m'impressionnait pas. Je n'avais peur de rien. Un mois plus tard, des 160 candidats du début, venus de tout le pays, il n'en restait plus que 12, et j'en étais. J'approchais de mon rêve.

C'est pendant la présélection que j'ai aussi fait plus ample connaissance avec la Fédération royale marocaine et la petite famille qui était à sa tête. Ces gens possédaient également un petit hôtel dans le centre-ville où dormaient tous les compétiteurs pendant la présélection et les nuits étaient facturées sur le compte de la Fédération. Le club où je m'entraînais appartenait à l'un des frères, et le snack-bar où nous étions tous obligés de manger pendant la sélection, à l'un des cousins. Les tenues de l'équipe nationale ? Elles étaient fabriquées par la sœur. L'entraîneur principal ? C'était leur beau-frère, mon entraîneur au Club Royal, le seul que j'appréciais, un vrai pro. Il y avait aussi un troisième frère, propriétaire d'une salle à deux pas du Club Royal, qui s'autoproclamait « expert en boxe thaïe » sans avoir jamais fait un combat de sa vie.

Nos conditions d'entraînement étaient affligeantes. Certains compétiteurs, qui n'habitaient pas Rabat, logeaient à l'hôtel du président. Ceux qui venaient de Rabat, comme moi, étaient obligés de rentrer chez eux, même quand ils habitaient à l'autre bout de la ville. Nous aurions dû rester concentrés pendant la compétition et nous nous retrouvions à galérer des heures dans les embouteillages de la capitale. À la pause de midi, ceux qui avaient leurs chambres à l'hôtel rentraient y faire une sieste. Nous, on traînait autour du club.

Au terme de la dernière sélection, nous sommes partis pour le complexe sportif Moulay Rachid, à Salé, dans la banlieue de Rabat. Nous devions y rester un mois pour parachever notre préparation, mais nous y avons passé dix jours. Les organisateurs faisaient des économies sur tout. Les autres équipes marocaines qui s'entraînaient là-bas, celles de natation ou de handball, avaient droit à des repas équilibrés soigneusement élaborés par un nutritionniste. Pour nous, c'était pâtes et riz tous les soirs, après quinze jours de sandwiches infects au snack-bar de la famille à Rabat. Je n'en revenais

pas. Nous étions à quelques semaines de la compétition et la gestion du poids, pourtant essentielle pour les boxeurs, aurait dû suivre une planification minutieuse. Résultat, beaucoup ont grossi, ceux qui étaient dans la catégorie 65 kg ont dépassé les 70 kg en moins de dix jours. En prime, ils se sont fait engueuler.

Le championnat du monde avait lieu à Malte. Nous étions cinq à faire partie du voyage : les deux autres sportifs sélectionnés et moi, accompagnés du trésorier et d'un entraîneur de la Fédération. À notre arrivée à l'aéroport, un minibus nous attendait pour nous mener à l'hôtel. C'est la première et dernière fois que nous y sommes montés, même s'il était prévu pour toute la durée du championnat. « On n'en a pas besoin, m'a dit le trésorier quand je lui ai posé la question le lendemain, Malte, c'est tout petit. »

Pendant toute la compétition ils ont demandé aux autres équipes de nous transporter à la salle et à l'hôtel. Le jour de ma victoire, ils sont allés voir mes adversaires suédois que j'avais battus en demi-finale et en finale pour qu'ils nous déposent avec eux, ils ont bien sûr refusé et nous sommes rentrés avec le bus de l'équipe du Liban. Notre hôtel n'était pas sur leur chemin, ils nous ont arrêtés au milieu de la route et nous avons rejoint notre hôtel à pied. C'était grotesque et pathétique. Une scène de film burlesque, sauf que seize ans plus tard, c'est étrange à dire, mais ces souvenirs de magouilles minables l'ont emporté sur le reste. Ma victoire, mon titre de champion du monde sont passés au second plan.

En arrivant à l'hôtel, l'entraîneur nous a dit : « Prenez la même chambre, on verra demain. » Nous mourions de faim, il nous a répondu : « Prenez des biscottes, on verra plus tard. » Il nous a proposé des petits pains, des boîtes de thon et des pommes en guise de dîner. Je me suis énervé, j'ai exigé un vrai repas avec couteau et fourchette, et l'entraîneur m'a emmené manger une pizza… Les deux autres n'ont rien dit. Le lendemain matin, nous avons appris qu'il nous faudrait partager la même chambre jusqu'au bout. Problème de budget. Mes compagnons n'ont pas réagi non plus, ils n'avaient jamais quitté le Maroc, jamais pris l'avion, ils étaient impressionnés. On leur aurait demandé de dormir par terre, ils l'auraient fait. J'ai laissé tomber.

Je me suis concentré sur mes combats, je n'allais pas me laisser avoir par les petites magouilles minables de la Fédération. J'étais à Malte pour gagner. Peu importait le reste. Et quatre combats plus tard, je me suis retrouvé en finale contre un Suédois plus âgé que moi. La victoire a été facile, je l'ai emporté au premier round, par K.-O. Je me souviens que j'avais les larmes

aux yeux en écoutant l'hymne national et que j'ai agité le drapeau marocain de toutes mes forces. J'étais le seul Marocain, le seul Arabe et le seul Africain à remporter le titre de champion du monde senior dans ce championnat et le premier toutes disciplines confondues depuis l'accession au trône de notre nouveau roi, Mohammed VI, le 23 juillet 1999. J'étais sur un nuage.

J'en suis redescendu petit à petit, quand la réalité de ma vie de boxeur marocain m'a rattrapé au fil des semaines. J'avais beau être champion du monde, je n'avais droit qu'à trois entraînements par semaine au Club Royal, souvent avec des débutants. Je m'attendais à ce que la Fédération soit derrière moi, travaille à trouver des sponsors et à organiser des stages de perfectionnement, mais rien n'était prévu. On m'a simplement dispensé de payer l'abonnement mensuel au club, d'un montant de quinze euros. J'ai fini par prendre rendez-vous avec la direction pour mettre les choses au clair. Je m'étais entraîné avec acharnement pendant des années, j'avais brandi le drapeau marocain devant le monde entier, et je voulais désormais me consacrer à plein-temps au sport, de façon professionnelle. Bref, la Fédération devait me proposer des conditions dignes de mon titre. Ils ont acquiescé à tout ce que je leur ai dit. « Bien sûr, bien sûr, tes demandes sont complètement légitimes », m'a-t-on répondu. « On te propose une solution : dorénavant, tu peux venir t'entraîner quand tu veux le matin, quand il n'y a personne… »

C'est ce que j'ai fait, faute de mieux. En parallèle à mes sessions de l'après-midi, je me suis préparé dans la salle vide, trois matins par semaine, sans entraîneur. Je me souviens que je n'allumais même pas la lumière et ne prenais pas une douche aux vestiaires du club, pour qu'ils ne puissent pas m'accuser de profiter des infrastructures… Ça a duré quelques semaines, et puis, un beau jour, la fille de l'accueil a bafouillé que dorénavant, la salle ne me serait plus accessible le matin. J'ai protesté et répliqué qu'il y avait un accord. Elle a fini par me confier qu'il en avait été décidé autrement. C'était à prendre ou à laisser. « Il faudrait aussi que tu nous règles tes abonnements mensuels », a-t-elle ajouté.

Puisque je ne pouvais rien espérer de la Fédération, j'ai décidé d'aller frapper plus haut, directement à la porte du ministre des Sports, Ahmed Moussaoui. J'ai fait le pied de grue devant son bureau pendant un mois, à l'automne 2000. Chaque matin, je sortais de chez moi à 6 h 30, je prenais le bus et à 8 heures tapantes, je me présentais à l'accueil du ministère. Je

remplissais un formulaire de demande de rendez-vous et je m'installais dans la salle d'attente déserte, avec mon sac de sport et un casse-croûte. De 8 heures à midi, de 14 heures à 18 heures. Comme un boulot. Je me souviens que je tuais le temps en regardant par la fenêtre des sportifs s'entraîner dans la salle de sport collée au ministère. Parfois, je faisais la sieste. Tout le monde s'était habitué à ma présence, la réceptionniste, les agents de sécurité, comme si je faisais désormais partie des meubles.

Puis un jour, j'ai profité de l'absence du garde posté devant le bureau du ministre et j'ai ouvert sa porte, sans frapper. Le ministre était en réunion, il m'a regardé, un peu surpris, et m'a dit : « Je termine et je viens te voir. » Un quart d'heure plus tard, il était face à moi et je lui ai tout raconté, un peu en vrac, avec l'enthousiasme de mes 19 ans, le titre de champion du monde, mon envie de continuer à représenter le Maroc, de m'entraîner dans de bonnes conditions. Il a acquiescé et m'a appris que j'avais droit à un poste de conseiller sportif au ministère de la Jeunesse et des Sports, selon un décret édicté par Hassan II le 9 mars 1967, le *dahir* n° 1194-66. C'était la récompense accordée à tout sportif marocain ayant obtenu un titre mondial. Il m'a donné la photocopie du texte en m'assurant que la situation serait vite régularisée. Et qu'il veillerait personnellement à ce que la Fédération m'offre de bonnes conditions d'entraînement.

Mais rien n'est venu. Quelques mois se sont écoulés et le gouvernement a changé. Le ministre a été remplacé par un secrétaire général aux Sports. Tout comme j'étais allé frapper à la porte d'Ahmed Moussaoui, je me suis présenté devant le nouveau secrétaire, muni de la copie du fameux décret, mais il n'était pas au courant de mon affaire et n'avait jamais eu vent du dahir. Désolé, il ne pouvait rien faire pour moi. J'ai décidé d'écrire au Premier ministre, qui ne m'a jamais répondu. J'ai essayé de le rencontrer, mais ses bureaux étaient situés dans le Palais Royal, il m'était impossible d'y accéder.

En septembre 2000, j'ai à nouveau été sélectionné pour le championnat du monde et je me suis envolé avec l'équipe nationale pour Prague. Un an après, quasiment jour pour jour, j'avais l'impression de revivre la compétition de Malte, sauf que cette fois, nous avons eu droit au Mac Do midi et soir, et que nous nous déplacions en tramway pour nous rendre aux combats, sans tickets car les organisateurs ne nous en avaient pas donnés, pas plus que d'argent pour les acheter, ils avaient repéré qu'il n'était pas nécessaire de composter pour accéder au tram. J'ai gagné les deux premiers combats avant de me blesser au coude, lors du troisième. Je me souviens que j'étais seul sur le ring,

mon coach ne s'était pas présenté et un pote de l'équipe l'a remplacé au pied levé. Quand j'ai demandé à voir un médecin, on m'a répondu qu'il n'y en avait pas et que je devais remettre des glaçons. « Attends qu'on rentre au Maroc et tu verras avec tes parents. »

Je n'ai pas pu me présenter aux quarts de finale. Ce matin-là, sur le chemin de la salle, j'étais avec un de mes amis de l'équipe quand nous avons été contrôlés dans le tram. Nous n'avions ni tickets ni argent ni papiers d'identité (le staff avait décidé de les conserver pendant toute la durée de la compétition). Et nous ne parlions, bien sûr, pas un mot de tchèque. Nous avons atterri au poste de police, et en sommes ressortis une heure après, grâce à nos badges du championnat. Nous avons voulu rentrer à pied et nous sommes perdus dans les rues de Prague. Quand nous sommes arrivés à la salle, en taxi, trois heures après l'heure de mon combat, notre responsable n'a rien voulu entendre alors qu'il était responsable. Il a fini par payer le taxi en me foudroyant du regard et dans l'avion du retour, il m'a accusé d'être « indiscipliné ». J'ai répondu qu'on s'expliquerait devant les journalistes.

Dès lors, à chaque interview dans les médias marocains, j'ai systématiquement dénoncé la corruption qui empoisonnait la Fédération. Quelques semaines plus tard, on m'a écarté définitivement et interdit l'accès à la salle d'entraînement.

C'est à ce moment que j'ai pensé au roi. Il ne me restait aucun autre recours. Mohammed VI, j'en étais convaincu, accepterait de m'aider.

3

Zak

J'ai longtemps cru en Mohammed VI. Je l'aimais bien. À la télévision, je l'entendais parler de démocratie et de justice, de lutte contre la corruption et de défense de l'État de droit. Il s'inquiétait de la situation des orphelins et des miséreux. Il se montrait même proche des handicapés. Les médias l'avaient surnommé le « roi des pauvres », et moi, il me faisait l'effet d'un type honnête, qui rompait avec la magnificence médiévale et les « années de plomb » du temps de son père. J'en étais convaincu, ce roi-là si épris d'équité, mon roi, qui avait accédé au trône en 1999, l'année même de ma victoire, allait régler ma situation. Il comprendrait ma requête et me rétablirait dans mon droit. Maintenant, restait seulement à trouver le moyen de lui parler.

L'occasion s'est présentée en 2006. Je savais que quand il était à Rabat, Mohammed VI aimait se promener en voiture dans le centre-ville, ou vers la plage. Je me suis transformé en enquêteur et au bout de deux mois, j'ai fini par baliser méthodiquement les rues qu'il empruntait lors de ses différents itinéraires. J'ai aussi sympathisé avec un policier posté sur le trajet, passionné de boxe, et lui ai fourni un téléphone avec une puce, et 200 euros – avec de l'argent, on obtient ce qu'on veut au Maroc. Quand le convoi royal passerait devant lui, il devait m'appeler en prononçant cette formule : « La mariée est en train de passer. »

Le jour J est arrivé. Je me suis posté avec un ami en moto à quelques rues du parcours du roi, et nous avons fébrilement attendu le signal. J'avais un petit sac en bandoulière dans lequel j'avais fourré une lettre adressée au roi, des photos de moi, mes titres de champion et le drapeau marocain. J'étais concentré comme avant de monter sur le ring. Tendu comme un arc.

Quand la sonnerie a retenti et que j'ai entendu la formule tant attendue, nous avons démarré en trombe à la poursuite du convoi. C'était facile, les gardes du corps conduisent des BMW série 5 noires, on les repère vite. Je me souviens qu'à un moment, mon ami a ralenti. « Zak, t'es vraiment sûr de ce que tu fais ? » Pour lui, comme pour nous tous les Marocains, le roi, c'est Dieu sur terre. Mais je n'allais pas laisser passer ma chance. Je lui ai crié dans l'oreille : « Mais oui, je suis sûr ! Allez, avance ! Avance ! »

Et puis nous avons reconnu la voiture du roi, à quelques mètres devant nous, sur l'avenue Mohammed VI. Une Mercedes SL AMG, noire, sans immatriculation. J'ai vu le feu passer à l'orange, puis au rouge. Devant le roi,

il y avait un bus, et une autre voiture à côté. C'était le moment. J'ai sauté de la moto tandis que mon pote a détalé en grillant le feu rouge. J'ai sorti la lettre de mon sac et je me suis précipité sur le véhicule royal. Et là, je l'ai vu. Mohammed VI était assis à la place du conducteur, la princesse Lalla Salma à ses côtés, avec leur fils, le prince héritier El Hassan, installé sur ses genoux. Je me souviens qu'aucun des trois n'avait de ceinture de sécurité.

Quatre gardes du corps ont jailli et m'ont encerclé. « Eh les gars, mais c'est le champion de boxe ! » s'est écrié l'un d'eux. Il avait dû m'entendre dénoncer la corruption de la Fédération royale de full-contact dans une interview à la télévision, quelques jours auparavant, car il m'a violemment invectivé : « Comment oses-tu parler au roi ? Tu nous as foutu la honte sur Al Jazeera ! » Mais moi, je ne l'écoutais pas ; les yeux rivés sur le roi, je hurlais à travers la vitre. Quand il l'a abaissée en me regardant d'un air interrogatif, j'ai continué à crier, sur un rythme de mitraillette : je suis champion du monde, je ne comprends pas pourquoi on me bloque, tout ce que j'ai fait c'est lever le drapeau marocain et je veux pouvoir continuer à le faire… Il m'a écouté, a esquissé un sourire, puis a demandé à ses gardes de prendre ma lettre. Je me souviens qu'il répétait « d'accord, d'accord », et qu'il m'a semblé gentil. C'est le premier mot qui m'a traversé l'esprit, quand j'y ai repensé : « gentil ». Et il a démarré.

Le lendemain, j'ai été réveillé par la sonnerie du téléphone, à 8 heures du matin. Au bout du fil, le secrétaire particulier du roi, un certain Mounir Majidi, me convoquait au Palais Royal « sur-le-champ ». Je me suis habillé en vitesse et une demi-heure plus tard, j'étais devant la mosquée de Touargua, où une Chrysler avec chauffeur m'attendait pour me conduire dans l'enceinte du Dâr-al-Makhzen. Une fois arrivés à destination, nous avons traversé de longs couloirs et je me suis retrouvé face à un homme d'une quarantaine d'années, assis derrière un grand bureau. Je me souviens qu'il avait deux téléphones portables à la main et que son corps était sanglé dans un costume sans aucun faux pli, une tenue impeccable, peut-être faite sur mesure. Il m'a longuement fixé, droit dans les yeux, avant de lâcher d'une voix à la fois irritée et suffisante : « Tu sais, le premier Marocain qui a gagné une médaille, c'était une médaille d'argent aux Jeux olympiques en 1960. Eh bien, cet homme-là, il a vécu toute sa vie pauvre et il est mort dans le dénuement. Tu le sais, ça ? » J'ai rétorqué du tac au tac que je n'étais pas pauvre, que je ne mourrai pas pauvre et que s'il avait rencontré Mohammed VI, l'histoire aurait été différente. Que jamais le roi ne l'aurait

laissé mourir dans la misère.

Mounir Majidi m'a regardé interloqué, sourcils levés. Il avait l'air vraiment surpris que j'ose lui répondre. Aujourd'hui, quand je repense à ce rendez-vous, je me rends compte combien j'étais naïf et obstiné à cette époque. Taline, ma femme, m'a souvent dit que ça avait aussi été ma force… Ma vie, c'était le sport, la famille, les potes. Je n'avais jamais entendu parler de Mounir Majidi, je ne savais pas qu'il incarnait le Makhzen, le tout-puissant Palais, je ne connaissais rien à la politique. Je ne savais pas non plus que Majidi dirigeait le conglomérat privé SNI, dont Mohammed VI était l'actionnaire principal, et qui comprenait, entre autres, la plus importante banque privée, le plus important opérateur minier, la plus importante chaîne de distribution du Maroc. Pour moi, le secrétaire était un simple secrétaire. Une seule chose m'importait, j'avais droit à ce poste. J'étais sûr de mon droit et ce type avec son beau costume devait me donner satisfaction. Plus tard, on m'a expliqué. J'ai su qui était vraiment Mounir Majidi.

Majidi m'a demandé : « Si jamais tu n'obtiens rien, est-ce que tu retourneras voir Al Jazeera pour raconter tout ça ? » J'ai répondu : « Oui mais je ne crois pas que le roi refusera de m'accorder mes droits. » Un ange est passé, une éternité. Et puis, sa bouche s'est tordue. « Tes droits ? Mais bien sûr, tu auras tes droits ! » avant que la mélodie d'un de ses deux portables ne retentisse, et qu'il sorte de son bureau. Quelques minutes plus tard, il était de retour.

– C'est Sa Majesté, qui demande ce que tu veux.

– Je demande la reconnaissance de mon droit, un poste rétribué au ministère des Sports comme le prévoit le dahir royal n° 1194-66. Et une audience avec le roi, si c'est possible…

Il est alors sorti une seconde fois, ses deux téléphones toujours à la main. Quelques instants plus tard, sur le pas de la porte, il m'a posé la même question. J'ai réitéré ma réponse. Nouvelle sonnerie du téléphone, nouvelle sortie. Quand il est revenu dans son bureau, il a prononcé ces mots : « Sa Majesté m'a chargé de m'occuper personnellement de ton dossier. Tu auras tous tes droits. Tu seras même rémunéré pour les années que tu as perdues. Je t'appelle très bientôt. » Je l'ai remercié et j'ai pris congé, le cœur léger.

Une semaine est passée, puis une deuxième. Toujours rien. Au bout de la troisième, je me suis décidé à appeler le Palais. « M. Majidi ne te connaît pas, m'a répondu sa secrétaire. Il ne t'a jamais vu et t'interdit de le rappeler, sinon tu auras de sérieux problèmes. »

J’ai obéi. Mais à chaque fois que la presse marocaine m’interviewait, j’ai cité Mounir Majidi et raconté notre entrevue. La réaction n’a pas tardé. Elle a pris la forme d’un courrier officiel du ministère de l’Intérieur. Dans l’enveloppe, il y avait deux licences m’autorisant à exercer le métier de taxi à la campagne, délivrées par le ministère de l’Intérieur avec la signature du roi, la première à mon nom, l’autre à celui de mon père. Au Maroc, il existe toutes sortes d’agréments pour conduire des taxis en ville ou en zone rurale, des autocars, gérer des carrières de sable ou pêcher en haute mer, ces derniers en général réservés aux hauts gradés de l’armée, aux hauts responsables et à l’entourage royal. Considérées comme des faveurs, toutes sont attribuées par le roi, ville par ville, catégorie par catégorie. Voilà donc ce que me répondait Mounir Majidi : en fait de reconnaissance de droits, j’étais autorisé à exercer le métier de taxi (ou à louer ma licence) à Ouled Sebah, un village perdu au fin fond du Maroc dont je n’avais jamais entendu parler auparavant, à deux cent cinquante kilomètres environ de la ville où je vivais, Rabat…

Mon sang n’a fait qu’un tour. Le jour même, j’ai renvoyé les licences au Palais Royal, à l’attention de Mounir Majidi, en lui rappelant que je n’avais réclamé aucun agrément de taxi mais seulement mon droit légitime de sportif, comme le prévoyait le dahir royal. J’ai joint la photocopie. Deux jours plus tard, un fonctionnaire du ministère de l’Intérieur m’a appelé sur mon portable. « On ne refuse jamais un cadeau royal ! Si c’est le cas, nous comprendrons que tu es contre le roi et tu seras poursuivi en connaissance de cause. » Le ministère m’a renvoyé les agréments, et je les ai loués à des types d’Ouled Sebah contre une centaine d’euros par mois que j’ai systématiquement distribués à des gens dans le besoin. Mounir Majidi me faisait l’aumône, eh bien, je faisais ma « sadaka », autrement dit mes bonnes œuvres. J’ai lu dernièrement dans la presse proche du pouvoir que le ministère de l’Intérieur m’avait retiré les agréments, mais qu’importe. Bien des années après, j’ai envoyé chaque mois un chèque de cent euros au Palais Royal, à l’attention de Sa Majesté. Pour leur montrer, une fois de plus, que jamais je n’ai demandé la charité. Au Maroc, il faut quémander pour tout, mais moi, je n’ai pas reçu cette éducation. J’ai appris à rester digne, à rester fier, quoi qu’il arrive.

Ce jour-là, après avoir reçu les agréments, j’ai compris que le combat pour la reconnaissance de mes droits serait long, et que mon avenir de sportif au Maroc était pour l’instant totalement bouché. Mais j’étais un sportif, un lutteur, avec un mental de compétiteur. Je n’allais pas me laisser abattre. Je

me suis lancé dans une activité de coaching sportif auprès de particuliers. L'un de mes clients était un expatrié français, et de séance en séance nous avons sympathisé et je lui ai raconté mes déboires avec la Fédération et les autorités. C'est grâce à Franck que ma vie a pris un tour inattendu. En 2007, leur séjour au Maroc a pris fin, et ils m'ont proposé de les suivre à Paris et de m'aider à m'y installer. Je n'ai pas hésité longtemps. Faycal et Nabil, deux amis rencontrés au club de boxe, venaient de s'installer en France et m'avaient souvent parlé de les rejoindre. J'ai décidé de tenter ma chance et j'ai quitté Rabat, mes parents et mes potes, à la fois anxieux et excité par la perspective de me lancer dans une nouvelle vie, dans ce pays des droits de l'homme dont on m'avait tant parlé et où tout me semblait ouvert. Je gardais aussi, dans un coin de la tête, l'idée de continuer le combat pour obtenir ce satané droit. Après tout, tout cela n'était qu'un vaste malentendu, je ne pouvais pas compter sur Mounir Majidi, mais le roi, lui, allait finir par régler le problème. Je trouverais bien, un jour, un moyen de le recontacter.

4
Taline

« Taline, tu ne vas jamais me croire ! C'est hallucinant ! Je viens de croiser le roi ! Le roi en personne ! » C'était un jeudi, vers 16 h 30. J'étais encore au bureau, et au bout du fil, j'entendais la voix surexcitée de Zak. Au début, j'ai cru à une blague. Mais non. C'était incroyable, mais c'était bien vrai. Zak se promenait rue de Rivoli quand il a aperçu le roi devant la boutique Dolce et Gabbana. Mohammed VI faisait du shopping avec son frère cadet, le prince Rachid, son garde du corps Khalid Fikri et l'incontournable Mounir Majidi. Zak les a suivis dans la boutique et a abordé le roi. Mohammed VI l'a écouté, a répété « d'accord d'accord », comme en 2006. Il a ajouté « ma porte est ouverte, soyez le bienvenu » et lui a demandé de laisser ses coordonnées. Zak s'est fébrilement exécuté sur un bout de papier qu'il a tendu au garde du corps, mais Mounir Majidi, silencieux à côté du roi, l'a intercepté et a récupéré la feuille. L'espace d'un instant, Zak a hésité. « Tu crois que j'ai bien fait de lui laisser le papier ? Et s'il bloquait tout, une fois de plus ? »

J'ai essayé de le rassurer, cette rencontre était positive. J'y voyais le signe qu'il ne fallait pas lâcher. Après tout, le roi l'avait fait appeler le lendemain de leur première rencontre, en 2006. Ce n'est pas si fréquent. Et voilà que Zak retombait sur lui, par hasard, à Paris, en 2009. Il y avait de l'espoir.

À cette époque, j'observais cela d'un peu loin, accompagnatrice bienveillante mais pas vraiment impliquée. Je ne connaissais pas grand-chose du Maroc, à part mon homme, et ses mésaventures avec la Fédération me semblaient ubuesques. Après tout, Zak avait un droit, il était bien normal qu'il fasse tout pour obtenir gain de cause. C'était un tel gâchis, pour lui comme pour son pays.

C'est ce que j'ai pensé dès le début, en 2007, quand Zak m'a appris qu'il était sportif professionnel. Je m'étais étonnée qu'il ait arrêté de pratiquer à ce niveau-là. Il m'avait résumé ses démêlés avec la Fédération. Il avait trop parlé, alors ils l'avaient écarté. Je me souviens que ça m'avait fait mal au cœur. Zak avait l'air tellement passionné, une belle carrière aurait pu lui être offerte… C'est ainsi que j'ai commencé à entendre parler du Maroc. Par la corruption. Mais à part ça, le Maroc ne faisait pas vraiment partie de notre vie. C'était le pays de son enfance. C'était aussi le pays qui avait brisé son avenir de sportif professionnel, me répétait-il souvent. Point barre. « Né au mauvais endroit », il avait décidé de tout laisser derrière lui, même s'il était fils unique et qu'il savait que ses parents en souffraient.

Personne n’a rappelé Zak, et j’ai compris qu’il avait eu raison de se méfier. Mais, à peine une semaine plus tard, le hasard a encore fait des siennes, ou, pour être plus exacte, Zak lui a donné un petit coup de pouce en se promenant dans le quartier où la famille royale avait ses habitudes lors de ses passages dans la capitale. C’est ainsi qu’il a croisé le prince Rachid devant une autre boutique de luxe de la capitale, la bijouterie Chopard, place Vendôme, et cette fois il avait une carte de visite sur lui. Il s’est présenté, Zakaria Moumni, champion du monde de kick-boxing. Pouvait-il lui laisser ses coordonnées ? Personne ne l’avait recontacté après leur rencontre rue de Rivoli, peut-être le roi avait-il égaré ses coordonnées… Le prince Rachid a pris la carte. Mais oui bien sûr, il ferait passer le message dès son retour au Ritz.

Nous n’avons jamais eu de nouvelles. Mais Zak a toujours été du genre pugnace et un beau matin, il m’a proposé de l’accompagner à Betz, un petit bourg situé à une soixantaine de kilomètres de Paris dans lequel Mohammed VI possède un château, hérité de son père Hassan II. Il voulait profiter du séjour du roi en France pour déposer une nouvelle lettre. C’était un dimanche, il faisait beau, je me suis dit pourquoi pas, ça va nous faire une balade. Et puis, il faut tenter le coup.

Une heure plus tard, nous étions dans l’Oise, devant les grilles du fameux Château, au milieu des bois, des champs de betteraves et de céréales. Zak a engagé la conversation avec le gardien français, qui nous a appris que le roi n’était pas au château mais chez sa mère, Lalla Latifa, à Neuilly, juste à côté de la résidence de l’ambassadeur.

À cette époque, Zak croyait dur comme fer dans le roi. De façon naïve, presque comme un enfant, et je trouvais ça touchant. Il croyait aussi éperdument en l’idée de justice. Sa mère, fonctionnaire au ministère des Finances et son père, dessinateur dans un cabinet d’architectes, l’avaient élevé en lui apprenant qu’il avait des droits et des devoirs de citoyen. De mon côté j’ignorais tout de Mohammed VI et de son entourage, mais je faisais confiance à Zak qui, comme ses parents, et ses oncles et tante que j’avais rencontrés à Rabat, me répétait que le roi était un grand homme, très honnête mais très mal entouré. C’étaient ses proches collaborateurs qui faisaient obstruction, tous en étaient convaincus.

Nous vivions ensemble depuis 2007, et Zak était fier d’avoir refait sa vie en France. Il avait monté une association de sport, et gagnait bien sa vie comme coach sportif. Mais ces deux rencontres fortuites avec Mohammed VI et son entourage ont fait rejaillir son exigence de justice, tapie au plus

profond de lui, toujours inapaisée, plus de dix ans après sa victoire aux championnats du monde. « Mais pourquoi un secrétaire, fût-il royal, va décider pour moi et m'enlever mon droit ? s'emportait-il. Je te le jure, bébé, j'irai jusqu'au bout. Ce n'est pas une question d'argent mais d'honneur. Si ce n'était que pour un dirham symbolique, je le ferais. Tu comprends, tout citoyen a des droits et des devoirs. Moi j'ai accompli ma part, j'ai représenté mon pays jusqu'au bout, j'ai fièrement levé mon drapeau, j'ai ramené une médaille d'or au Maroc. Mais l'État, lui, a oublié son devoir envers moi. » Moi, dans le fond, je savais qu'il avait raison.

Nous avons roulé vers la résidence de Lalla Latifa, et cette fois, j'ai attendu Zak dans la voiture. Moins de cinq minutes plus tard, il était de retour. Impossible de s'adresser directement au roi. Le chef des gardes du corps, Aziz Jaidi, lui demandait de contacter Mounir Majidi, à l'Hôtel Park Hyatt Vendôme. Il lui a même transmis le numéro de sa chambre. « S'il refuse de te recevoir, reviens nous voir. »

Bien sûr, Majidi a envoyé balader Zak. « Comment oses-tu m'agresser ici ? Moi je m'en fous, je ne t'ai rien promis, c'est le roi, alors va donc voir le roi ! » Quand nous sommes revenus à Neuilly, l'ordre avait été passé de nous en interdire l'accès, mais les gardes du corps ont été très compréhensifs, l'un d'eux nous a même dit : « Vous savez qui est Majidi. Il a beau être impliqué dans plein d'affaires de corruption, et faire honte à 30 millions de Marocains, on ne peut rien faire contre ses ordres. »

Un mois plus tard, Zak a appris que le roi était de retour en France. Puisque les lettres ne donnaient rien, eh bien, nous irions manifester pour demander justice au roi, sous les fenêtres de sa résidence. C'était une première, personne n'avait jamais fait ça en France. Zak a contacté la préfecture de Paris pour obtenir le droit de manifester devant la résidence de Mohammed VI. Il a aussi acheté un mégaphone, et un drapeau du Maroc.

Je nous revois ce lundi 25 janvier, dans la rue déserte du petit village de Betz, face aux grilles du château royal. Moi, dans la voiture, un peu tétanisée. Et Zak dehors, qui a à peine le temps de dérouler son drapeau et de crier, sans même sortir son mégaphone, « Je m'appelle Zakaria Moumni, je suis champion du monde ! Passez le message au roi que je suis là et que je veux lui parler ! » que cinq types se ruent sur lui en le menaçant. La scène a duré quelques secondes, c'était surréaliste ces cris en pleine campagne, dans ce petit bourg si parfaitement tranquille et silencieux.

Heureusement, le chef de la gendarmerie les a vite calmés. Tout était en

ordre ; « M. Zakaria Moumni » avait bien déposé sa demande pour manifester de 10 heures à 18 heures, et les agents du roi n'ont pas eu d'autre choix que de battre en retraite, sous l'œil mi-surpris mi-amusé des quatre gendarmes déployés devant le château. Je me suis sentie rassurée par leur présence. On ne savait pas ce qui pouvait se passer. Après tout, ces types venaient de menacer mon mari. Je me souviens que nous étions tranquillement en train de discuter dans la voiture quand, en fin d'après midi, une Citroën C5 grise est passée devant nous sans s'arrêter, et Zak s'est redressé comme un ressort, en hurlant : « Là, regarde ! » Il venait de reconnaître le roi assis à côté du chauffeur. Il est aussitôt sorti du véhicule et a commencé à faire les cent pas devant le château. C'est alors que quelques minutes plus tard, un homme a émergé de la grande grille et s'est approché d'un pas nerveux en direction de Zak. Il fulminait : « Tu vas immédiatement cesser ton bordel ! Je te préviens, si tu t'approches de l'entrée, les gardes te fracassent la tête ! » Je n'en menais pas large, visiblement notre gentille petite manifestation les rendait fous. Mais Zak étant bien décidé à rester jusqu'à l'heure prévue par l'autorisation préfectorale, j'ai pris mon mal en patience et me suis calée dans mon siège. Une heure plus tard, j'ai vu un type d'une quarantaine d'années, en complet noir et au visage crispé, s'approcher de Zak. C'était Mounir Majidi. « T'as de la chance d'être en France, a-t-il soufflé, si t'étais au Maroc, on t'aurait déjà fait la peau. »

Ce soir-là, à Betz, ni Zak ni moi n'avons pris ses menaces au sérieux. Comme lui avait répondu crânement Zak, « les années de plomb sont terminées ». C'est ce qu'on croyait.

5
Zak

J'ai atterri au Maroc le 12 février 2010. Je rendais visite à mes parents, un rapide séjour de quarante-huit heures prévu depuis longtemps.

À l'aéroport de Casablanca, le fonctionnaire chargé du contrôle des passeports me dévisage, puis m'intime de le suivre. « Pourquoi ? » Il ignore ma question. Cinq minutes plus tard, je suis assis dans un petit bureau, face à cinq agents en civil. Je comprendrai vite qu'il s'agit de la Direction générale de la surveillance du territoire, la redoutée DGST, garante de la sécurité du royaume. « Qu'est-ce que tu fais en France ? Pourquoi tu as manifesté devant la résidence du roi ? Pourquoi tu parles de Mounir Majidi dans les médias ? » Leurs questions fusent, ils sont agressifs, mais je ne me démonte pas. Je raconte tout, le blocage, les rencontres avec le roi, la menace de son secrétaire. Au bout d'une heure, ils me tendent un papier à signer par lequel je m'engage à ne plus manifester et à ne plus parler de Mounir Majidi dans les médias. Si je refuse, je serai coupable d'« atteinte à la sacralité du roi ». Je m'exécute, en me disant que ce n'est pas un document juridique… Ma famille m'attend, j'ai déjà perdu une heure et je n'ai qu'une hâte : récupérer ma valise, qui est remplie de cadeaux pour mes parents, mes petits cousins.

À la maison, je ne dis rien à mes parents pour ne pas les inquiéter. Mais je raconte l'épisode à mon oncle Ahmed, dont je suis très proche. Il a fait ses études en France, et j'ai toujours eu confiance en ses analyses. Ils ont sans doute voulu m'intimider, me répond-il. Les quarante-huit heures filent et le 15 février, me voilà de retour à l'aéroport. La même comédie recommence, suivez-nous M. Moumni. Mais cette fois, dans le bureau, il n'y a qu'un seul type. Je réponds à ses questions et il me laisse partir.

Ce soir-là, de retour dans notre appartement, je me souviens qu'on en a rigolé avec Taline, tant cette accusation d'atteinte à la sacralité du roi nous paraissait insensée, absurde. Le lendemain, je me suis présenté au ministère de l'Intérieur, dans ses bureaux de Levallois-Perret. Le rendez-vous était prévu de longue date, des enquêteurs voulaient me rencontrer à la suite de la manifestation devant le château du roi. Je leur ai tout expliqué, les menaces de Majidi devant la résidence, les interrogatoires à l'aéroport… Je me souviens qu'ils m'ont aussi demandé si mes parents avaient été inquiétés. Quand je suis sorti du ministère ce jour-là, j'étais rassuré que tout ait été consigné officiellement. Puis les jours ont défilé, et j'ai vite oublié l'incident. La vie a repris son cours normal. Entraînements au club, coaching sportif,

longues balades avec Taline, soirées entre potes… Mais j’ai continué à répondre aux interviews, dans la presse marocaine et française. Et puis, le 27 septembre 2010, j’ai repris l’avion pour Rabat, pour revoir mes parents mais aussi pour obtenir le feu vert de la Fédération de représenter le Maroc à un championnat du monde en Écosse, le mois suivant.

Dans le taxi, sur le chemin de l’aéroport, j’ai reçu un appel avec numéro masqué. Un homme s’est présenté, il se disait membre d’une association sportive marocaine en Belgique, et voulait me rencontrer. « Impossible, lui ai-je dit, je me rends au Maroc. » Ah, quelle coïncidence, il voulait justement me présenter des personnes intéressantes, il me rappellerait le lendemain pour me donner leurs numéros sur place… Plus tard, après coup, j’ai compris qu’il travaillait en réalité pour les services marocains et était chargé de vérifier que je prenais bien mon vol.

À l’aéroport de Rabat, au contrôle des passeports, le scénario de février a recommencé. Des policiers en tenue m’ont demandé de les suivre au poste, me disant qu’il s’agissait d’une simple formalité et qu’ils voulaient annuler l’alerte d’atteinte à la personne sacrée du roi qui avait été lancée contre moi. J’ai à peine eu le temps de prévenir ma tante et son mari, venus m’accueillir à l’aéroport. Je les ai rassurés, ça ne durerait qu’une petite heure, comme l’autre fois.

Les choses ont tourné autrement. Ils m’ont confisqué le téléphone.

6

Taline

Je n'ai jamais aimé que Zak voyage seul en avion. L'appréhension classique du crash aérien, j'imagine. Pour le reste, ce départ pour le Maroc ne m'inquiétait pas, même après l'incident de février 2010. Ils vont peut-être l'emmerder un peu à l'aéroport, comme l'autre fois, pour la forme, voilà ce que j'ai pensé quand je lui ai dit au revoir ce matin-là. Je me disais que ce Majidi avait dû le prendre en grippe, mais ça me faisait plutôt sourire. Zak était si déterminé, si pugnace, si entêté. Nous nous ressemblions, là-dessus, deux têtes de mule…

J'étais surtout déçue que Zak reparte aussi vite. Nous revenions tout juste d'un mois de vacances, tranquilles et insouciantes, à Rhodes et à Majorque, deux jours auparavant. Je me souviens lui avoir dit que c'était dommage, j'avais encore une journée libre avant de reprendre le travail. Et s'il repoussait son départ ?

Nous nous étions rencontrés en 2007, mariés en 2008, et trois ans plus tard, nous étions toujours aussi fusionnels. Ce n'était pas gagné pourtant. Nous avions tous deux des caractères farouchement indépendants, et deux univers aux antipodes : j'étais alors chargée d'affaires dans une compagnie d'assurances, et Zak était champion de kick-boxing, un type de boxe dont j'avais à peine entendu parler, moi qui m'intéressais si peu au sport en général. Mais malgré nos différences, tout a été fluide, immédiat, magique.

À l'aube de notre histoire, j'habitais chez ma mère et je rentrais tous les jours pour prendre des affaires et rejoindre Zak. Je n'avais jamais vécu avec quelqu'un jusque-là, lui non plus. Au bout de dix jours, Zak m'a dit « Tu ne vas pas faire une heure et demie de transport chaque jour, laisse tes affaires… » J'ai débarqué avec des valises dans son appartement de la rue Volta, dans le plus vieil immeuble de Paris où il était si fier d'habiter. Nous ne nous sommes plus quittés. Je ne crois pas aux âmes sœurs mais il y a eu entre nous une compréhension immédiate. Nous étions du même avis, sur presque tout. Tout était simple. Il n'y avait pas de coquetterie, pas de stratégie. Oui, c'était un amour confiant, partagé, évident.

Ce lundi 27 septembre, Zak m'a appelée de l'avion, « ça y est, on décolle ».

Je t'aime.

Moi aussi.

Je t'appelle dès que j'atterris.

Il n’a pas rappelé.

7
Zak

Au bout de trois quarts d'heure d'interrogatoire, quatre agents de la DGST marocaine ont saisi mon sac et éteint mes téléphones portables avant de me menotter. J'ai protesté, ma famille m'attend dehors, je ne suis pas un criminel ! Mais ils m'ont escorté vers la piste d'atterrissage et m'ont poussé dans un 4 × 4 noir stationné à côté de l'avion, sur la banquette arrière, entre deux agents. Là, ils m'ont bandé les yeux. Je me souviens qu'ils m'ont allongé sur le côté gauche, sur les genoux d'un des deux types, et qu'ils m'ont recouvert d'une veste.

Je n'ai pas cherché à résister. Même pas à crier. À quoi bon, je savais que c'était la DGST, ça ne ferait qu'aggraver les choses. Mais j'ai compris que c'était mal barré. J'ai pensé à l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, je me suis dit, il a été enlevé et on ne l'a plus jamais revu, on n'a même pas retrouvé son corps. Peut-être que c'est mon tour. Peut-être que c'est fini. Les menaces de Majidi tournaient dans mon crâne, comme s'il s'était subitement transformé en circuit pour voitures de course sur lequel mes pensées fileraient à fond de train. « Si t'étais au Maroc, on t'aurait déjà fait la peau. »

Nous avons roulé trois quarts d'heure environ, dans un silence de mort. Et puis, j'ai entendu les pneus crisser et la voiture a stoppé net. Nous venions d'arriver à Témara, le centre de torture secret du Royaume, situé à 2,5 kilomètres à peine de la résidence de Mohammed VI. Mais ça, je l'ai compris plus tard.

Ils m'ont descendu de la voiture, m'ont enlevé les menottes puis m'ont entièrement déshabillé, avant de me remenotter, cette fois dans le dos. Puis ils m'ont ligoté les pieds, avec une chaîne reliée aux menottes, par-derrière. « T'as trop parlé, fils de pute ! Mais maintenant tu vas voir, tu vas plus parler ! » On était encore devant la voiture quand ils m'ont envoyé une série de directs au visage. J'ai crié : « C'est facile quand un mec est attaché, les yeux bandés, vous n'êtes que des lâches… » Derrière moi, j'ai entendu comme des coups de marteau, métal contre métal et je me suis brusquement senti propulsé en avant : « Allez marche ! Baisse la tête, vite ! L'électricité, attention ! Tourne à gauche ! À droite ! » Ça a duré une petite minute, ils voulaient me désorienter. Peut-être qu'il n'y avait rien.

Je me suis dit que nous avions dû pénétrer dans le bâtiment par le sous-sol, car nous avons ensuite grimpé deux étages d'escaliers métalliques, je sentais le froid sous mes pieds. La chaîne cliquetait par terre. Puis nous sommes

entrés dans une pièce et sans crier gare, ils m'ont projeté à terre. Les coups de pied se sont mis à pleuvoir, dans les côtes, par-derrière. Plus je me débattais, plus les coups tombaient dur. J'ai lâché, coupé en deux par cette violence incompréhensible.

Puis ils m'ont attaché une barre en fer derrière les chevilles, et deux types m'ont soulevé les jambes tandis que d'autres me maintenaient le torse sur le sol. Et là, ils se sont mis à me frapper sur les plantes des pieds, les chevilles, les tibias avec des barres fines en métal et des câbles. Une avalanche de coups qu'ils interrompaient régulièrement pour m'arroser d'eau et me remettre debout, en m'ordonnant de sauter. J'ai compris qu'ils voulaient que je continue à activer la circulation du sang, pour éviter que mes pieds ne gonflent exagérément. Ma tête bourdonnait. La douleur m'enveloppait de partout. J'ai pensé à Taline, et à ma mère. Elles devaient être mortes d'inquiétude. Est-ce que j'allais les revoir un jour ?

Au bout d'un moment, nous sommes passés dans une autre pièce, où, après m'avoir ôté le bandeau, un des bourreaux cagoulés m'a demandé de me laver la tête après m'avoir menotté par-devant. C'était une petite cellule, trois mètres sur quatre avec un lavabo, un matelas par terre, des toilettes turques et une caméra au plafond. Il y avait aussi une fenêtre avec des barreaux à l'extérieur, et au loin, j'ai entraperçu des arbres. Quatre hommes cagoulés ont surgi et m'ont emmené dans une autre pièce. Ils s'appelaient les uns les autres *El Hajj*, un terme religieux qui désigne celui qui a fait le pèlerinage à La Mecque. Autrement dit, un bon musulman… C'était infâme qu'ils associent la religion à la torture.

Là, ils m'ont photographié, sans bandeau sur les yeux, à poil, à plusieurs reprises, sous toutes les coutures. On m'a remis le bandeau sur les yeux et les tortures ont recommencé. C'est à ce moment-là que j'ai entendu « Attention, le chef est là ! Attention, le chef arrive ! » et que je me suis souvenu que mes menottes étaient attachées devant : après la séance de photo, mes geôliers avaient oublié de me remenotter par-derrière. Je ne sais pas au juste comment, mais dans un accès de rage, j'ai réussi à relever mes bras endoloris et soulever mon bandeau. Un type d'une quarantaine d'années, en costume, se tenait face à moi. Je n'avais jamais vu son visage. Je l'ai reconnu quelques mois plus tard, en juillet 2011, en regardant à la télévision la retransmission de la cérémonie de la fête du Trône, ce grand cérémonial d'allégeance au roi qui a lieu chaque année et qui passait en boucle sur les chaînes nationales. Ce jour-là, Mohammed VI l'a décoré. J'ai retenu mon souffle en écoutant son

nom : Abdellatif Hammouchi. C'était donc lui, « le chef ». Hammouchi, le directeur de la DGST marocaine, le grand patron du contre-espionnage, et l'un des dix personnages les plus puissants du royaume.

La scène a duré quelques instants. Elle s'est gravée au fer rouge dans ma conscience. Je me souviens du moindre détail de la cellule, du rythme de ma respiration, des battements de mon cœur. Je me vois par terre, en train de le dévisager, les yeux exorbités, concentré pour ne rien oublier. Et je le vois lui, qui reste pétrifié l'espace d'un bref instant puis quitte la pièce précipitamment suivi de trois personnes derrière lui. Dans la cellule, j'ai le temps d'apercevoir une évacuation d'eau sur le sol, des chaînes fixées au plafond, une table avec toutes sortes de sangles, de câbles, de menottes. Et puis, une dizaine de types se jettent sur moi, me remettent le bandeau, les menottes par-derrière. C'est à nouveau le noir.

– T'as vu qui ? T'as vu qui ?

– J'ai vu personne ! J'ai vu personne !

Les coups pleuvent de plus belle. Harnaché sur une table, je reçois des électrochocs dans les couilles, entre les cuisses, dans le cou, derrière les oreilles. Des coups. Des insultes. Je me souviens que j'ai uriné deux fois sur moi. De temps en temps, ils s'arrêtent. Puis ils recommencent. Encore et encore. Mes bourreaux m'aspergent d'eau froide. J'ouvre la bouche pour en saisir quelques gouttes. Ils me suspendent avec des chaînes par les chevilles, tête en bas. Ils me répètent qu'ici, c'est l'abattoir de Sa Majesté, qu'ici, c'est l'abattoir des hommes. « On va te découper, te transformer en viande hachée, tu sortiras dans des boîtes de conserve. On ne dépend ni du ministère de la Justice, ni du ministère de l'Intérieur. On dépend du roi et ça, c'est les ordres du roi. Ici, c'est l'abattoir de Sa Majesté. Ça t'apprendra à manifester devant chez le roi et à citer Mounir Majidi dans les médias. Tu as osé t'en prendre au roi et à Majidi. On va faire ce qu'on veut de toi. On a carte blanche. Personne n'en saura jamais rien. »

Ça dure depuis des heures. Ou peut-être des jours. Au bout d'un moment, je suis aspiré dans un trou noir, comme hors du temps. Je me demande si je suis en train de sombrer dans le sommeil ou dans la mort. Mon corps est un océan de douleur. Ils me font asseoir sur une chaise. Ils me demandent de raconter ma vie. « Allez, raconte, raconte ! Depuis ta naissance jusqu'à aujourd'hui ! » Leurs cris me vrillent les tympans, je suis épuisé. Privé de sommeil, de nourriture, d'eau, je glisse de ma chaise. Ils me ligotent alors mains et pieds à chacun des barreaux, me ceinturent autour de l'abdomen,

pour m'immobiliser. « Allez parle ! » Je n'ai plus de salive. Je n'arrive plus à articuler. À chaque fois que je m'interromps, ils me frappent, m'aspergent d'eau froide. Je parle, péniblement, chaque mot est un supplice, mes années d'enfance, mes parents, ma grand-mère maternelle qui m'a élevé, le sport, la boxe, le championnat du monde. Et puis, la rencontre avec le roi et Majidi en 2006. C'est alors que je sens la chaise qui bascule violemment, et qu'ils me ruent de coups de pied. Puis ils me détachent et me suspendent à des chaînes par les pieds, la tête en bas. « Ce chapitre tu l'oublies ! Tu le rayes de ta mémoire ! Tu n'as jamais rencontré le roi, ni Majidi, tu ne cites plus jamais le nom du secrétaire dans les médias, tu entends ? T'as bien compris la leçon ? »

Je me souviens qu'ils me laissent des heures et des heures à terre, à genoux, les bras suspendus par une chaîne. Je ne sens plus rien. Je m'attends à tout. Je me souviens aussi qu'un type engueule un collègue. Il est en retard pour la relève. L'autre explique qu'il a eu une panne de voiture près d'un supermarché que je connais depuis des années, Aswak Assalam, à Hay Ryad. Je comprends que nous sommes à Témara, la petite ville balnéaire où vit ma grand-mère. Témara, où siège officiellement la Direction de la sécurité du territoire, et où officieusement la police secrète séquestre et torture, en toute impunité à seulement deux kilomètres et demi de la résidence de Mohammed VI.

J'ai le cerveau qui grince. Je vois des couleurs. Je pense à Taline. Mes parents. Ma grand-mère maternelle. Mes oncles, mes tantes. J'ai envie d'être dans les bras de ma femme. Rien qu'un instant.

C'est peut-être le premier jour. Ou le troisième. Je les supplie de me laisser passer un coup de fil à Taline et à ma mère. Je leur dis : « Vous avez des femmes, vous avez des enfants, comment faites-vous pour vivre ? » Et eux, ils ricanent. Cette fois, c'est fini, je ne reverrai plus Taline, je ne reverrai plus mes parents, mon oncle, je ne reverrai plus la mer, le soleil, la lumière. Je n'attends plus qu'une chose : mourir, pour échapper à ce calvaire. Je ne supporte plus leurs rires. Je ne veux plus les entendre, je ne veux plus rien entendre.

Comment des hommes étaient-ils capables d'infliger ce calvaire à d'autres hommes ? Cette question n'a plus jamais cessé de me hanter depuis Témara. Je sais désormais que c'est des hommes, et d'eux seulement, qu'il faut se méfier. Pourtant, au milieu de cet enfer, il y a eu deux exceptions. Je ne connais pas leur nom, pas même leur visage. Je me souviens de leur voix.

Deux bourreaux m’ont supplié de les pardonner, à plusieurs reprises. Ils avaient des enfants, m’ont-ils dit, ils étaient dégoûtés d’eux-mêmes, mais ils devaient suivre les ordres. Je me souviens que l’un d’eux a défendu ma cause face aux autres tortionnaires : « C’est notre champion ! Il a représenté le Maroc, il a ramené la fierté au pays ! Et nous, on lui fait ça ? Il est simplement venu rendre visite à ses parents et leur demander leur bénédiction, et au final regardez ce qu’il reçoit ! La bénédiction de Majidi et des Chérifiens ! » Ce type a essayé de m’aider, comme il a pu. Quand il s’est retrouvé seul avec moi dans la cellule, il a frappé sur le sol à côté de moi et m’a demandé de hurler. Grâce à lui, l’horreur s’est suspendue, l’espace de quelques courtes pauses. Ensuite, dès que les autres le rejoignaient, les coups repartaient de plus belle.

Je me souviens qu’à un moment, ils ont dû ouvrir la porte. Un hurlement désespéré est monté d’entre les murs, toutes les forces réunies pour implorer pitié. Puis j’ai entendu une autre voix qui donnait des ordres. « Verse-lui de l’eau ! Voilà ! Maintenant tu nages ! Et si tu nages pas, je vais t’enculer. Allez frappe ! Nage ! Frappe ! Nage ! »

J’avais perdu toute notion du temps. Ça ne s’arrêtait pas. J’entendais, j’étais bien là, à Témara, mais je ne sentais plus rien. Comme si j’étais dans un autre monde, comme si j’allais devenir fou. Pire que la douleur, pire que les coups, pire que les électrocutions, le manque de sommeil vous attaque de l’intérieur, vous ronge le cerveau.

À côté, les cris déchirants se sont éteints. Un silence absolu s’est écrasé sur la salle de torture. Ils m’ont dit : « T’entends, le mec est passé au hachoir. On va te faire pareil, c’est ton tour. » Souffle coupé, gorge sèche, j’ai rassemblé mes maigres forces pour les insulter. « Vous êtes des lâches. Espèces d’enculés. Vous êtes que de la merde. » J’étais par terre, à poil, égaré de douleur et je me suis mis à me fracasser violemment le crâne contre le sol, je voulais m’exploser, je me foutais de tout. Ils m’ont immobilisé.

Aujourd’hui, je suis fier de ne pas avoir lâché. J’ai senti la terreur et j’ai hurlé, hurlé, et hurlé de douleur. Mais je ne leur ai jamais donné satisfaction. Je ne les ai jamais suppliés d’arrêter.

Plus tard, j’ai appris que ça avait duré quatre jours et trois nuits.

8
Taline

J’ai lu un jour que lorsqu’on encaisse un choc, comme la perte d’un bras ou d’une main, notre cerveau ne le perçoit pas sur-le-champ. On sent toujours ses doigts, on les agite, comme s’ils étaient toujours là. Ce lundi 27 septembre, à 18 heures et des poussières, j’ai raccroché le téléphone et pendant quelques secondes, je n’ai rien éprouvé. Je suis restée interdite, assise dans le canapé, à fixer l’écran de mon smartphone, comme en apesanteur. Et puis, soudain, les paroles de la tante de Zak se sont mises à tournoyer en boucle dans mon crâne. « Il était avec les flics. Son portable ne répond pas. Il s’est passé quelque chose. Il s’est passé quelque chose. » J’ai pensé, ils vont lui faire du mal, je ne vais jamais le revoir.

Que faire ? Comment réagir ? J’étais à deux mille kilomètres de Rabat. Je n’avais aucun contact sur place, hormis sa famille. Je me sentais totalement, misérablement impuissante. Je pressentais aussi qu’il fallait aller vite, je devais trouver un moyen d’agir, de l’aider, s’il était encore temps. Oui, je devais me ressaisir. J’ai repris le téléphone et j’ai appelé ma mère, qui a aussitôt accouru. Puis l’aéroport de Rabat, pour vérifier qu’un passager du nom de Moumni avait bien atterri au Maroc. « Non, madame. » À Orly, un agent m’a assuré que tous les passagers avaient embarqué, le vol s’était bien déroulé, et Zakaria Moumni était arrivé à bon port. À nouveau Rabat, où ils m’ont répété que non, il n’y avait aucune trace d’un passager nommé Moumni sur la liste des voyageurs. Puis le poste de police de l’aéroport de Rabat, à trois reprises, et où, au dernier appel, on m’a raccroché au nez. Restait une dernière option, un dernier espoir : le consulat et l’ambassade de France, à Rabat. Ça a été une douche froide. « On ne peut rien faire, votre mari n’est pas français », m’a répliqué une standardiste d’un ton désinvolte, détaché. « Mais rassurez-vous, ce n’est pas grave ! S’il a été arrêté, vous aurez des nouvelles, en général ça prend vingt-quatre heures, comme en France… »

J’ai raccroché, pétrifiée, en prise à des sentiments multiples d’indignation, de colère. J’aurais dû lui hurler que si c’était « comme en France », Zak m’aurait déjà appelé, j’aurais eu des nouvelles. Non, ce n’était pas possible. C’était une blague, une sinistre blague. Je me suis posé la question : j’y vais, j’y vais pas ? Mais ça n’avait aucun sens, sur place je ne lui serais d’aucune aide.

Alors, pour la première fois, j’ai fondu en larmes. C’était comme une

écluse qui s'ouvrait brusquement. Mon corps entier n'était plus qu'un immense torrent de larmes. Ma mère m'a serrée dans ses bras, a tenté de m'apaiser, du mieux qu'elle a pu. L'une de mes meilleures amies aussi, Myriam, qui était venue en renfort, après le boulot, et qui s'est installée à la maison quatre jours durant, bravant sa frousse devant Ricci, notre cocker, elle qui avait les chiens en horreur. De cette première nuit sans Zak, dans notre appartement, je garde un souvenir de larmes et d'hystérie. Effondrée sur le canapé du salon, je criais, je sanglotais, je ne vais plus le revoir, ils vont le tuer, c'est fini, comment est-ce que je vais vivre sans lui ? À un moment, ce soir-là, j'ai perdu pied, mes nerfs ont lâché. Je me suis mise à trembler de tous mes membres, en proie à une crise de panique, avec cette unique pensée en boucle : je ne vais jamais le revoir. Je ne vais jamais le revoir. Je ne vais jamais le revoir. Si Zak était mort, je n'avais plus qu'à mourir. Ce lundi 27 septembre, ce n'était pas de la fiction, c'était ma vie qui déraillait pour de vrai. C'était bien moi, Taline, qui étais en train de tout perdre, tout ce qui comptait vraiment à mes yeux, l'amour et cette certitude qu'il durerait toujours, cette assurance que Zak et moi nous aurions des enfants, que nous vieillirions ensemble. Que je pourrai me reposer sur lui, toujours, dans ses bras fermes et rassurants.

Je me souviens des paroles réconfortantes de mon frère, de la voix douce de ma mère qui me répétait « ne t'inquiète pas, ne t'inquiète pas ». Et pauvre maman, que pouvait-elle dire d'autre ? Et je me souviens aussi du soutien sans faille de mes deux autres meilleures amies, Nina et Samia.

Ce n'est que vers 22 heures que je me suis souvenue d'un journaliste, le seul que je connaissais, Jacques-Marie Bourget. Il avait écrit un article sur Zak en juin dernier, pour le site internet Bakchich. Lui pourrait certainement me conseiller, il aurait des contacts… C'est le premier qui m'a dit que les Marocains allaient certainement lui faire du mal. Un collaborateur de Bakchich, Khalid Gueddar, avait récemment été arrêté par la police marocaine. Khalid, m'a-t-il précisé, était le premier dessinateur marocain à avoir osé caricaturer le roi Mohammed VI sur le site. Il avait été défendu par un excellent avocat, spécialiste des droits de l'homme, maître Abderrahim Jamaï. Jacques-Marie m'a donné les numéros de téléphone de Larbi, un militant des droits de l'homme, et de Mohammed, un ami marocain de maître Jamaï à Paris qui pourrait m'aider à le contacter.

Dès que j'ai eu raccroché, je les ai appelés. Larbi m'a communiqué une première liste de noms dans les ONG et par la suite, a fait preuve d'un

soutien sans faille, me guidant pas à pas dans cet univers que je ne connaissais pas. Mohammed m'a patiemment écoutée et m'a promis qu'il parlerait à maître Jamaï au plus vite. Je lui ai téléphoné les trois jours suivants, en larmes à chaque fois, cherchant désespérément à être rassurée. Je me souviens de sa voix. Si calme, si apaisante. J'ai appris par la suite qu'il était médecin.

La journée, puis la nuit suivante, m'ont semblé sans fin. Journée épuisante et vide, passée à attendre l'appel de l'avocat, à attendre des nouvelles de Zak, et faute de mieux, à enchaîner les coups de fil, au consulat, à l'ambassade, à l'ami de l'avocat, à la famille, à sa tante Nadia, elle aussi en pleurs, à Rachid, l'un des amis d'enfance de Zak… Nuit blanche, la poitrine constamment oppressée, le ventre rongé par une incertitude atroce, et les pensées en boucle – où es-tu Zak, j'espère qu'ils ne te font pas de mal, mon Dieu, faites qu'il soit vivant.

Je ne suis pas allée au travail. J'ai hésité à tout leur dire. Mais leur dire quoi, au juste ? Que mon mari était aux mains de je ne sais qui, que je ne savais même pas s'il était encore vivant ? Un de mes collègues, en qui j'avais confiance et qui connaissait un peu Zak, m'a conseillé d'être prudente, mieux valait ne parler que de mon mal de dos qui me faisait vraiment souffrir. Mon congé a finalement duré trois semaines. Après un mois de vacances, ça tombait vraiment mal, mais je n'avais pas le choix.

Quand Abderrahim Jamaï a fini par m'appeler, le mercredi matin, il m'a annoncé qu'il acceptait de s'occuper de l'affaire de Zak, et pour la première fois, j'ai ressenti un début de soulagement dans cet océan d'inquiétude. « Ne t'inquiète pas, ne t'inquiète pas », m'a-t-il dit lui aussi. Il ferait tout pour retrouver la trace de Zak au tribunal de Rabat.

Quatre jours et trois nuits se sont écoulés, lents, interminables. Ce sont les pires de ma vie, ils sont remplis de larmes, d'incertitude, d'attente angoissée. Pendant quatre jours, je ne me suis pas lavée, ni changée. J'ai gardé un sweat-shirt de Zak sur moi, nuit et jour. C'était dérisoire, mais c'est la seule façon que j'ai trouvée de garder un contact tangible avec lui, ce vieux sweat avec son odeur, contre ma peau.

Jeudi, il n'y avait toujours aucun signe de Zak. Aucune garde à vue d'un dénommé Moumni, aucune procédure officielle d'arrestation ou d'interrogatoire n'avait été enregistrée à Rabat. Rien. Et puis, en fin de journée, le téléphone a sonné. Je me souviens que j'étais dans la salle d'attente du kiné. C'était un numéro marocain, j'ai immédiatement reconnu

l’indicatif, 212. J’ai décroché, et j’ai entendu sa voix. Elle était affaiblie, j’ai pensé, mon Dieu qu’il a l’air perdu, mais c’était bien lui. Zak était vivant. Vivant ! « Je suis dans une prison, je ne sais pas pourquoi, on m’a prêté un portable, ils m’ont fait du mal… » Il ne m’a pas parlé de torture, il m’a juste dit : « Ne t’inquiète pas, bébé, ne t’inquiète pas, tout va bien. » En raccrochant, je me suis dit : mais qu’est-ce qu’il fait en prison ?

9
Zak

Je ne sais pas pourquoi je lui ai dit « tout va bien ». Je voulais la rassurer, elle qui devait être morte d'inquiétude… Et moi, dans le fond, je ressentais un immense soulagement. Bien sûr, j'étais disloqué, hagard, j'avais le cerveau désagrégé et les jambes en sang, je venais de débarquer dans une cellule bourrée à craquer de détenus dans une des plus effroyables prisons marocaines, mais j'étais vivant. Vivant.

J'avais cru mourir mille fois, et j'avais survécu. C'est ce que j'ai pensé en quittant Témara, plus tôt dans la journée, ce jeudi-là, quand on m'a fait signer pour récupérer mon téléphone, mon caleçon, mes chaussettes… Je me souviens que ma chemise sentait le propre, quelqu'un, au cœur même de cette enceinte de terreur et de supplices l'avait lavée et repassée, et qu'ils m'ont demandé si c'était bien mon jean, alors que j'avais toujours les yeux bandés. Je me souviens aussi qu'un des types m'a demandé de lui pardonner en chuchotant. Ses mots sont imprimés dans ma mémoire : « Tu es notre champion, mais on ne peut rien faire. Ce sont les ordres de Majidi et des Chérifiens. »

Les bourreaux m'ont ôté le bandeau plus tard, dans la fourgonnette, juste avant de nous garer devant le commissariat du centre-ville de Rabat. En sortant, la lumière m'a ébloui, après quatre jours d'aveuglement forcé, je ne voyais pas à un mètre, je chancelais sur mes jambes, les tibias en sang. On m'a soutenu et les dents serrées, j'ai péniblement monté des marches jusqu'à un petit bureau, à l'étage, où l'on m'a installé sur une chaise, face à une table. Ma vue s'est peu à peu éclaircie, et j'ai réussi à compter les hommes qui m'avaient escorté dans la fourgonnette depuis Témara. Ils étaient treize, tous vêtus de tenues civiles. S'agissait-il de mes tortionnaires, de l'équipe qui s'était relayée jour et nuit pour m'écraser de coups et m'électrocuter, sans relâche ? J'ai réuni le peu de forces qui me restait pour tenter d'imprimer en moi le moindre détail de leurs visages. Aujourd'hui, je les reconnaîtrais sans hésiter, j'en ai d'ailleurs identifié deux sur Internet. Entre-temps, l'un était devenu préfet de Tanger.

Puis deux hommes ont fait irruption dans le bureau et ont déposé deux épais dossiers devant moi. L'un d'eux en a sorti plusieurs feuilles de papier et les a lentement fait glisser vers moi. « Maintenant, tu vas nous signer tout ça ! » J'ai répondu que je voulais d'abord lire, savoir de quoi il s'agissait, et que menotté, les yeux toujours embrumés, j'en étais incapable. « Si tu signes

pas, on te ramène d’où tu viens, et cette fois, on te fait la peau. » Puis j’ai entendu une voix derrière moi lancer : « Allez, remets-lui le bandeau ! » C’est ainsi que j’ai signé, les yeux bandés, la main guidée par un des types présents dans le bureau. Ils m’ont dit qu’il s’agissait de la promesse de ne plus manifester devant la résidence du roi et de ne plus jamais citer Mounir Majidi dans les médias et qu’avec cette signature j’allais être libéré et pourrais récupérer mes effets personnels. Ça a duré quelques minutes avant qu’on m’ordonne de quitter la pièce, et qu’on me réembarque dans la fourgonnette. Quand on m’a à nouveau enlevé le bandeau, j’ai vu que les treize types étaient toujours là.

Nous avons dû rouler une quinzaine de minutes avant d’arriver au sous-sol d’un bâtiment. Je n’avais aucune idée de l’endroit où nous étions. Je me souviens que j’ai posé la question à plusieurs reprises et qu’à chaque fois, on m’a répondu : « Allez, avance ! » Là, dans une petite pièce sombre, toujours en sous-sol, un homme m’a demandé si je connaissais Driss Saïdi et Moustapha Wachkatt.

– Je n’ai jamais entendu ces deux noms, mais par contre, j’ai été torturé. Regardez mes tibias !

– Justement, signe comme quoi tu les connais pas !

J’ai signé. J’ai à nouveau montré le sang qui transperçait mon jean.

– Je veux rien savoir ! Emmenez-le !

Le souvenir suivant, c’est une grande salle, qui ressemble à celle d’un tribunal. Les treize cerbères sont là, et deux flics en tenue m’encadrent. On me demande de m’asseoir et quand la porte s’ouvre à nouveau, je reconnais l’un des hommes qui m’a interrogé dans le bureau en sous-sol, accompagné de trois autres personnes, toutes en civil, qui s’installent face à moi, sans un mot. Je suis toujours menotté, j’ai le cerveau et le corps fracassés, je tiens à peine sur mes jambes, je ne comprends rien. Où suis-je ? Qui sont ces gens ? Un de ces types me pose à nouveau la même question.

– Est-ce que tu connais ces deux noms, Driss Saïdi et Moustapha Wachkatt ?

– La seule chose dont je me souvienne, c’est que j’ai atterri à Rabat le 27 septembre 2010. Je veux d’abord savoir quel jour nous sommes aujourd’hui, et où est-ce que je me trouve ?

– Emmenez-le ! Emmenez-le !

Je hurle en soulevant une fois de plus mon jean sur mes tibias ensanglantés. « Ces gens-là m’ont torturé ! » Les flics m’empoignent et

m'évacuent de la pièce. Cette fois, nous sortons par l'entrée principale du bâtiment et je reconnais le quartier de l'Océan, et le tribunal de Rabat.

La scène a duré deux minutes. Et encore. Le lendemain, quand mon avocat m'a appris que mon procès avait eu lieu à Rabat, j'ai mis quelques instants à rassembler dans mon esprit les pièces du puzzle de la veille. C'était donc ça, ces interrogatoires, ces papiers que j'avais signés sous la contrainte, bandeau sur les yeux, cette révoltante parodie de justice, avec un dossier monté de toutes pièces… Dans le procès-verbal, il est écrit que j'ai avoué devant un juge avoir extorqué 1 200 euros à deux types auxquels j'ai promis du travail en Europe, et que j'ai refusé la présence d'un avocat. Les soi-disant plaignants ont déposé plainte le 1er février 2010, date à laquelle un mandat de recherche a été lancé par la police marocaine. Et pourtant, quand je suis revenu au Maroc le 12 février, que j'ai été interrogé pendant plus d'une heure, à ma descente d'avion, par cinq agents de la DGST en civil pour « atteinte à la sacralité du roi », aucun d'entre eux ne m'a parlé de cette plainte. Personne ne m'a interpellé pour escroquerie.

Ce jeudi soir, quand j'ai finalement atterri à la prison de Zaki, à Salé, à quelques kilomètres de Rabat, j'ai eu de la chance. Par deux fois, même. Un gardien m'a reconnu alors que je venais de pénétrer dans la cellule « d'arrivée », celle où les nouveaux venus s'entassaient en attendant des jours, des semaines parfois, de se voir attribuer leur cachot définitif. « Pas possible, mais t'es le champion du monde ! » s'est-il écrié avant de s'éclipser. Une minute plus tard, il était de retour avec un journal. « Regarde, sur la photo, c'est toi, Moumni ! Allez viens, je vais pas te laisser croupir ici plus longtemps. » Il m'a entraîné vers le « quartier A » en m'expliquant que c'était « le plus propre ». Quelques minutes plus tard, nous nous sommes arrêtés devant une cellule et il m'a regardé en souriant. « Tiens, j'ai une petite surprise pour toi ! Je vais te présenter quelqu'un qui est aussi dans la boxe, peut-être que tu le connais ? » Il a crié un nom, que je n'ai pas compris et deux minutes plus tard, un homme est sorti, l'air un peu étonné. C'était Lee Murray, un Anglo-Marocain, champion d'ultimate fighting. Effectivement, j'avais entendu parler de ses combats et du braquage dont il était accusé. Le plus gros casse de l'histoire britannique, dans le Kent, au cours duquel 78 millions d'euros avaient été dérobés en février 2006, et jamais retrouvés depuis. On s'est chaleureusement serré la main, et Lee a aussitôt disparu dans la cellule avant d'en revenir avec des paos et des gants. « On va pouvoir s'entraîner ! Ouais, mec, ça me fait vraiment plaisir de te rencontrer ! » Je me

souviens qu’il a demandé que je sois affecté dans sa cellule, la 15. « Impossible », a rétorqué le gardien. Deux champions de boxe dans le même cachot, il ne fallait même pas y penser ! On se verrait le lendemain matin, à la promenade.

Je n’en revenais pas. J’étais en prison, mais je venais de rencontrer un autre sportif, qui partageait la même passion que moi. Je n’étais plus le supplicié de Témara, invisible de tous, j’étais un prisonnier avec un numéro : le 58 792. Au moins, j’existais, j’avais à nouveau une identité. C’est ce que j’ai pensé en pénétrant dans la cellule 19. J’allais partager mon quotidien avec une trentaine de types agglutinés dans 25 mètres carrés, il n’y avait que 8 lits superposés, 16 places, les autres dormaient par terre, tête bêche, sur des matelas de fortune faits de couvertures empilées, mais ce soir-là, je n’ai prêté attention ni à la promiscuité, ni à la puanteur, ni à l’incessant vacarme, ni au courant d’air glacial qui s’engouffrait à travers la vitre brisée de la cellule et soulevait de gros nuages de poussière. Je voyais du monde, je me sentais revivre. Oui, ce soir-là, j’avais beau être fracassé, dévasté physiquement et mentalement, tout m’a semblé facile. Mes codétenus avaient l’air de bien m’accueillir et ils m’ont proposé de partager leur repas, et de l’alcool pour désinfecter mes plaies. Quand l’un des types m’a prêté son portable, j’ai ri. C’était surréaliste de pouvoir parler à Taline, d’entendre sa voix à nouveau. Plus tard, ils m’ont donné un survêtement, et quelques couvertures pour me faire un matelas. Je me suis étendu en éprouvant une quiétude exceptionnelle. J’avais affronté le bout du monde. J’étais revenu d’entre les morts. J’ai fermé les yeux et je me suis abîmé dans un sommeil profond, sans rêve.

10
Taline

Je me souviens des jours suivants comme d'une courte accalmie, une trêve dans la tempête. Je parlais avec Zak tous les jours. Nos conversations ne duraient pas longtemps, jamais plus de cinq minutes les premiers jours, mais ces instants valaient tout l'or du monde. Tout se passait bien, me disait-il, il avait rencontré un champion de boxe anglais, ils avaient même commencé à s'entraîner ensemble… J'entendais le brouhaha de la cellule dans le combiné, mais je ne sentais pas la prison dans sa voix. Zak était semblable à lui-même, incorrigiblement positif et optimiste, comme s'il me faisait un clin d'œil : je me débrouille, bébé, t'inquiète. Et moi, je vivais dans l'espoir que tout allait se régler rapidement. Vendredi, maître Jamaï, notre avocat, avait réussi à mettre la main sur la plainte pour escroquerie enregistrée au tribunal de Rabat, et m'avait appris que le jugement était attendu dès le lundi 4 octobre. Je m'agrippais à cette date comme un naufragé à sa planche. Lundi 4, maître Jamaï réussirait à faire annuler la procédure, puisque Zak était innocent, qu'il n'y avait pas eu de procès en règle, rien qu'une fausse plainte et de faux aveux obtenus sous la contrainte, signés par un homme tout juste réchappé de quatre jours de torture. Lundi 4, mon mari serait libéré, ce cauchemar absurde prendrait fin. Ils lui avaient donné une leçon. Il avait compris. C'était bon.

Mais le fameux lundi est arrivé, et c'est un tout autre verdict qui est tombé : Zak a été condamné à trois ans de prison ferme. Trois ans ! Non, non, non, non, non. Je me suis assise dans le canapé, comme une automate. Je me souviens que Ricci, notre chien, a fourré sa truffe noire et humide dans ma paume, et que je l'ai caressé de longues minutes, les yeux dans le vague. Il devait sentir qu'il se passait quelque chose d'anormal, comme toujours avec les chiens. Zak n'était plus là pour courir avec lui dans les allées du parc du quartier… Le cauchemar ne s'arrêterait donc jamais. Ricci me dévisageait, la queue basse et le regard malheureux, et j'avais l'impression de revivre l'horreur du lundi précédent, jour pour jour, quasiment à la même heure. C'était la même sensation de sombrer dans un trou noir, la même douleur qui me tenaillait le ventre, les mêmes sanglots irrépressibles. Et le même flot de questions. Qu'est-ce que je vais faire ? Par où commencer ? Qui appeler ?

Je crois que c'est la première fois, ce soir-là, que j'ai vraiment pris conscience que j'allais devoir me battre, et que tout le combat, tout le fardeau de ce combat reposerait sur mes épaules. Je pressentais aussi que la lutte serait longue et frustrante, qu'il me faudrait la mener à distance contre un

adversaire que je ne connaissais pas. S’agissait-il de Mounir Majidi ? Des tortionnaires anonymes de Témara ? Du « Makhzen » ? Tout ce dont j’étais sûre alors, c’est que cet adversaire, cet ennemi invisible, agissait selon des règles totalement arbitraires. Quelqu’un, au Maroc, avait donné un ordre : « Celui-là, ce Zakaria Moumni, vous me le neutralisez. » Et puis voilà, on en était là.

À dater de ce jour, je suis entrée en lutte. J’ignorais alors que mon combat tiendrait plus de la guerre de tranchée que de la blitzkrieg. Tant mieux, la durée de la bataille, l’ampleur de la tâche m’auraient peut-être paralysée. Rétrospectivement, quand je repense à ces milliers d’e-mails envoyés, d’appels donnés, d’articles découpés, je me demande comment j’ai fait. C’est finalement très simple, je n’avais pas d’autre choix. Sans réfléchir, j’ai agi au jour le jour. Et j’ai vécu au jour le jour.

Je ne connaissais rien du Maroc ni de sa situation politique, encore moins de celle des droits de l’homme. Tout au plus savais-je que le pays était miné par la corruption et les inégalités sociales, qu’il s’agissait d’un des États où l’écart des fortunes et des revenus est le plus grand au monde, et qu’une petite caste au pouvoir se partageait le gâteau, ne laissant au peuple que les miettes. Les magouilles de la Fédération royale de kick-boxing n’étaient qu’un exemple parmi tant d’autres. Zak avait voulu donner un coup de pied dans la fourmilière et ça avait déplu, sans doute au plus haut niveau. Voilà ce que j’ai pensé d’abord. Mon apprentissage s’est fait pas à pas, au fil du combat. Progressivement, j’ai découvert la réalité de la politique marocaine, j’ai compris que l’emprisonnement arbitraire de Zak était aussi un enjeu des droits de l’homme pour le Maroc, et que le pouvoir marocain pouvait faire de ses citoyens ce qu’il voulait, en complète impunité.

Aujourd’hui, je suis convaincue que si le pouvoir marocain a organisé cette caricature de procès dès le jeudi et jeté Zak en prison dans la foulée, c’est parce que nous avons immédiatement rendu publique sa disparition. La mère de Zak travaillait au ministère des Finances aux côtés de Khadija Ryadi, qui était par ailleurs une militante reconnue des droits de l’homme, présidente de l’Association marocaine des droits humains, l’AMDH. Elle l’a contactée dès le premier jour et Khadija a aussitôt publié un communiqué dénonçant sa disparition, le premier d’une très longue série. De mon côté, j’avais appelé le journaliste de Bakchich, tandis que Nadia, la tante de Zak, faisait le tour des rédactions de Rabat. Avant même que Zak ne réapparaisse au grand jour, dans la prison de Salé, trois articles sont sortis dans la presse marocaine et

Bakchich, avec quasiment le même titre : « Le boxeur Zakaria Moumni a disparu ».

Plus tard, des amis marocains m'ont dit que j'avais eu de la chance, qu'ils auraient tout aussi bien pu le liquider. S'il n'y avait eu ce remue-ménage, sans doute l'auraient-ils laissé croupir plus longtemps à Témara. Zak était sur leur territoire, il était citoyen marocain, il n'avait même pas encore la double nationalité, bref, il était à leur merci.

Ce soir-là, j'ai surfé sur Internet jusque tard dans la nuit, épluchant les annuaires des principales associations de défense des droits de l'homme, repérant les noms, les adresses qui pourraient m'être utiles, et j'ai commencé à envoyer des e-mails. Je me souviens que maître Jamaï m'avait transmis le contact d'Éric Goldstein, le directeur adjoint de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord de Human Rights Watch, et que Larbi m'avait conseillé de joindre la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ainsi qu'Amnesty International et l'Association des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM). On m'avait également communiqué les coordonnées de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture).

Au téléphone, Zak est resté positif. Je m'attendais à ce qu'il marque le coup de sa condamnation, mais il a encaissé, en bon champion. « Ça ira, aie confiance, m'a-t-il dit le lendemain. Tu sais, tout va bien pour moi, mes parents m'ont rendu visite, je fais mon sport… » Ce n'est que plus tard, en lisant les rapports des ONG qui lui étaient consacrés, que j'ai appris ce qu'il vivait à la prison de Salé. J'ai compris que, du fin fond de sa cellule, Zak voulait être rassurant, il continuait à veiller sur moi, à me protéger.

11

Zak

Je me suis réveillé au petit matin et je suis resté un long moment sans bouger, allongé sur mes couvertures empilées. Je savais que la douleur réapparaîtrait dès que je me relèverais et je voulais profiter de ce répit, et du calme qui régnait dans la cellule. Autour de moi, tous les détenus ronflaient, mais bientôt les occupants des couchettes supérieures dégringoleraient sur ceux d'en bas, l'effroyable brouhaha reprendrait, ça s'engueulerait, ça s'insulterait. À 9 heures, quand les lourdes portes de la cellule se sont ouvertes en grinçant, j'ai rejoint Lee en boitillant, dans la cellule 15, de l'autre côté du couloir. Je me souviens qu'il m'avait préparé un bol de céréales au lait que j'ai avalées d'une traite, et qu'ensuite nous avons lentement marché dans la cour de Salé Zaki. Le ciel translucide au-dessus de moi, j'aspirais l'air à grandes brassées, enfin libre de mes mouvements, tandis que Lee me détaillait le matériel d'entraînement qu'il avait réussi à rassembler dans la cellule, les tatamis, les gants et bien sûr, les paos… Ce premier matin, nous n'avons parlé que de knock-out, de crochets, de jabs. Lee m'a raconté ses combats d'ultimate fighting, moi ceux de boxe thaïe. Notre rencontre lui donnait envie de reprendre l'entraînement, m'a-t-il dit, il voulait travailler sa souplesse, il se trouvait trop raide. Fils d'une Anglaise et d'un Marocain, qui ne lui avait pas transmis sa langue, il avait appris l'arabe en prison, un drôle d'arabe teinté d'accent cockney. Et tandis que je l'écoutais, il me semblait inimaginable qu'à la même heure, la veille, j'aie pu être en train d'agoniser sur le béton d'une geôle de Témara.

J'ai repris la boxe quelques jours plus tard. Je me souviens même de l'heure, il était 14 h 30 précises quand Lee et moi avons étalé les tatamis dans la cellule 15 et commencé à nous entraîner. Dieu que j'étais faible ! Je vacillais sur mes jambes, mes blessures aux tibias suintaient le sang et je ne pouvais me servir que de mes poings. Mais j'ai frappé, frappé de toutes mes forces pour expulser la rage de Témara et m'en purifier. Quand nous nous sommes arrêtés, j'étais hors d'haleine, vidé, évidé, mais mes pensées s'étaient éclaircies. D'avoir lâché prise, laissé aller la colère, m'avait calmé. C'était inespéré. La boxe me permettait de reprendre la main sur ma vie, de me recoller à moi-même. Et, grâce à elle, je revenais parmi les vivants, je retrouvais la compagnie des hommes.

Cet après-midi-là, Lee m'a aussi présenté ses compagnons de cellule, deux amis qui avaient pris cinq ans pour une histoire de bagarre qui avait dégénéré.

Tous les quatre, nous sommes devenus inséparables et ensemble, nous avons fait du sport et de l'effort notre thérapie, et notre stratégie de survie. Au milieu de cet enfer sur terre, où les relations humaines sont exclusivement guidées par l'intérêt – parce que tu as un réchaud électrique ou un téléphone, parce que tu peux protéger… –, notre petit quatuor reposait, lui, sur cette passion commune pour la boxe. Peu importaient nos passés respectifs, je n'ai jamais cherché à savoir ce qui les avait menés à la prison de Salé. Seul comptait le présent, ici et maintenant, et la façon dont ils m'avaient accueilli et épaulé pour me reconstruire, cette amitié pure et inébranlable, cette loyauté à toute épreuve sur laquelle nous pouvions tous les quatre compter.

Nous avons commencé à nous entraîner deux fois par jour, selon un programme immuable et intense, du lundi au vendredi : le matin, de 9 heures à 11 heures, séance de footing et pompes dans la cour, qu'on terminait par des abdos, dans le couloir qui circulait entre nos cellules respectives ; l'après-midi, c'était corde à sauter et combats. Dix à vingt minutes non-stop de corde, suivie de plusieurs rounds de boxe. Le week-end, la cour était fermée, les entraînements se déroulaient dans le couloir, tous les après-midi. Très vite, le bruit s'est propagé à travers le quartier A que des sessions de sport avaient lieu chaque jour, et d'autres détenus nous ont rejoints. Notre matériel de musculation s'est étoffé, un prisonnier avait même bricolé des haltères avec des pots de peinture remplis de béton et une barre. Et au bout d'un mois, nous organisions quelques combats, de temps en temps, avec un petit groupe de détenus marocains, franco-marocains, franco-algériens, suivis par quelques habitants du quartier A. Je me souviens que les gardiens venaient y assister.

J'arrivai en prison totalement ignorant, sans savoir sur quoi, sur qui, j'allais tomber. J'en ai vite compris les règles, et surtout, j'ai appris à ne jamais baisser la garde. Il n'y avait pas d'autre choix. Ici les plus faibles étaient immédiatement reconnus, humiliés, frappés, violés, et les plus forts, ou les plus pervers, régnaient sur les cellules, chapeautés par les matons pour lesquels certains bossaient comme balances. Alors j'ai montré les crocs et les poings, j'ai délimité mon territoire et imposé ma place, sans entrer dans un clan. Là encore, la boxe m'a aidé ; je débarquai précédé de ma réputation de champion du monde, de dur à cuire, copain de Lee Murray, un autre dur à cuire, les détenus se méfiaient. Je me souviens d'une fois, au bout d'un mois, quand le chef de chambre, le « cabran », a commencé à me chercher pour une histoire de réchaud électrique. Je l'ai remis à sa place. Mais il a continué, et

quelques jours plus tard un maton m'a appris qu'il m'avait dénoncé pour détention de portable. Je l'ai gardé contre 20 euros et j'ai réglé l'affaire avec le cabran le soir même. J'ai attendu tard dans la nuit, quand je savais que les matons se seraient éloignés, et je l'ai corrigé. Il ne m'a plus posé problème. Il est devenu doux comme un agneau. Dans la cellule, personne ne m'a plus jamais cherché.

Je connaissais déjà l'ampleur de la corruption dans le milieu de la boxe, à travers les magouilles de la Fédération royale et des organisateurs. À Salé, j'ai compris qu'elle gangrenait toute la société marocaine, jusque tout en bas de l'échelle, au cœur même des prisons. Ici, les détenus n'avaient droit à rien, mais tout avait un prix. Une couchette dans un lit superposé comme une place par terre, un matelas, un oreiller, un réchaud électrique, une casserole, une chaise, des couverts, un téléphone et même son droit afférent à téléphoner, tout se monnayait… Les gardiens touchaient double salaire : à leur paye de gardien s'ajoutait ce qu'ils percevaient des détenus.

Lee m'a servi de guide dans ce labyrinthe. Incarcéré à Salé depuis 2006, il en connaissait tous les codes, toutes les ruses – ce qu'il fallait donner, combien, à qui. Il m'a appris que le système d'échange de la prison reposait sur de l'argent liquide et sur les cigarettes, avec deux « devises » parallèles, les Marlboro et les Marquise, la marque locale. Pour deux paquets de Marlboro, on obtenait quatre paquets de Marquise. Ma place pour un vrai lit m'a coûté deux cartouches de Marlboro. Mais j'ai payé mon téléphone portable en liquide, 200 euros.

La plupart du temps, payer une fois ne suffisait pas. J'ai versé 200 dirhams, soit 20 euros, pour me faire entrer un oreiller dans la prison, et deux paquets de cigarettes pour le récupérer. J'ai appris, aussi, que rien n'était jamais définitivement acquis. Les gardiens opéraient régulièrement des fouilles dans les cellules et raflaient tout, puisque tout était interdit, en théorie. Ensuite, nous n'avions pas d'autre choix que tout racheter.

Certains, parmi ceux qui n'avaient rien, ni famille ni argent, étaient prêts à tout pour des clopes, même à se prostituer. Ça se passait souvent tard dans la nuit, je me souviens que j'en ai chopé deux, une fois en allant aux chiottes, et qu'ils m'ont supplié de ne rien dire.

On dit que l'homme peut s'adapter à tout, même au pire. Et après tout, j'avais déjà survécu au pire, à Témara. J'étais aussi conscient de faire partie des privilégiés de Salé Zaki : j'avais une famille, des soutiens, de l'argent et j'avais été affecté dans le quartier A, le plus propre, le quartier

« international » où je pouvais côtoyer des Français, des Néerlandais ou des Espagnols… Mes parents, qui me rendaient visite chaque lundi, m'apportaient à manger. Les cigarettes qu'ils me fournissaient amélioraient mon quotidien. Je n'ai jamais été obligé de manger les soupes de lentilles, la viande élastique et sans goût de la prison. L'argent nous a permis de sortir dans la cour, le soir, après les horaires de fermeture, pour jouer au foot avec Lee, Saïd, Ibrahim et aussi Mounir Ramache, parmi les plus grands narcotrafiquants que le Maroc ait jamais connus. Contre quelques billets, les gardiens laissaient faire. J'ai passé un Nouvel An royal, avec crevettes, langoustes et bouteilles de champagne que les gardiens sont allés chercher pour moi. Je me souviens qu'ils passaient à tour de rôle pour quémander un verre, un peu de saumon… Au petit matin, ils sont venus tout récupérer pour ne pas se faire repérer.

Pour le reste, il a bien fallu s'adapter. S'habituer aux rats et aux cafards. Vivre avec la tension, permanente. Gérer les sollicitations, les détenus qui viennent te parler sans cesse, pour un oui ou pour un non. Faire avec le vacarme incessant, la télé allumée vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les engueulades, les insultes, enchaînées, incontrôlables. Un petit réduit tenait lieu de salle d'eau et de chiottes, avec juste un robinet d'eau froide et des toilettes turques, et une porte fracassée qui vous laissait à nu. J'ai fait avec. Une fois par semaine, je faisais chauffer l'eau au réchaud pour m'offrir une douche chaude. Le reste du temps, c'était douche froide. J'ai fixé l'extinction des feux à minuit, et nous avons bricolé un système de câble afin que chaque détenu puisse regarder l'unique petit écran de télévision de la cellule avec des écouteurs, sans déranger les autres… Et surtout, j'ai imposé mon envie de tirer mon temps tranquille, sans qu'on m'emmerde. Au début, ça a surpris que je ne participe pas à toutes les parties de cartes, que je mange seul, dans mon coin, mais mes codétenus s'y sont faits : j'étais comme ça, c'est tout. C'était à prendre ou à laisser.

Et puis, dès que je le pouvais, je m'évadais. Chaque jour, quand les portes se refermaient sur la cellule, à 17 heures, mes écouteurs sur les oreilles, je mettais la musique à fond et je regardais à travers la fenêtre et ses épais barreaux. La liberté était là, dehors, dans l'immeuble et les silhouettes que j'apercevais au loin. Tous les soirs, jusque tard dans la nuit, je me suis plongé dans cette bâtisse piquée de petites lumières jaunes, et dans l'immensité du ciel. Cette fenêtre est devenue mon balcon sur la vie.

J'ai passé cinq mois dans la cellule 19, puis, à la fin du mois de février,

Lee, mon frère des jours sombres, mon fidèle compagnon des ténèbres, a été transféré à la prison centrale de Kenitra, à une quarantaine de kilomètres de Rabat, sans même que je sois prévenu et qu'on puisse se dire au revoir. Nos entraînements inquiétaient, un article est sorti dans la presse locale, deux anciens champions du monde suivaient un programme de gladiateurs, avec des protéines… Son départ a été un coup de massue dont j'ai mis du temps à me remettre. J'ai compris à quel point cette amitié m'était devenue précieuse, à quel point elle avait coloré mon quotidien. Je m'étais confié à lui, je lui avais raconté les tortures, l'horreur de Témara. Lui seul savait vraiment ce que j'avais enduré. Comment allais-je faire sans Lee et sans nos entraînements ? J'ai encaissé. Une fois de plus.

Quelques jours plus tard, heureusement, j'ai pu changer de cellule contre deux cartouches de Marlboro au chef de quartier et rejoindre mes deux amis. Sans Lee, notre groupe n'était plus le même. En un sens, nous formions une combinaison parfaite, nous nous complétions et compensions nos manques. Mais au moins, dans la cellule 15 régnait une meilleure ambiance, et je pouvais parler français avec plusieurs détenus de la cellule, il y avait aussi un Russe, un Italien et un Tchèque. Avec les deux amis et Hicham, un détenu hollando-marocain qui avait été arrêté pour une histoire de shit, nous avons reconstitué un nouveau quatuor, et une nouvelle routine, égayée par les soupes et tajines que Saïd nous préparait tandis que nous nous partagions la vaisselle à tour de rôle. C'est là que j'ai appris à préparer des flans, c'est devenu ma spécialité…

Ainsi les jours ont-ils défilé, réglés comme un métronome, rythmés par les horaires d'ouverture de la cellule, nos entraînements quotidiens, les visites de mes parents et de maître Jamaï, mon avocat. Et mes conversations avec Taline, qui me permettaient de m'accrocher à la vie, envers et malgré tout.

12
Taline

Les premiers mois, Zak ne s'est pas beaucoup épanché sur son quotidien dans la prison. Il connaissait mon tempérament angoissé, et quand je lui demandais comment il allait, il me répondait invariablement « ça va » et mettait toujours l'accent sur les événements positifs. À sa façon, rassurante et simple, il me racontait son amitié avec Lee, ses deux amis, leurs entraînements, les repas qu'ils partageaient dans la cellule 15, ses parents qui lui rendaient visite tous les lundis, maître Jamaï qui ne relâchait pas ses efforts. « Surtout, ne t'inquiète pas bébé, tout va bien, tu sais », me répétait-il. Il a même réussi à me faire livrer un immense bouquet de fleurs pour mon anniversaire ce premier hiver, avec la complicité de Merryl, un de nos amis qu'il avait appelé pour préparer la surprise. Je me souviens que j'ai invité tous nos amis à la maison ce soir-là et que j'ai mis le haut-parleur pour que tous puissent lui parler, notamment Christian, qui nous a quittés depuis et que Zak n'a jamais pu revoir.

La prison était une nouvelle épreuve, et Zak l'appréhendait comme un combat. Son adversaire se révélait plus coriace, et la bagarre plus longue, plus acharnée que toutes celles qu'il avait abordées jusqu'ici, mais il n'était pas question de décrocher. Il se retrouvait à terre, privé de tout ou presque, sa vie réduite au périmètre de sa sinistre cellule, et c'est un trait que j'ai toujours admiré chez lui, il se relevait, il se remettait en marche. Bien sûr, il me disait le sentiment de trahison qui le transperçait jour après jour. « Mais qu'est-ce que je fous là, bébé ? Dis-moi ! Qu'est-ce que j'ai fait pour me retrouver en prison, moi qui ai ramené une médaille d'or au Maroc ? » Mais jamais je ne l'ai senti abattu, déprimé, jamais je ne l'ai entendu se plaindre. Bien plus tard, il m'a confié qu'en arrivant à Salé Zaki, il s'était fait la promesse de ne jamais craquer au téléphone, d'insister sur ce qui allait. Me soutenir soir après soir, donner le change devant ses parents qui lui rendaient visite chaque lundi au parloir, plaisanter en leur disant qu'ils ne s'étaient jamais autant vus depuis son départ pour la France, l'avait aidé à tenir.

Je savais que Zak cherchait à me préserver, qu'il ne me disait pas tout. Il avait beau me rassurer au téléphone, et moi, me répéter qu'il était champion d'arts martiaux, et que ça le protégeait dans cet enfer, mon angoisse ne se relâchait jamais. Jour et nuit je cauchemardais. Tenaillée par la peur qu'il se passe un drame dans la prison, j'ai imaginé tous les scénarios possibles : une bagarre qui dégénère, Zak qui se prend un coup de couteau ou se retrouve une

semaine au mitard, ou pire encore, un gardien à la solde du pouvoir marocain qui cache du shit dans ses affaires et voilà sa peine prolongée de un an, de deux ans, de dix ans… J'étais toujours aux aguets. Je sursautais à la première sonnerie du téléphone. À un moment, j'ai même acheté un deuxième portable pour sécuriser mes conversations avec les journalistes et les autorités.

Je ne pensais qu'à lui, du matin au soir. Quand j'étais en rendez-vous avec un client à la banque, Zak était dans un coin de ma tête. Mon cerveau s'était dissocié en deux parties, l'une polarisée sur lui, l'autre se chargeant de maintenir le cap de mon quotidien. Le faire sortir de cet enfer était devenu mon obsession. J'y passais tout mon temps. Chaque soir, en rentrant du bureau, j'enfilais un tee-shirt et un pantalon de jogging et j'établissais la liste des choses à faire depuis mon canapé : coups de fil quotidiens aux avocats, contacts avec les ONG, appels aux journalistes, rédaction de communiqués, envois d'e-mails… Tandis qu'Abderrahim Jamaï et ses associés bataillaient au Maroc, je devais occuper le terrain, convaincre, donner les dernières nouvelles, même quand il n'y avait rien. Jour après jour, semaine après semaine, je devais remuer ciel et terre.

Mon premier objectif a été d'alerter toutes les organisations internationales des droits de l'homme pour qu'elles se saisissent du cas de Zak. Je me souviens de ma joie quand le premier rapport d'Human Rights Watch, condamnant la torture, le faux procès et l'incarcération de Zak est sorti en avril 2011, suivi de celui d'Amnesty International en juin. Chaque parution était une victoire. Chaque rapport d'une ONG reconnue était un argument supplémentaire pour intéresser les journalistes. Même s'il n'était pas simple de parler de violation des droits de l'homme au Maroc, tant le pays jouissait d'une image idéalisée dans les médias français. Je m'en suis rendu compte au fil des mois, quand les ONG m'ont expliqué que le Royaume gérait sa communication comme une entreprise, *via* un bureau de presse installé à Paris.

Je me souviens de mes premiers communiqués, je tartinais des pages et des pages, et puis, au fil des semaines, j'ai appris à être synthétique. Je me suis appliquée, pesant et repesant chaque mot, le texte devait être précis, juste, je devais donner aux journalistes une vision claire de la situation. Rédiger ces quelques lignes me prenait plusieurs heures, j'y travaillais jusque tard dans la nuit alors que le lendemain je me levais à 7 heures. Je me revois encore, épuisée de fatigue, tapant frénétiquement sur le clavier, les larmes aux yeux tandis que l'un après l'autre, les mouchoirs froissés s'accumulent en boule à

côté de mon ordinateur.

Et puis, de fil en aiguille, au fur et à mesure des parutions des ONG, les médias ont commencé à s'intéresser à l'histoire de Zak. Et j'ai peu à peu compris combien leurs articles étaient précieux. Mes amis marocains, les militants des droits de l'homme qui connaissaient bien le Maroc, me répétaient que la seule chose que craint le pouvoir, c'est la presse, lorsqu'elle donne une image négative du Maroc. Peut-être une campagne médiatique pourrait-elle le faire sortir des geôles de Salé Zaki ?

Je ne connaissais personne dans le monde des médias. Je suis partie de zéro. Le soir, en rentrant du boulot, j'ai commencé à dresser une liste des journaux, des télévisions, des radios que je pourrais contacter. J'ai cherché les numéros des rédactions dans les Pages Jaunes. Ma méthode était simple et méthodique : j'appelais au standard, je demandais qui suivait le Maghreb, et ensuite, une fois en ligne avec le journaliste, je lui racontais toute l'histoire en essayant de n'oublier aucun détail. Je les ai tous contactés, un par un. Un vrai travail de fourmi. C'est comme ça que j'ai eu *Le Monde*, où l'on m'a donné le nom de Jean-Pierre Tuquoi, le spécialiste du Maghreb, qui m'a appris qu'il quittait le journal et m'a orienté vers sa collègue. Florence Beaugé, qui a suivi de très près l'affaire, a écrit le premier article en mars 2011, et tout s'est enchaîné. Les autres journaux ont embrayé, *Libération*, *Le Canard enchaîné*, suivis des chaînes de télévision. Et ça ne s'est plus arrêté. Par la suite, j'ai été interviewée sur TV5 Monde, France 3, France 24, Al Jazeera, iTélé… Je me souviens encore de mon stress quand je suis passée pour la première fois en direct, au journal télévisé Afrique de TV5 Monde. J'avais tellement peur d'oublier des points essentiels. Mais ce jour-là comme par la suite, les journalistes ont toujours été extrêmement bienveillants avec moi.

Dans la foulée, j'ai mis au courant l'Élysée et le Quai d'Orsay, même si je savais que la France aurait peu de moyens d'action, mon mari étant marocain et ayant été arrêté sur le sol marocain. J'ai contacté tous les partis politiques. Je me souviens en particulier de Vincent Peillon, député au Parlement européen, qui a envoyé un courrier au nom de la « Commission parlementaire mixte Union européenne – Maroc » à Driss El Yazami, le président du Conseil national des droits de l'homme, le CNDH au Maroc. D'autres se sont montrés moins coopératifs, mais je préfère ne pas en parler. Je préfère rendre hommage à Vincent Peillon et tous ceux qui nous ont soutenus.

Au fil du temps, je me suis constitué un fichier très complet, un réseau fait des ONG, des journalistes, des politiques, des amis, des soutiens divers et

variés qui me donnaient des conseils. C'était une petite entreprise bien huilée, dès qu'un nouvel article paraissait, je l'envoyais à tout le monde, en e-mail groupé. J'ai dû envoyer au total plus de 6 000 e-mails au fil des mois, et créer une quinzaine d'adresses e-mail, car j'en changeais régulièrement, par sécurité. Des mois durant, j'ai passé mes soirées sur l'écran de mon ordinateur, comme ce jour où j'ai mis cinq heures à essayer de monter un reportage de télévision sur le Maroc et Zak en une vidéo d'une minute trente, pour la poster sur YouTube, guidée par mon frère, ingénieur informaticien. Bref. Mon salon est devenu un véritable QG de campagne, mon deuxième bureau, où j'ai méticuleusement archivé la moindre coupure de presse, le moindre courrier. Je me souviens même des couleurs des dossiers : vert pour les ONG, rouge pour la presse, bleu pour les avocats… Et de mon budget téléphone pour les appels vers le Maroc : 4 000 euros. J'avais acheté un portable avec cartes rechargeables, que je devais racheter sans cesse. Une carte équivalait à une quarantaine de minutes. J'en engloutissais trois par semaine pour parler à Zak, à maître Jamaï, à Khadija, aux parents de Zak, ou à Rachid, son ami d'enfance, qui m'a lui aussi patiemment soutenue.

Et les jours ont défilé. Et les semaines. Et les mois. Aujourd'hui, quand j'y repense, ils me semblent nébuleux, sans réalité, à la fois monotones et pleins de tourments. Métro, boulot, retour à la maison, et début de ma deuxième journée… Ce n'était pas une vie, mais c'était la mienne. Je m'étais mise en pilote automatique pour avancer, coûte que coûte. Mes nuits étaient de plus en plus blanches, je me levais chaque jour plus lasse, plus harassée, le dos fracassé par une douleur sourde qui ne me quittait plus, malgré deux séances hebdomadaires chez le kiné. Mon corps se déglinguait et je le laissais faire, trop occupée à penser à Zak. Heureusement, il y avait notre coup de fil quotidien, mon seul plaisir de la journée. Zak s'est débrouillé pour m'appeler tous les soirs. « Le bonheur, c'est simple comme un coup de fil » disait la pub, ça n'a jamais été aussi vrai pour moi que pendant ces longs mois de lutte et d'attente. Si nous n'avions pas eu la possibilité de nous parler, je ne suis pas sûre que j'aurais tenu le coup. Et lui non plus. C'était le lien vital, nécessaire entre nous. Mais aussitôt que j'avais raccroché, l'angoisse ressurgissait, plus vive, plus intense. Je me sentais loin, si loin de lui, et tellement impuissante à l'aider.

Je ne sais pas au juste comment j'ai fait, mais j'ai gardé le cap. Je me souviens que j'ai dû regarder des dizaines de fois la série *Kamelott* et surtout un film américain que j'avais découvert à la télé et dont j'ai acheté le DVD,

Mange, prie, aime. Cela peut sembler dérisoire mais suivre la quête spirituelle de son héroïne à travers l'Italie, l'Inde et l'Indonésie me faisait du bien. J'oubliais brièvement ma vie, mes tourments, ma douleur. Bref, j'ai surnagé, bon an mal an, aidée par tous mes amis, ma mère, mon frère, ma belle-sœur, nos soutiens dans les ONG, et bien sûr, l'infatigable maître Jamaï. Je me suis accrochée avec lui à chaque échéance qui se profilait à l'horizon. Pendant des semaines, j'ai attendu le procès en appel. Je vivais avec cet espoir. Le juge va bien se rendre compte que tout est faux, que l'affaire est montée de toutes pièces. La justice marocaine est indépendante, comme en France. Ils lui ont donné une leçon, ils l'ont neutralisé pendant quatre mois, ils vont bien finir par le laisser sortir. Ils voient bien que je m'agite, que j'alerte médias et ONG. Voilà ce que je me disais à l'époque.

Mais quand le jour tant attendu de l'audience est arrivé, les plaignants supposés ne se sont pas présentés, et le juge a reporté l'appel. Au total, trois dates ont été fixées et pour chacune d'elles, je me suis répété exactement la même phrase : cette fois-ci, c'est la bonne. Sauf qu'à chaque fois, ça a été la douche froide, et un cirque pitoyable de la part de la justice marocaine que Zak et les représentants des ONG sur place m'ont tous décrit avec le même ébahissement. À la deuxième audience, il n'y avait toujours pas de plaignants, et lorsque notre avocat a demandé la convocation de l'officier qui avait rédigé le procès-verbal et consigné les noms et adresses des plaignants en octobre, le juge a refusé. Entre-temps, maître Jamaï avait mandaté un huissier pour retrouver les plaignants et leur remettre les citations à comparaître devant le juge, mais il n'y avait personne du nom de Driss Saïdi ni de Moustapha Wachkatt aux adresses indiquées. Le 13 janvier 2011, *bis repetita* : les soi-disant accusateurs étaient aux abonnés absents et aucune explication claire n'a été fournie sur leur absence alors que selon toute logique ils auraient dû souhaiter la restitution de l'argent soi-disant soutiré par Zak. Mais cette fois, le juge a décidé de rendre son jugement. La condamnation de Zak a été diminuée de six mois.

Je me souviens que c'est à ce moment-là que j'ai pris rendez-vous chez mon médecin pour qu'il me prescrive des médicaments. Je n'y arrivais plus. Je ne dormais plus. Chaque nuit, c'était le même abîme, le même labyrinthe. Essayer de ne pas penser. Penser : ne plus penser. Par pitié, ne plus penser. Les comprimés de Xanax et de Stilnox ont envahi ma table de nuit. Si je voulais sauver mon mari, je devais récupérer. Dormir. Tenir, coûte que coûte.

J'ai envoyé une nouvelle salve d'appels, de communiqués, et quand un

mois plus tard *Le Monde* a sorti son premier article sur Zak, une petite flamme s'est rallumée en moi. Je me suis dit, cette fois-ci, c'est bon. Ils n'ont plus le choix, ils vont le faire sortir. Quelques jours plus tard, j'ai été réveillée par la sonnerie du téléphone et j'ai immédiatement reconnu la voix paniquée de Nadia, la tante de Zak : il allait être transféré dans une autre prison dès aujourd'hui. Je me souviens avoir répété, la voix encore pâteuse, « transféré ? En prison ? Mais où ? » « Justement, on ne sait pas, c'est terrible, Taline, c'est terrible, je suis sûre que ça va être pire ».

Il était 6 h 30, ma journée au bureau commençait dans deux heures et le sol venait à nouveau de se fissurer sous mes pieds. Je me suis effondrée en larmes. Un peu plus tard, maître Jamaï m'a confirmé que la prison de Rommani était effectivement pire que celle de Salé Zaki, et que Zak devrait redoubler de courage. J'ai immédiatement pensé, c'est à cause de l'article du *Monde*. Ce jour-là a marqué l'arrivée d'une nouvelle angoisse, que je n'avais pas connue jusque-là. Désormais, à chaque nouvel article, chaque interview, chaque communiqué d'Amnesty International ou d'Human Rights Watch, je me suis mise à trembler. Mon Dieu, que vont-ils lui faire ? Qu'est-ce qu'ils vont trouver pour le punir encore ? Zak était entre leurs mains. Ils feraient de lui ce qu'ils voudraient.

13
Zak

Ce matin-là, j'ai ouvert les yeux en sursaut, et j'ai vu le gardien en train de me secouer par l'épaule. « Moumni, ramasse tes affaires, en vitesse, tu quittes Salé Zaki. » L'espace d'un bref instant, mon cœur s'est accéléré, j'ai cru que c'était bon, j'étais libéré, et puis le gardien a ajouté, « on te transfère dans une autre prison ». Je n'ai même pas eu le temps d'avaler mes céréales, je me suis empressé de rassembler mes maigres possessions, les ai enveloppées dans une couverture, mais Saïd m'a vite arrêté : je n'avais droit qu'aux fringues, une couverture et un oreiller, c'est ce qu'ils avaient dit à Lee au moment de son transfert, un mois plus tôt. Je devais abandonner tout le reste, mon trésor de guerre accumulé au fil des mois, réchaud, gamelles, verres, couverts, et bien sûr téléphone. Cela faisait partie des humiliations des gardiens. En nous prévenant au dernier moment, il était impossible de s'organiser. Mes deux amis m'ont donné un peu de nourriture, quelques paquets de cigarettes, nous nous sommes longuement serrés dans les bras et j'ai quitté la cellule 15 de Salé Zaki.

Je me souviens qu'on était cinq détenus dans le camion grillagé, menottés deux par deux contre les barreaux intérieurs du véhicule. Comme des chiens. J'ai vomi sur tout le trajet. Je me souviens aussi m'être dit qu'en cas d'accident, on serait dans la merde.

Nous avons roulé deux heures, sur des routes cahotantes et dans un froid glacial. Puis le camion s'est immobilisé devant une petite forteresse de trois étages, hérissée de hauts grillages et environnée d'une campagne jaune et pelée, au milieu de nulle part. Elle portait le nom saugrenu de « prison agricole de Rommani ». J'ai pensé que Rommani était sacrément isolé, et quand on m'a rasé la tête comme il est d'usage pour humilier les nouveaux arrivés, puis confisqué mon oreiller, j'ai compris que je venais de pénétrer dans une prison bien pire que Salé Zaki. J'ai demandé à être affecté dans une cellule propre, contre une cartouche de cigarettes. En pénétrant dans la cellule 4, j'ai découvert avec stupéfaction une cinquantaine de types épuisés, hagards, entassés dans une quarantaine de mètres carrés, un agglutinement râlant, une puanteur infernale, faite de sueur, de crasse, d'ordures et d'effluves de shit. Je n'en croyais pas mes yeux, jamais je n'aurais imaginé qu'un tel endroit puisse exister au Maroc, sous le règne de Mohammed VI, au XXIe siècle. Ça sentait le désespoir. Ça sentait la mort. Je n'y suis pas resté longtemps ; le lendemain matin, en faisant ma promenade dans la cour, je

suis tombé nez à nez sur un voisin du quartier de Takadoum, où j’ai grandi. La cellule 4 était la pire de toutes, celle des balances, m’a-t-il dit, il valait mieux que je le rejoigne dans la 1. Je ne le connaissais pas vraiment, mais je savais qu’il me serait un allié, le temps de me poser, et moyennant trois cartouches de cigarettes au gardien, l’affaire a vite été réglée.

Une demi-heure plus tard, je suis entré dans une cellule bondée comme un métro un jour de grève. Il devait y avoir ce jour-là une bonne soixantaine de détenus, quelques crânes rasés comme moi, mais surtout beaucoup de tignasses échevelées, envahies de poux et de tiques. Des lits superposés, chaotiquement serrés les uns contre les autres. Pas un centimètre de libre pour circuler. Et toujours cette odeur incroyable qui vous prenait à la gorge. Ça ressemblait au Moyen Âge, ou à l’enfer. Ce soir-là, mon pote a dormi par terre et m’a laissé sa couchette, mais je n’ai pas réussi à fermer l’œil de la nuit ; je me suis tourné et retourné mille fois sur le matelas, le visage calfeutré dans un pull pour me couper de la lumière glauque des néons, allumés en permanence, et tenter d’échapper aux insultes des détenus qui se sont engueulés jusqu’au petit matin.

Au téléphone, je n’ai rien dit à Taline, ni des rats, ni du vacarme, ni du froid, ni du fait que nous n’avions droit qu’à une heure d’eau jaunâtre et glacée par jour pour cinquante à soixante personnes. Mais j’ai essayé d’apaiser ses pleurs. Elle était désespérée. En me transférant à Rommani, m’a-t-elle dit en sanglotant, ils nous faisaient payer la parution de l’article du *Monde*. Elle avait décidé de suspendre tous ses contacts avec les journalistes, cette médiatisation mettait ma vie en danger. Je lui ai répondu que c’était hors de question. Ne pense jamais aux conséquences, tu continues à faire ce que tu as à faire. Tu fais paraître ce qu’il faut faire paraître. Par la suite, nous avons bataillé à de nombreuses reprises, quand les matons ont cherché à m’intimider et me menacer de représailles si ma femme ne mettait pas un frein à ses gesticulations. Mais il était hors de question d’arrêter d’en parler. Nous n’avions pas d’autre choix, si je voulais, un jour, que ce cauchemar s’arrête.

14

Taline

L'alcool s'est immiscé dans ma vie insidieusement, comme par effraction. J'ai commencé par me servir un petit verre de vin, de temps à autre, en rentrant du travail, pour me détendre. Pour affronter mon appartement vide, et la perspective odieuse d'une soirée et d'une nuit de plus en solitaire, à vivre entourée des affaires de Zak, mais sans Zak. Je sentais sa présence dans chaque recoin et c'était une torture. Je ne compte plus les jours où je n'ai eu qu'une envie : fuir, surtout ne jamais revenir à la maison où tout, ses tee-shirts, ses pantalons dans la penderie, sa médaille d'or et ses coupes sur les étagères, ces meubles que nous avions choisis et achetés ensemble, me hurlait que mon mari n'était plus là. Au début, le petit verre était épisodique. Très vite, il s'est transformé en rituel, quotidien et machinal, et les verres se sont enchaînés. Et un autre. Et allez, un petit dernier. J'arrivais quand même à descendre mon chien, vers 23 heures, je ne sais pas dans quel état. Mon gardien est le seul qui s'en souvienne. Il évaluait la situation d'un coup d'œil, « en général, quand tu avais bu, tu ne me faisais pas la bise », m'a-t-il dit récemment.

La petite euphorie puis le faux détachement qui accompagnent l'ébriété étaient de courte durée. J'ai découvert que j'avais surtout l'alcool triste. Mais au moins il m'abrutissait, m'anesthésiait le cerveau et me permettait de trouver le sommeil. Un sommeil agité, moite, peuplé de cauchemars, mais un sommeil quand même, quelques heures durant.

De jour en jour, ma vie s'est détraquée. Je me suis mise à manger n'importe quoi, à n'importe quelle heure, des pizzas, des hamburgers. Pour mon plus grand malheur, j'ai un Mac Do juste en bas de chez moi. Pendant des semaines et des semaines, mes menus du soir ont eu la même saveur, celle des Best of ou Maxi best of… J'ai expérimenté, version française, ce que Morgan Spurlock avait dénoncé dans le documentaire *Super Size Me,* à force de se nourrir exclusivement de repas Mac Do. À une différence près, je n'ai pas vu, ou pas voulu voir, ma silhouette changer. Je ne me suis pesée que bien des mois plus tard, chez ma mère, et j'ai découvert avec stupéfaction que la balance affichait 25 kg de plus. Mais je n'y pouvais rien : mon corps hurlait la solitude et l'attente, l'incertitude dévorante de tous ces mois, l'épuisement contre lequel je luttais comme une acharnée.

À part mon gardien, personne ne s'est rendu compte de rien. Ou plutôt si, tout le monde a vu, mais personne, ni ma mère ni mes amis, n'a rien dit. Je ne

leur en ai pas laissé le temps, ni l'occasion. Dieu sait pourtant qu'ils ont tous été présents, patients, pleins de douceur et de tendresse. Mais je ne parlais que de Zak, du combat pour le faire libérer, et jamais de moi ni de l'intensité de ma douleur et de ma solitude. Je donnais le change. Je camouflais ma détresse, au plus profond de moi. Je mettais mon téléphone sur répondeur pour éviter de répondre aux appels de mes amis, et quand ils me proposaient de sortir, de me changer les idées, je refusais systématiquement ; pour me voir, les gens devaient venir à la maison. J'étais incapable de me détendre. Je me l'interdisais, nouée par la culpabilité d'être libre alors que Zak croupissait dans un cachot marocain. Des mois durant, je me suis oubliée. Je me suis érigée ma propre prison, je me suis emmurée dans notre appartement. Pour vivre comme Zak. Pour être comme lui.

Je me souviens du premier jour de l'An sans lui. Hormis une coupe de champagne partagée avec mes voisins qui ont gentiment sonné à ma porte un peu avant minuit, je l'ai passé seule, chez nous, à répondre rageusement, les yeux embués de larmes, aux insultes que m'a envoyées une fille ce soir-là sur ma page Facebook : ton mari n'est qu'un imposteur, il affabule, il invente, c'est un escroc… Était-ce une agente du Makhzen ? Il paraît qu'ils utilisent souvent des faux profils pour intimider leurs opposants sur les réseaux sociaux.

Mais je n'ai jamais bu la journée, pas même à midi. Je devais gérer le quotidien, c'était indispensable si je voulais revoir Zak un jour. Je contactais les journalistes et écrivais mes e-mails en début de soirée, avant que mon esprit se trouble. Et la journée, j'assurais au boulot, je continuais à être bien classée. J'ai tenu sur ce rythme pendant quelques mois, tant que j'ai pu. Mais au bout d'un moment, le cocktail quotidien de médicaments et d'alcool a fini par l'emporter et dérégler vraiment ma vie. Mes collègues ont été patients. Et moi, je me suis accrochée, le travail était ma planche de salut, le seul endroit qui m'offrait un semblant de normalité dans cette vie dévastée. Il m'a fallu tenir bon face aux collègues, face aux clients. Et j'y suis arrivée, bon an mal an. Dans mon métier, on nous donne des objectifs commerciaux, un nombre de contrats à atteindre périodiquement. Je les ai tous décrochés. C'est un travail de conviction et c'est ce que j'ai toujours aimé. Même au bord du gouffre, je suis restée performante en termes d'objectif.

Bien sûr, j'ai parfois cru devenir folle. Face à certains clients qui me racontaient leur vie, leurs petits tracas quotidiens, j'ai eu envie d'exploser, de leur hurler au visage : mais vous savez, moi, mon mari est en prison ! Il se

fait torturer, j’essaie de lutter pour le faire sortir de l’enfer ! Mais je ne pouvais rien répliquer, je devais rester derrière mon bureau, souriante, sans jamais jeter le masque.

Quand je n’en pouvais plus, je me réfugiais aux toilettes pour pleurer. Je me souviens d’un client casse-pieds qui m’avait énervée pour quelques euros de frais, et s’était emporté : vous savez, madame, la vie n’est pas facile, vous, madame, vous êtes tranquille, derrière votre bureau ! Cette phrase m’a fait sortir de mes gonds, j’ai filé aux toilettes et j’ai envoyé un coup de poing dans le mur.

J’ai mis du temps à parler de l’incarcération de Zak autour de moi. J’ai annoncé à mon gardien qu’il était en stage de boxe et lui a longtemps cru que nous nous étions séparés, avant que je lui avoue la vérité… *Idem* pour mes voisins. Au travail, je n’ai prévenu personne, mis à part mon chef et son supérieur. Je n’avais pas envie que les gens me posent des questions en arrivant le matin. C’était aussi, sans doute, une façon de refuser la réalité, de me convaincre qu’il allait bientôt revenir. Puis, petit à petit, j’ai commencé à me confier. Au bout d’un an et demi, les dix personnes avec lesquelles je travaillais ont toutes été au courant. Mais il m’était impossible de m’épancher quotidiennement, il fallait faire bonne figure, ne pas leur montrer que je n’en pouvais plus. Et comment leur faire comprendre que mon mari s’était fait torturer alors qu’il n’avait rien fait, simplement parce qu’un secrétaire royal lui reprochait d’avoir réclamé un droit et avait voulu se venger ? Comme moi avant de rencontrer Zak, la plupart ne connaissaient le Maroc que de très loin, ou en touristes, après un week-end Easyjet à 60 euros. Le Maroc c’était Marrakech et les palmiers, et une belle monarchie constitutionnelle dirigée par un jeune roi progressiste. J’ai partagé mes tourments et mes démarches avec une poignée d’entre eux, les plus proches. Parmi eux, l’un est devenu un véritable ami. Il m’a soutenue quand je n’avais plus d’espoir, plus de goût, plus d’énergie.

Je n’ai pas mis ma famille au courant. La plupart de mes oncles et cousins vivent aux États-Unis, je me suis dit qu’ils n’y comprendraient rien, le Maroc était si loin d’eux. Seuls mon frère et ma mère savaient et m’ont patiemment entourée, réconfortée tout au long de ces mois, même si j’ai tout fait pour les garder à distance, sans même comprendre que je me coupais peu à peu de tout le monde. Il m’arrivait de ne donner aucun signe de vie pendant plusieurs jours. Aujourd’hui, tous mes proches me racontent combien ils se sont inquiétés. Mon gardien appelait ses voisins de l’immeuble en face de

chez moi pour vérifier qu'il y avait de la lumière chez moi. Ma mère demandait à mon gardien si j'allais bien, si je sortais, s'il avait des nouvelles de moi. Elle faisait un détour par ma rue et regardait s'il y avait de la lumière. Et elle appelait tous mes amis, sans cesse. J'avais beau la supplier d'arrêter, c'était plus fort qu'elle, c'est une telle maman poule, généreuse, dévouée, excessive. Elle avait fait sienne ma douleur, elle la vivait dans sa chair. À ma façon, maladroite, désespérée, j'ai essayé de la protéger. J'avais tellement peur qu'elle ne soit rattrapée par ses propres démons. Enfant de la diaspora arménienne réfugiée au Liban, elle y avait connu les années de guerre, aux côtés de mon père, un architecte d'origine arménienne lui aussi. Tous deux étaient issus de familles d'intellectuels engagés dans la reconnaissance du génocide. Elle m'a souvent dit que Zak lui rappelait mon père, elle retrouvait en lui le même tempérament enthousiaste et passionné, la même absence de peur. Numéro 2 du bureau du principal parti politique de la diaspora arménienne dans le monde, mon père s'y est consacré corps et âme et ce combat l'a usé. Il est mort d'une crise cardiaque, à la veille de son quarantième anniversaire.

15

Zak

Je ne sais pas ce qui m'a pris ce jour-là, quand j'ai proposé un grand ménage de la cellule. La plupart des détenus étaient partants, nous avons emballé nos affaires à la va-vite dans des sacs que nous avons entreposés dans le couloir, nous avons déplacé les lits superposés et là, je m'en souviendrai toute ma vie, j'ai vu que les murs étaient noirs de cafards. Ça grouillait de partout, les insectes avaient envahi la cellule, du sol au plafond. Il y a eu des cris de dégoût, et il faut imaginer la scène, tous ces détenus qui en avaient pourtant vu d'autres ont eu un mouvement de recul. Et puis, aussitôt, la bataille a commencé, nous nous sommes partagé les pans de murs, et nous nous sommes mis à écraser les cafards sur le béton, frénétiquement, comme des forcenés. Mais c'était sans fin, on en éliminait vingt, trente et aussitôt cinquante nouvelles bestioles couvraient le mur, vous grimpaient sur la main, le bras.

Je me souviens qu'un matin, j'en ai retrouvé un, collé sur ma joue. Les cafards résistaient à tout, au froid glacial des premières semaines, puis à la chaleur torride qui s'est abattue sur Rommani à partir du mois de mai. Mes parents m'ont apporté un sac entier d'insecticides divers et variés, des gels, des seringues, des aérosols, j'aurais pu ouvrir une boutique. J'ai posé des dizaines de pièges dans tous les coins de la pièce, en vain, les cafards pullulaient, la prison était infestée, il n'y avait rien à faire. J'ai fini par disposer des cartouches tout autour de moi, sur le matelas lui-même, c'était totalement absurde et inefficace, mais ça me donnait l'illusion d'ériger un petit rempart contre leur invasion. J'ai passé des nuits entières à les chasser, les cafards me rendaient fou, au moindre frémissement sur ma peau j'écarquillais les yeux, et dans la pénombre, j'apercevais une forme qui grimpait le long de ma jambe.

Je sais que l'enfer existe sur terre, j'y ai passé huit mois, de mars à octobre 2011. Rommani était pire que tout ce que j'aurais jamais pu imaginer. La saleté, la promiscuité, le capharnaüm, le vacarme de Salé Zaki s'y trouvaient multipliés par cent, par mille. Là-bas, j'ai vécu parmi des fous, des malades, des zoophiles, des pédophiles, des assassins, des types condamnés à perpétuité, d'autres à six mois, des jeunes, des vieux. Tout le monde était scarifié, tout le monde avait des tiques, des poux… À Rommani, il n'y avait plus trace d'humanité, la civilisation avait disparu. En comparaison, mon séjour à Salé Zaki me paraissait avoir été une sinécure.

Mon pote avait prévenu les autres détenus de mon arrivée dans la cellule 1. Il leur avait dit que j'étais champion du monde, et certains connaissaient déjà mon nom, ils se souvenaient de ma photo dans le journal. Comme à Salé Zaki, mon pedigree de champion du monde de kick-boxing m'a aidé. Mais ce jour-là, ça s'est mal passé. La chambre était tenue par deux amis qui n'ont immédiatement eu qu'une obsession, me provoquer et me montrer qui était le plus fort. J'avais à peine posé mes affaires que le plus jeune, qui était le plus agressif, s'est approché de moi, un couteau à la main. Il avait les yeux furtifs, comme ceux d'un loup. « Alors y paraît que tu te prends pour un champion ? Ici, y a pas de champion, ici c'est moi le cabran. Tu veux te battre ? » Je ne me suis pas démonté, je l'ai toisé calmement et il a fini par me lâcher. Mais le lendemain, après la cour, le même cirque a recommencé. Provocations, insultes, menaces.

– Ma vie, ça t'intéresse pas, je vais pas te la raconter, je suis dans mon coin, tu viens pas me chercher.

– Comment ça ?

Le type s'est jeté sur moi avec un couteau, je l'ai esquivé. J'avais une fourchette, je l'ai attrapé par le cou, j'ai plaqué le gars sur un matelas et lui ai appuyé la fourchette contre le visage, juste en dessous de l'œil droit, jusqu'à ce que le sang se mette à gicler. « Je vais te dire deux choses : moi je te crève l'œil, je le sors avec la fourchette et je te le fais bouffer et si t'arrives pas à le bouffer, je le bouffe devant toi avant de sortir le deuxième. Je te préviens, si tu t'approches de moi, je vais t'éteindre. Et ça va être comme ça pour tout le monde. »

Les autres détenus ont formé un cercle autour de moi, je me souviens qu'ils n'osaient pas s'approcher. J'ai lâché le type, il était livide et j'ai lancé à la cantonade : « Personne ne me touche, ni moi ni ma place. Ou alors, le prochain qui m'emmerde, il faudra pas qu'il me loupe. »

Quand je repense à cet instant, à la haine qui s'est emparée de moi, je ne me reconnais plus. Comment ai-je pu presser cette fourchette sur son visage ? Comment ai-je pu me transformer en animal ? Je n'avais pas d'autre choix ; c'était ça ou j'y passais ; c'était lui ou moi. Aujourd'hui encore, Rommani hante mes nuits, je me réveille en sueur et je me demande : comment ai-je fait pour survivre dans ces abîmes ?

Au centre de torture de Témara, j'avais subi ce que je pensais être le pire, yeux bandés, ligoté, totalement à la merci de mes bourreaux et puisant dans mes ressources les plus profondes pour résister à la douleur, mais l'enfer de

Rommani était d'un autre genre, il m'a obligé à entrer en guerre, des mois et des mois durant. Je devais en permanence me tenir sur mes gardes. Il n'y avait jamais de répit. Là-bas, j'ai été réveillé au milieu de la nuit par les hurlements de douleur d'un détenu, le visage brûlé vif par l'huile chaude qu'un autre venait de déverser sur lui. J'ai vu un prisonnier dissoudre des somnifères dans le repas d'un codétenu pour le violer une fois qu'il se serait endormi.

Les détenus m'ont demandé de diriger la cellule, et personne ne m'a plus emmerdé. Mes parents me fournissaient de la nourriture toutes les trois semaines, des yaourts, de la viande séchée, que j'entreposais sous le lit. Personne ne m'a jamais rien volé, mais lutter pour mon territoire et ma tranquillité m'a pris beaucoup d'énergie. Comment gérer cinquante types qui vivent entassés les uns sur les autres dans une cellule d'une quarantaine de mètres carrés et qui passent leurs journées à s'insulter, à s'agresser ? Comment les contrôler alors que tous deviennent fous dans cette promiscuité, cette saleté, ce désœuvrement ? L'un veut dormir, l'autre a envie de hurler. Peu à peu, comme à Salé Zaki, j'ai réussi à instaurer un semblant d'ordre, quelques règles auxquelles tous se sont pliés. Les deux amis ont été chargés de la propreté de la chambre, moyennant cinq cigarettes par jour, et ils se sont peu à peu apaisés, ça les occupait, ils se sentaient utiles. J'ai imposé l'extinction de la lumière à minuit. Je me souviens que je frappais dans mes mains en hurlant « silence ! », comme à l'armée. Mais rien n'était jamais gagné. Comme j'étais le chef de chambre, tout passait par moi, les gars venaient me voir : « Tu vois Untel ? Je vais le planter, pour que tu sois au courant. » Et moi, j'étais obligé de les laisser régler leurs comptes et se défouler, j'intervenais après, avant que ça ne dégénère. Les gardiens, eux, ne se montraient qu'après le combat, après les blessures, après les mutilations, quand il était trop tard.

Il suffisait d'un rien pour qu'une engueulade vire au pugilat.

– Pourquoi tu me regardes ?

– Pourquoi t'as parlé avec Untel dans la cour ?

Je ne me souviens plus exactement comment ça a démarré ce jour-là, une dispute à propos d'une fille je crois. Elle sortait avec deux détenus de la même cellule. Le premier parlait avec elle au téléphone, quand le second l'a surpris.

– T'arrête de lui parler !

– Je me tape la meuf si je veux !

Le second a sorti un bout de métal pointu, je me souviens qu'il était rouillé. Il l'a fait chauffer pour qu'il soit bien dur et la bagarre a éclaté. Quand il lui a ouvert le visage, l'autre a dégainé un couteau et le sang a giclé. Il y en avait partout.

Nous nous sommes interposés en attendant que les gardiens arrivent. Le blessé a été envoyé à l'infirmerie, le visage tuméfié, l'autre s'est retrouvé au cachot. J'ai su plus tard que le blessé avait graissé la patte des gardiens pour qu'ils laissent son agresseur croupir à l'isolement, pendant plus de soixante-douze heures.

On m'a raconté qu'il s'est accroché à un drap et s'est ouvert les veines de la gorge. Il a agonisé en silence, dans un bain de sang, pendant que nous dormions tous, personne n'a rien vu, rien entendu. Il s'appelait Moustapha. Il venait d'une famille pauvre de Rabat. Personne ne lui rendait jamais visite. Moustapha s'est suicidé parce qu'il n'a pas supporté l'épreuve de l'isolement. Il était à bout, il n'en pouvait plus. Et je n'ai rien pu y faire.

Plus tard, on m'a dit que lorsque les gardiens ont prévenu ses proches, ils se sont protégés pour ne pas avoir de problèmes. Ils l'ont fait passer pour un violeur qui s'était introduit dans le lit de l'autre, pour l'agresser pendant la nuit. L'autre s'était défendu, un coup de couteau en légitime défense, et puis voilà, Moustapha s'était suicidé à l'isolement. Sa famille n'a pas protesté, il n'y a jamais eu d'enquête. Suicide, dossier classé. Le chef de quartier a fait témoigner deux détenus, deux pauvres types eux aussi, mais que pouvaient-ils faire ? En refusant d'obéir aux ordres, ils savaient que ça se retournerait contre eux.

Toute cette douleur, toute cette souffrance amoncelée et cadenassée entre ces quatre murs, jour après jour, était insupportable et pourtant je devais apprendre à vivre avec elle. Combien de fois ai-je vu des types se mutiler parce que c'était la seule façon pour eux de contester une injustice, et de hurler au secours ? Je me souviens de celui qui a pris un rasoir, puis s'est ouvert le torse et le visage. De l'autre, qui a avalé un cachet et s'est cousu la bouche. Je me souviens d'un autre encore qui s'est cousu l'œil, et de celui qui a avalé plusieurs lames de rasoir à la suite.

Il n'y avait pas de médecin à Rommani, encore moins de psy, rien qu'un infirmier qui assurait les premiers soins. En revanche, quand ils voulaient s'écorcher, se scarifier ou se transpercer les uns les autres, les prisonniers avaient tout l'arsenal nécessaire, des bouts de canette de soda, des couvercles de boîte de sardine, des rasoirs, des couteaux, la plupart du temps vendus par

les matons… Les gardiens s’en foutaient, ils nous surnommaient les Apaches. Quand ils intervenaient à la fin d’une bagarre, ils menottaient les gars, les plaquaient au sol et les tabassaient dans la cellule, à coups de pied et de crosse, devant tout le monde, pour les humilier plus encore. C’était de la torture, comme à Témara, mais une torture ordinaire, banale, acceptée par tous ; ici pas plus qu’au centre de la DGST, la vie humaine n’avait de valeur.

J’ai surnagé en m’imposant physiquement et en suivant le conseil de Lee Murray, ne relâche jamais ton attention, tiens-toi au courant de tout, chaque info est bonne à prendre… À Rommani comme à Salé Zaki, l’argent était un sésame mais il ne suffisait pas. Les gardiens abusaient de leur pouvoir, faisaient chanter les détenus pour obtenir toujours plus. Pour se protéger, la moindre information était précieuse. Peu à peu, j’ai appris à maîtriser l’économie secrète de la prison, à repérer les différents clans et leur spécialisation. Il y avait le groupe des matons qui avait la main sur le shit et les médicaments, celui qui régentait le trafic de téléphones portables car il n’y avait aucune cabine téléphonique dans cette prison, un autre encore qui organisait la prostitution, ou plutôt les viols en amenant des prisonniers dans les chambres et les faisant tourner… Un autre clan était chargé de l’alimentation, je me souviens qu’on pouvait acheter de la viande chez le cuisinier et à l’intendance. À la différence de Salé Zaki, de ses milliers de détenus et de ses 5 quartiers, Rommani était une petite prison, qui comptait environ 900 prisonniers, un seul quartier réparti sur trois petits étages, et le lien avec le directeur y était direct. Il se tenait au courant de tout, régnant en maître sur son fief et ses clans.

Le business carcéral était juteux. Comme à Salé Zaki, il fallait payer pour tout. 200 euros pour s’offrir un portable, en général un vieil Alcatel ou un Nokia que le maton achetait 15 euros pièce à l’extérieur. Il fallait ensuite verser 20 euros chaque semaine pour pouvoir l’utiliser. Chaque cellule avait droit à quatre portables, que leurs propriétaires louaient aux autres, moyennant 2 à 4 euros par semaine. Le gardien chargé du trafic touchait 50 euros par semaine et par cellule. La drogue était nettement moins chère qu’à Salé, je me souviens qu’un petit morceau de shit valait deux paquets de Marlboro, soit quatre de Marquise ou huit de Casa, la sous-marque locale qui circulait le plus à Rommani. Alors que beaucoup de mes codétenus de Salé Zaki carburaient aux Marlboro, personne n’en fumait ici, c’était trop cher…

Vivre à Rommani m’a coûté 500 euros par mois. Alors qu’à Salé Zaki je réglais quasiment tout en cigarettes, le chef quartier m’a demandé de régler

les matons en argent liquide. J’ai payé pour que les gardiens ferment les yeux quand mes parents me passaient une enveloppe à chacune de leurs visites, qui me permettait de tenir les jours suivants. Je me souviens que le chef m’a fait un prix groupé, 300 euros pour le téléphone, le chargeur, le fil électrique, le réchaud, les gamelles et les couverts, c’était une affaire…

Sur la cinquantaine de détenus de ma cellule, nous étions cinq à pouvoir nous offrir un quotidien un peu amélioré. L’écrasante majorité n’avait rien, était obligée de manger la nourriture de la prison, celle qui vous rend gris au fil des semaines, servie dans des conditions d’hygiène qui me rendaient fou. Les prisonniers chargés de la distribution servaient les repas sans même ouvrir la porte, ils nous jetaient des boîtes de sardines déjà ouvertes à travers la grille, la soupe de pois chiches dégoulinait de partout, je me souviens que les détenus trempaient directement leurs mains crasseuses dans la soupière. Je me demande encore comment des épidémies mortelles n’ont pas surgi au milieu de ce chaos.

J’ai compris rétrospectivement combien ma vie dans le quartier A de Salé Zaki avait été « confortable ». Dans ma cellule, il y avait des hommes d’affaires, des notaires, des étrangers et personne n’a jamais goûté à un repas de la prison, tous se ravitaillaient à l’extérieur. À Rommani régnait une hiérarchie de la terreur et du fric. Les plus misérables dormaient par terre, esclaves parmi les damnés de Rommani, chargés des corvées de ménage, et surtout, contraints de faire des passes. Tu me suces contre un paquet de cigarettes, je t’encule pour deux paquets. Ça se passait dans la « croix », le petit espace cloisonné de rideaux entre deux lits. Les détenus s’arrangeaient parfois entre eux, mais en général, la prostitution était gérée par les gardiens pendant les heures d’ouverture des cellules. Les mecs venaient faire leur passe et s’en allaient. Je me souviens que de temps en temps, ils restaient plusieurs jours d’affilée, les matons les faisaient tourner, une semaine dans la cellule 3, une autre dans la 5, et ainsi de suite. Et puis il y avait les viols commis au nom de la sécurité, « tu fais ce que je te demande et je te protège »… Je me souviens aussi que le pote de mon quartier me disait : « À Rommani, tu n’as que trois moyens pour survivre, tes poings, ton fric, ton cul. »

16
Taline

Je me demande aujourd'hui encore comment Zak a réussi à tenir sans jamais s'effondrer, où il est allé puiser tant d'énergie, et surtout, de force mentale. Il s'est battu, il a affronté ses crises d'insomnie sans prendre un somnifère, il a nargué ses migraines qui lui faisaient exploser le crâne sans avaler un seul cachet d'aspirine. Il a tâché de rester un être humain, un être solide, lucide malgré tout et le reste ; pour lui, se plaindre a toujours été l'affaire des faibles. À Salé Zaki, l'amitié de Lee avait été essentielle. Ils s'étaient reconnus, ils venaient du même monde, celui de la boxe. Alors que Zak était dévasté, le corps et la tête en lambeaux, Lee l'avait soutenu, avec ses deux amis, et lui avait livré toutes les clés de la survie en prison. Mais à Rommani, c'était autrement plus dur, et Zak n'avait personne sur qui réellement s'appuyer. Alors qu'il voyait ses parents chaque lundi à Salé Zaki, il leur avait demandé d'espacer leurs visites et de ne venir que toutes les trois semaines. C'était un calvaire pour lui, qui a toujours été si fier, si orgueilleux. Il n'arrivait plus à garder le sourire face à eux et savait combien il leur était pénible de voir leur fils humilié, reclus, dans la cellule de l'une des plus sordides prisons du pays.

Son parcours de sportif de haut niveau, boxeur de surcroît, l'a protégé des pires brutes de Rommani, qu'elles soient matons ou détenus, il l'a aussi aidé à maintenir le cap et à rester concentré sur son objectif : tenir, tenir, tenir. Comme lorsqu'il se préparait à ses combats de boxe, Zak a structuré ses journées, s'est imposé un rythme quotidien quasi immuable, fait de séances de sport et de rituels. Il avait en lui un certain nombre de tiroirs, étiquetés « sport », « hygiène », « repas », et déposait le reste, tout ce qu'il n'arrivait pas encore à régler, dans un casier soigneusement cadenassé, qu'il renvoyait à un examen ultérieur.

Je ne connaissais jusque-là rien à l'univers des prisons, en France et encore moins au Maroc. Pour moi, les détenus passaient leurs journées à se former dans des ateliers, et peut-être, de temps à autre, faire de la sous-traitance pour des PME… J'ai découvert l'effroyable réalité des geôles marocaines à travers ce que Zak m'en a raconté. Lui qui était resté si discret sur son séjour à Salé Zaki, a commencé à se confier et peu à peu, j'ai mentalement visualisé sa vie, les moindres détails de son quotidien. C'était comme un film que je me déroulais dans la tête et qui me donnait l'illusion d'être un peu avec lui. Je regardais ma montre au bureau et je me disais, tiens il est 9 heures, Zak vient

de se réveiller. Tiens, il est 17 heures, il a fini son sport, il est en train de déjeuner…

À 9 heures, je savais qu'il profitait du seul moment calme de la journée, la plupart des détenus dormaient jusqu'à midi. Sauf les jours de distribution de café au lait, deux fois par semaine, où tout le monde se ruait sur les Thermos distribuées dans le couloir, derrière les grilles. Zak sortait alors dans la cour. La sortie n'était pas obligatoire et beaucoup finissaient par s'en dispenser, surtout à partir des beaux jours, quand le thermomètre commençait à grimper et que la cour se transformait en étuve.

Lui savait que sa santé physique, et surtout mentale, en dépendait. Chaque matin ou presque, il s'est arraché à sa fatigue et s'est astreint à faire son footing ; il a tenu bon, à quelques exceptions près, quand chaque jour à passer devenait un petit sommet qu'il lui fallait gravir, et qu'il n'avait plus envie de rien, même pas de courir. Mais au moins, la cour de Rommani était deux fois plus vaste que celle de Salé Zaki, et il y avait même un terrain de foot. Je l'imaginais, courant comme un dératé sur son arpent de terre, quelquefois pendant plus d'une heure, qu'il pleuve, qu'il vente, ou le plus souvent avant qu'une chaleur étouffante ne s'abatte sur la prison. Il m'a souvent dit que c'était le seul moment de la journée où il parvenait à s'évader des murs de Rommani, il pensait à nous deux, à ses copains, à sa vie d'avant. Il se sentait bien.

À 11 heures, les lourdes portes de métal se refermaient et il était de retour dans la cellule pour se préparer ses céréales rituelles du petit déjeuner. Quelle ironie, pendant que je me déréglais totalement le ventre et le corps en avalant n'importe quoi, Zak me décrivait son bol de flocons d'avoine au yaourt, le régime impeccable auquel il se tenait au fin fond de la plus sordide des prisons… Autour de lui, la cellule recommençait à s'agiter, les prisonniers émergeaient de leur sommeil, c'était reparti pour la musique assourdissante, les palabres, les bagarres. Heureusement, entre midi et deux, il pouvait s'échapper. Comme il était bien avec les gardiens, à force de les arroser et parce que ceux-ci le craignaient tout de même un peu, ils le laissaient circuler quand les grilles étaient fermées. Zak passait du temps avec eux dans leur bureau à regarder les informations sur leur portable, pour se tenir au courant des articles qui paraissaient sur lui.

L'après-midi, de 14 h 30 à 16 h 30, les portes se rouvraient, et Zak faisait un peu de sport dans la cour ou le couloir, de la corde, des pompes, de la barre fixe. Puis retour à la cellule, fermeture des portes, préparation du

déjeuner et, à 17 h 30, autre moment de répit : la série télé ! Zak avait acheté deux télévisions, une pour lui qu'il avait posée contre le rebord de son lit, une autre pour toute la chambre. Quand la télé voulait bien marcher, une fois sur deux, cette série avait l'effet d'un philtre, narcotique et réconfortant : pendant trois quarts d'heure, on n'entendait plus une mouche voler, tous les détenus restaient scotchés au petit écran, happés par les aventures d'une mafia mexicaine doublées en arabe.

C'est sur ce petit écran, à Rommani, qu'il a découvert avec ébahissement le nom du « chef » de ses tortionnaires de Témara, Abdellatif Hammouchi, lors de la retransmission de la fête du Trône qui était diffusée en boucle sur les deux seules chaînes publiques captées en prison. Je me souviens encore de son excitation au téléphone quand il me l'a annoncé, et des frissons qui m'ont parcouru l'échine en l'écoutant.

Les semaines ont passé et je me suis calée sur ses journées, égrenant dans ma tête la liste de ses tourments quotidiens, essayant d'imaginer à quoi cet enfer pouvait ressembler. Quand Zak va aux toilettes, il n'a aucune intimité parce qu'il n'y a pas de porte ; il lave la vaisselle dans les chiottes ; il n'a qu'une heure d'eau par jour, il remplit son seau tous les matins ; pendant le ramadan, l'eau est coupée, les gardiens arrosent les détenus avec un tuyau d'incendie à travers la grille, comme des chiens. Je consultais la météo de la région sur Internet, je voyais la température augmenter jour après jour, 35° puis 40°, puis 45°… Je me disais, aujourd'hui il va sûrement remplir son seau dans la cour et prendre sa douche dehors. Et je m'inquiétais : comment va-t-il faire pour conserver les plats que lui ont préparés sa mère et sa tante, il va finir par tomber malade. Heureusement, je savais qu'il ne buvait jamais l'eau de la prison, et qu'il avait assez d'argent pour rétribuer les gardiens ; très vite, il s'est arrangé avec eux pour récupérer deux fois par semaine de la viande fraîche de la cuisine.

J'ai suivi les magouilles des uns et des autres, les trafics des matons qui devaient faire attention à ne pas se griller en faisant rentrer trop de portables dans une cellule ; j'ai gambergé sur la tension constante qui régnait dans la prison. Je la sentais certains soirs dans la voix de Zak, quand il me racontait sa journée et se mettait soudain à chuchoter. Je comprenais qu'un maton venait de rentrer dans la cellule et qu'il allait vite devoir raccrocher et cacher son portable. Les gardiens savaient tout sur chaque détenu, qui détenait un portable, qui fumait, mais la « fai », comme ils appellent la fouille, faisait partie de leur routine : elle permettait à l'administration pénitentiaire de

montrer qu'ils avaient le contrôle, et que les détenus n'avaient qu'à se soumettre. Tout devait se faire en cachette, téléphoner, lire, écrire… Zak leur opposait sa routine à lui, il vérifiait toujours ses affaires, prévoyait des planques séparées pour le téléphone, le chargeur et la batterie, pour que les gardiens ne tombent pas sur les deux en même temps, en cas de fouille.

Peu à peu, il m'a aussi décrit ses codétenus, jeunes pour la plupart et qui se retrouvaient souvent en prison pour des agressions mineures, 80 % de vols à l'arraché. Il y avait aussi deux types condamnés à de lourdes peines, voire à perpétuité. J'étais scandalisée que tous les genres de profils se retrouvent mélangés dans une même cellule : petits dealers de shit et gros trafiquants de drogue, caïds du vol organisé et pédophiles… Ils ont souvent hanté mes nuits, silhouettes fantomatiques et menaçantes, même si je n'ai appris que bien plus tard la violence des bastons, le suicide, les scarifications. Sur le moment, Zak a choisi de m'épargner et s'est surtout confié à Florence Beaugé, la journaliste du *Monde*, à Samira Bouslama, d'Amnesty International ou à Brahim Elansari, d'Human Rights Watch.

De mon côté, je le tenais systématiquement au courant des articles qui allaient paraître et je lui faisais écouter toutes mes interviews au haut-parleur. Il était si fier et je pouvais entendre son sourire dans sa voix. Chaque publication était une nouvelle victoire, une revanche sur ses bourreaux, qui ravivait ses forces pour affronter le lendemain. Je lui racontais aussi mon quotidien parisien, mes petites histoires de boulot et celles de Ricci, notre cocker, autant de morceaux futiles et indispensables de notre vie d'avant auxquels il s'arrimait, pour ne pas sombrer.

17
Zak

Comme à Salé Zaki avec Lee, j’ai mis en place des combats de boxe. Ils se tenaient dans la cellule, chaque soir après la série mexicaine de 17 h 30. Nous faisions de la place entre les lits, et les gars s’affrontaient, tandis que les autres les observaient en silence. Nous devions être discrets, il ne fallait surtout pas que les gardiens nous entendent. C’était un spectacle tellement étrange, quasi surréaliste, que de voir ces combats silencieux entre deux rangées de lits superposés.

Quelques jours après mon arrivée à Rommani, j’avais commencé à entraîner quelques types le matin, dans la cour. Au début, ils n’étaient pas très nombreux, une dizaine au plus, mais très vite, les entraînements ont eu de plus en plus de succès. Trois semaines plus tard, tout le monde voulait y participer. Je les ai comptés un matin, ils étaient une centaine autour de moi. La réaction de la hiérarchie ne s’est pas fait attendre, l’après-midi même le directeur m’a convoqué dans son bureau et m’a demandé de mettre un terme aux séances, pour raisons de sécurité. Il m’a proposé un marché : « Bon, je sais que tu as déjà un téléphone et tout ce qu’il te faut, alors, je te laisse faire ce que tu veux, tu t’arranges avec les gardiens, mais tu stoppes ces entraînements sur-le-champ. » Je n’ai pas eu d’autre choix que d’obéir et pendant quelque temps, j’ai continué le sport de mon côté, tout seul, footing le matin, pompes et abdos l’après-midi.

Mais les détenus de ma cellule y avaient pris goût et ont vite insisté pour que l’on reprenne, et quand l’un d’eux a proposé qu’on s’entraîne dans la cellule, j’ai dit d’accord. Chaque soir, ils n’attendaient que ça. Pendant les huit mois de mon incarcération dans la cellule 1, les combats sont devenus l’autre rendez-vous de la journée, avec la série télé, un exutoire inespéré et un moment de défoulement collectif dans ce royaume du vide et du désœuvrement qu’était Rommani.

Mis à part un malheureux tournoi de football interprisons, pour lequel le chef du quartier m’a demandé de prendre en charge la préparation physique, et quelques parties de cartes que les détenus organisaient entre eux, il n’y avait rien. Aucune activité. Pas un seul atelier. Au troisième étage, j’avais repéré une porte avec une pancarte indiquant « bibliothèque », mais elle était fermée toute l’année. Les prisonniers passaient leur temps à ne rien faire, à sentir leur énergie partir en vrille, et ça les rendait fous, littéralement. J’ai vu des types qui ne sont jamais sortis de la cellule pendant les huit mois de mon

incarcération à Rommani. Certains faisaient les cent pas dans les étroits couloirs qui séparent les lits, en marmonnant tout seuls, pendant des heures. Parfois ils se mettaient brusquement à hurler, à nous invectiver, le visage creusé de fatigue, les yeux injectés de sang. Beaucoup restaient des après-midi et des soirées entières allongés à fumer, les yeux dans le vide. Ils ne voyaient plus jamais le ciel, ne respiraient plus jamais l'air du dehors et finissaient par ressembler à des morts vivants. J'ai passé des heures à contempler ce spectacle à la fois tragique et fascinant de la cellule.

Plus encore que Salé Zaki, Rommani était une machine à déstructurer et à broyer. Comment peut-on jeter un jeune de 18 ans dans une jungle pareille ? Tous ceux que j'ai rencontrés en sortent dévastés, détruits. Mais le plus terrifiant, c'est qu'ils finissent par y revenir. Ils ont été arrêtés une première fois alors qu'ils avaient 15 ans, en « pipi » (la prison pour les moins de 18 ans), ils sont sortis, puis ils sont revenus, souvent pour de courtes peines qui se succèdent inexorablement, les unes derrière les autres, comme autant de maillons d'une chaîne. Ils ont grandi en prison, n'ont rien acquis à l'extérieur, ni éducation ni formation, et finissent tous par dire, « notre vie, c'est ici ». En prison ils s'intègrent à des clans qui font office de familles, dégénérées, mafieuses, mais des familles quand même. Je me souviens que beaucoup s'angoissaient à l'approche de leur libération, et me demandaient : « On va sortir pour aller où ? Comment est-ce qu'on va trouver de l'argent ? Là, au moins, les gens me respectent, j'existe au milieu de ça, dehors je n'existe pas. »

Je n'ai gardé aucun contact de Rommani, et j'ai à peine parlé de mon histoire. La plupart des prisonniers n'y comprenaient rien ; souvent analphabètes, ils ne lisaient pas les journaux et n'avaient jamais entendu parler de Majidi ou d'Hammouchi. Quant au roi, ils le considéraient comme leur seigneur. Incontestable, omnipotent, Mohammed VI régnait aussi sur tous les esprits, ici, au fin fond de la prison agricole de Rommani.

18
Taline

Je me suis envolée pour Rabat le 5 juin 2011, contre l’avis de ma mère et de la quasi-totalité de mes amis. Zak lui-même n’était pas enthousiaste, s’inquiétant de représailles des autorités, mais c’était plus fort que moi. Il fallait que je le revoie. Huit mois s’étaient écoulés depuis son enlèvement et ces retrouvailles étaient devenues vitales, pour lui comme pour moi. J’ai demandé un droit de visite et nous avons décidé d’organiser une conférence de presse sur l’injustice et la torture dont Zak était victime, à mon arrivée à Rabat. J’ai pris toutes les précautions imaginables avant mon départ. J’ai laissé à mon frère une longue liste de numéros, téléphone, billet d’avion, passeport, et j’ai prévenu tout le monde, l’Élysée, le Quai d’Orsay, Éric Goldstein de Human Rights Watch, et une poignée de journalistes. Au cas où… Je n’avais pas vraiment peur pour moi, mais une question me rongeait : qui allait continuer le combat si jamais il m’arrivait quelque chose ?

La conférence de presse s’est tenue au siège de l’Association marocaine des droits humains, l’ONG qui était alors dirigée par une femme admirable de courage et de ténacité, Khadija Ryadi, qui a d’ailleurs obtenu le prix des Nations unies des droits de l’homme en 2013 et qui a fait preuve d’un soutien sans faille vis-à-vis de l’affaire de Zak jusqu’à aujourd’hui. La veille, Amnesty International avait publié un communiqué et la salle était remplie de journalistes, et de pas mal de flics aussi. Il n’y a pas eu beaucoup de questions. Les ONG avaient présenté un réquisitoire accablant, maître Jamaï avait démonté toute la procédure, toutes les aberrations sur la forme et sur le fond, tout le côté kafkaïen de ce feuilleton sans fin. C’était tellement limpide, tellement évident.

Puis j’ai retrouvé la famille de Zak, et je me souviens que sa tante et sa mère m’ont pris un rendez-vous chez le coiffeur. Il fallait que je sois jolie pour Zak, m’ont-elles dit en riant. J’étais à la fois surexcitée et angoissée et cette nuit-là à Rabat, dans la petite chambre d’adolescent de Zak, aux murs couverts de posters de boxe et de clichés de ses victoires, je n’ai pas réussi à fermer l’œil. Je me tournais et retournais dans son lit, les questions tournoyaient dans ma tête, obsédantes comme le bourdonnement d’un moustique : est-ce qu’il va être différent, est-ce qu’il va avoir changé, est-ce qu’il a maigri, comment est-ce que je vais le retrouver ?

J’ai pris la voiture le lendemain à l’aube, accompagnée de maître Jamaï, et nous avons roulé trois heures qui m’ont semblé interminables avant d’arriver

à notre destination. La prison ressemblait à ce que Zak m'avait décrit au téléphone, un bâtiment lugubre et grillagé, perdu en pleine campagne, au milieu d'un no man's land. Je me souviens que mon cœur battait à tout rompre quand le lourd portail s'est ouvert et que nous avons pénétré à l'intérieur de Rommani. On aurait dit une de ces scènes de film mille fois vues, les gardiens, le contrôle d'identité, la succession des grilles, le labyrinthe des couloirs, je n'ai même pas éprouvé de sensation d'étrangeté… Savoir maître Jamaï à mes côtés me rassurait, il avait dirigé l'Observatoire marocain des prisons et je savais qu'il était craint et respecté dans le milieu carcéral. Le directeur m'a menée dans un petit bureau propret, il y avait même un plateau de pâtisseries et du thé à la menthe fumant sur la table. J'ai à peine eu le temps de m'installer que cinq minutes plus tard, la porte s'est ouverte et Zak est entré. Je me suis jetée dans ses bras, nous nous sommes enlacés à en perdre le souffle. J'aurais voulu conserver ce moment pour l'éternité, j'étais enfin dans les bras de mon homme, de mon amour. Nous avons flotté en apesanteur, l'espace de ce fragment de temps, comme si nous nous étions quittés la veille. Le passé, le futur n'avaient plus aucune espèce d'importance. Puis nous nous sommes assis et nous sommes restés un long moment sans rien dire, à nous regarder en souriant et en nous étreignant les mains. Ni lui ni moi n'avons pleuré. Nous ne faisions que sourire. Nous étions heureux. Zak n'avait pas changé, il n'était pas trop amaigri et n'avait pas plus de cernes que d'habitude. Je me souviens qu'il avait mis une belle chemise et son jean.

La journée a filé, intense et radieuse, nous avons souri, nous avons ri, nous nous sommes dit des mots doux, nous avons parlé, sans nous arrêter un seul instant de 10 h 30 à 15 heures. J'étais étonnée que nous puissions être si bien quand notre univers alentour était si noir. Je me souviens aussi qu'à un moment, Zak a demandé si nous pouvions fermer la porte pour avoir un peu plus d'intimité et que les gardiens ont refusé. Mais peu importe, ces instants-là étaient les nôtres, ils étaient inviolables.

Ce jour-là, nous avons dévoré les Mac Do dont il rêvait depuis des mois et que je lui avais apportés de Rabat, et pour une fois, je les ai avalés sans une once de mauvaise conscience. Puis il s'est mis à ouvrir les paquets que j'avais soigneusement préparés, des cigares, un tee-shirt avec mon parfum, quelques bandes dessinées de *Boule et Bill* (un clin d'œil à notre cocker Ricci que Zak adorait), mais aussi des romans qui pourraient lui redonner de l'espoir et l'aider à prendre du recul, comme *La Solitude du vainqueur* ou

L'Alchimiste de Paulo Coelho. Je lui avais aussi amené des boules Quiès et une petite veilleuse pour qu'il puisse lire la nuit, et dont il s'est aussi servi pour chasser les cafards… Et puis, deux albums photo de nous, de ses amis, et bien sûr de Ricci. Quand je lui ai montré le dossier de la conférence de presse, il n'en revenait pas. Il avait un sourire jusqu'aux oreilles. « C'est dingue, bébé, tout ce que tu as fait, tu vas me faire sortir, j'en suis sûr, ça va finir par marcher. Tu vas faire éclater la vérité. Tu es mon héroïne. » Lui m'avait préparé un cahier d'écolier, dans lequel il m'avait écrit une longue et adorable lettre d'amour. Je l'ai lue et relue des milliers de fois, j'en connaissais le moindre mot, la moindre virgule. Ce cahier ne m'a plus quittée. Je l'ai posé sous l'oreiller, à la place de Zak, à côté d'un de ses tee-shirts que je n'ai jamais lavé et qui est devenu mon doudou…

Quand je suis revenue le lendemain, on nous a installés dans un autre bureau et cette fois, nous n'étions plus seuls, deux gardiens étaient assis dans un coin de la pièce et n'arrêtaient pas de jeter des coups d'œil dans notre direction. Un peu plus tard, Zak a commencé à m'embrasser, de gentils petits baisers dans le cou, mais l'un des gardiens s'est brusquement levé en nous demandant d'arrêter, « Moumni, faut pas que tu prennes trop ta femme dans les bras… » Zak a protesté en lui disant qu'on ne s'était pas vus depuis septembre 2010 mais l'autre ne voulait rien entendre, « il faut nous respecter, tu ne peux pas faire ça devant nous ». De quel respect osaient-ils parler ? Ils n'avaient qu'à sortir de la pièce. Quand il a prononcé ces mots, je suis sortie comme une furie chercher le directeur. J'ai crié, pleuré, menacé, je vais appeler mon avocat, contacter l'ambassade de France, le Quai d'Orsay, et il s'est recroquevillé sur son fauteuil. Nous avons passé le reste de la journée dans le premier bureau, mais la porte est restée ouverte. Je me souviens que le directeur m'a même présenté sa fille, en me disant d'un ton mielleux que moi aussi je faisais partie de sa famille… Ce jour-là, j'ai aussi filmé avec mon smartphone les marques des sévices de Témara. J'ai frissonné quand Zak a relevé son jean et que j'ai découvert ses tibias zébrés de cicatrices.

Les dernières heures avec Zak ont été plus douloureuses ; plus le moment de nous séparer approchait, plus je sentais l'angoisse me nouer le ventre. Je revois encore son petit visage qui me sourit à travers la dernière grille, et moi qui lutte pour refréner mes larmes, et la lourde porte blindée qui se referme. Je me suis effondrée dans les bras de ses parents. Je me souviens que j'ai pleuré sans m'arrêter sur tout le trajet du retour.

19

Zak

Revoir Taline m'a redonné des forces. Je me suis senti plus acharné, plus déterminé que jamais. Ils n'avaient pas réussi à me briser, ni à Témara ni à Salé Zaki, il n'était pas question que je leur laisse une prise à Rommani. Ma capacité à ne pas me projeter dans l'avenir était intacte. J'ai toujours eu un vrai talent pour vivre au jour le jour et j'ai perfectionné mon art à Rommani, en mettant tout en œuvre pour me vider la tête, m'alléger la vie autant qu'il était possible dans ce bourbier. L'iPod que Taline m'avait apporté lors de sa visite m'y a aidé. Je me suis remis à courir de plus belle, chaque matin, musique à fond, sur le sol poussiéreux de la cour de Rommani. Et le soir, quand les portes de la cellule se refermaient, je m'isolais de tous, allongé sur mon lit, casque sur les oreilles, et je feuilletais pendant des heures les albums photo préparés par Taline. Je me perdais dans son sourire, je déambulais mentalement dans les rues de Paris, avec elle et notre cocker Ricci, puis à Rhodes et Majorque où nous étions l'été précédent. Je replongeais dans mes souvenirs, et j'arrêtais le temps.

Je m'accrochais à l'idée que la mobilisation médiatique de Taline finirait par payer. Au printemps, elle avait lancé un comité de soutien, un site internet (www.liberez-zakaria-moumni.org) et une pétition, aidée par Ayad Ahram, secrétaire général et aujourd'hui président de l'ASDHOM, une association marocaine des droits de l'homme. Le 13 mai 2011, à quelques jours de l'anniversaire de notre mariage, elle avait aussi organisé une manifestation devant l'ambassade du Maroc à Paris, toujours avec l'aide d'Ayad et de l'ASDHOM. Ensemble, ils avaient battu le rappel sur Facebook, mobilisé des dizaines de militants des droits de l'homme, de sympathisants divers et variés, marocains, français, et tous nos amis. Taline avait même préparé des affiches et des banderoles avec Mikael, Myriam, Nina, Médéric, Mike, Milena, Yann, Saïd, Annie, Dimitri, Tarik, Yassir, Mohammed Jaite et des jeunes militants. Je me souviens d'un des slogans qu'elle avait concoctés : « Pour le Maroc, une médaille d'or, pour le champion, torture et prison ! » Ma médaille d'or accrochée autour du cou, elle a hurlé pendant une heure et demie dans le mégaphone que j'avais acheté pour notre manifestation devant le château du roi. Quand je regarde les photos aujourd'hui, je n'en reviens pas : ma douce Taline s'est transformée en véritable lionne.

De retour à Paris, elle n'a pas relâché ses efforts. Elle a continué à interpeller médias et politiques, profitant de la moindre occasion, la fête du

Trône qui célébrait l'accession au pouvoir de Mohammed VI, fin juillet, ou le premier anniversaire de mon enlèvement, fin septembre. La pression médiatique se durcissait, et même la presse marocaine, tout au moins celle qui avait un reste d'indépendance, évoquait régulièrement mon affaire. Comme nous avions peur que nos conversations téléphoniques soient sur écoute, nous avons même fini par élaborer un code pour évoquer les articles qui allaient paraître. Plus les mois passaient, plus il devenait difficile au Makhzen de contre-attaquer. C'est d'ailleurs pendant cet été que nous avons appris la création d'une « Fondation Mohammed VI des champions sportifs », pour « *encourager et honorer ses champions qui réalisent tant d'exploits et hissent si haut le drapeau marocain dans les rencontres internationales, (…) assurer aux sportifs marocains une vie digne et honorable, en apportant aux bénéficiaires ainsi qu'à leur ayants droit toute l'assistance sociale nécessaire en termes de couverture médicale et de retraite* ». C'était cocasse et pitoyable. Qui pouvaient-ils ainsi duper ?

La détermination de Taline m'impressionnait, j'étais si fier d'elle. Mais je savais aussi que notre séparation la dévorait à petit feu. Elle me racontait les cachets de Xanax et ça me rendait fou. Majidi et Hammouchi ne m'avaient pas atteint, mais elle, si. Et je n'y pouvais rien. Mis à part la soutenir, l'encourager à l'autre bout du téléphone, et lui démontrer qu'ici, je survivais envers et contre tout.

Alors j'ai survécu. J'ai encaissé les coups, les uns derrière les autres. Quand la chaleur fracassante de l'été marocain s'est brutalement abattue sur Rommani. Quand les gardiens ont coupé l'eau dans les cellules, en plein mois d'août. Quand un vent glacial a recommencé à souffler, dès les premiers jours de l'automne, et que j'ai superposé les pulls, la nuit dans la cellule, sans parvenir à me réchauffer. Et quand notre chien Ricci est mort, une nouvelle qui m'a dévasté plus que toute autre et laissé pantelant, des jours durant.

Et puis, un beau jour, le cauchemar de Rommani a pris fin. Une date d'audience pour le second appel avait été fixée au 26 octobre, à Rabat, et dès le début du mois, j'ai attendu impatiemment mon transfert. Je savais que cela aurait lieu deux semaines avant ma convocation au tribunal. Le compte à rebours a commencé, mais les jours ont filé et on n'est pas venu me chercher. Les gardiens m'ont mentalement torturé jusqu'au bout : ils ont attendu le tout dernier moment, la veille de l'audience, dans la soirée, pour m'annoncer que je devais préparer mes affaires. Je me souviens encore de ma joie sur le chemin vers Salé, dans la voiture civile d'un des deux gendarmes qui

m’escortaient. Pour la première fois, dans cette Renault 21, j’ai entrevu le bout du tunnel, là-bas, au loin. Ce n’était pas encore une libération, mais c’était une victoire, et j’allais retrouver un semblant de civilisation. J’allais revoir mes deux amis qui y finissaient leur peine, mes parents pourraient à nouveau me rendre visite chaque semaine, m’apporter des journaux. J’ai poussé un interminable soupir de soulagement. Je garde peu de souvenirs de ce départ, rien que de la poussière grise qui me file entre les doigts. J’ai distribué en vitesse mes affaires autour de moi, dit au revoir à la volée, et j’ai décampé avec bonheur.

Le retour à Salé Zaki a été une nouvelle renaissance, même si je n’ai pas pu m’installer dans la cellule 15, celle de mes deux amis. Les gardiens ont d’abord voulu m’affecter dans les pires quartiers de la prison, mais j’ai menacé, « je n’irai pas au tribunal, vous pouvez m’attacher, faire ce que vous voulez, mais je n’irai pas ». Ils ont fini par me mettre dans le quartier A, au rez-de-chaussée, dans la cellule n° 1. Je retrouvais mes deux amis quand les geôles ouvraient leurs portes et assez vite, les gardiens m’ont également laissé les rejoindre à l’heure du déjeuner. Et ma cellule était plus calme, presque un havre de paix en comparaison de ce que j’avais pu endurer ces dernières semaines. Tout me semblait tellement simple. Je me souviens qu’au cours d’une rixe, un type a ouvert une boîte de sardines et s’est servi du couvercle contre son adversaire. Nous avons payé les gardiens pour virer les deux types de la chambre et nous n’en avons plus entendu parler.

Cette fois, je n’ai fait aucun effort pour créer des liens, je me suis isolé, écouteurs sur les oreilles. J’ai fait ma vie, footing, rendez-vous avec les amis, repas, abdos, lecture. Et j’ai continué mon apprentissage de la prison. C’est au cours de ces derniers mois que j’ai entendu parler des achats de grâce : un détenu de la prison avait réduit sa peine de deux ans contre 30 000 euros, un autre avait déboursé une dizaine de milliers d’euros pour réduire la sienne de plusieurs années. Il y avait aussi un Européen, ancien directeur d’une école privée à Rabat, qui avait pris dix ans pour avoir abusé de plusieurs élèves, et qui est resté moins d’un an dans la cellule puis est revenu pour le même motif purger une peine de deux ans.

Les semaines, puis les mois ont passé, j’ai tenu bon. Grâce à Taline. Grâce à mes parents. Grâce à maître Jamaï. Grâce aux amis. Grâce au sport. Mais aussi grâce à une chatte blanche, tachetée de roux et de noir, qui s’est installée sous l’escalier, dans le couloir. Elle a eu une portée de quatre chatons, l’un était mort-né et elle en a dévoré deux autres, je ne sais pas

pourquoi. Le seul survivant était noir comme le jais. La mère est morte peu après, je me suis occupé du petit noiraud, je lui donnais du lait à la seringue récupérée à l'infirmerie en échange de deux paquets de cigarettes et je l'ai vu grandir au fil des mois. Il a brusquement disparu un jour et un autre couple de chats s'est installé à sa place, qui a eu une portée à son tour. J'étais le seul à pouvoir les approcher, je leur donnais des croquettes, matin et soir, que mes parents m'apportaient, je nettoyais leur tanière chaque dimanche, à l'eau de Javel. À leur contact, je retrouvais mon moi profond, comme si cette petite tanière secrète me permettait de préserver un bout de douceur, d'humanité. M'occuper de ces chats m'a sauvé.

20
Taline

À mon retour à Paris, j’ai recueilli un chaton. À l’agence, je voyais chaque jour une chatte splendide, pelage blanc et caramel, se promener dans les jardins de la résidence sur lesquels donnaient mes fenêtres. De temps à autre, elle sautait dans mon bureau et elle se laissait caresser en ronronnant. J’ai fini par demander à sa propriétaire si elle avait des chatons, et un beau jour, elle m’a ramené Gaïa. C’est drôle, car quelques mois plus tard, Zak a lui aussi adopté un couple de chats, à Salé Zaki. Je me souviens qu’à un moment, nous ne parlions plus que de nos chats, le soir au téléphone. Ils étaient devenus notre échappatoire.

Car le temps passait et je continuais à me ronger les ongles, à la fois stressée et pleine d’espoir, en guettant les échéances judiciaires. Tout comme j’avais attendu le premier procès en appel, j’ai attendu la cassation. J’y croyais dur comme fer. Le procès-verbal de 26 pages, qu’Abderrahim Jamaï et Éric Goldstein de Human Rights Watch m’avaient aidé à décortiquer, regorgeait d’incohérences. Et dans l’arrêt d’appel du 13 janvier 2011, le juge avait mentionné que Zak avait été torturé mais il n’avait pas annulé la procédure ni ordonné d’enquête, violant par là même toutes les conventions internationales contre la torture signées par le Maroc.

C’était une erreur monumentale. À cette époque, j’avais encore confiance dans la justice marocaine et je me disais qu’ils allaient se rendre compte de leur méprise. Oui, la Cour suprême allait casser. Il ne pouvait pas en être autrement si les juges ne voulaient pas perdre la face aux yeux du monde entier. J’avais aussi appris que fin juillet se tiendrait la fête du Trône. Le roi en profiterait peut-être pour annoncer une amnistie, ou une grâce.

La cour a effectivement cassé et ordonné un deuxième appel. Pendant les six mois suivants, de juillet à décembre, j’ai à nouveau espéré une nouvelle audience. Le scénario de l’appel s’est répété en octobre, au lendemain du transfert de Zak à Salé Zaki. Énorme déception quand il m’a appris ce soir-là qu’une fois de plus les faux plaignants ne s’étaient pas présentés, et que l’audience avait été reportée. Ce jour-là, le juge lui a même demandé s’il serait prêt à confronter les personnes qui l’accusent, ce à quoi Zak a répondu : « Mais bien sûr, monsieur le juge. Je ne demande que ça depuis plus de treize mois. Mon seul tort est d’avoir honoré le drapeau de mon pays en gagnant le championnat du monde. »

Quand les juges ont fixé une nouvelle date au 15 décembre 2011, j’ai pour

la première fois accueilli la nouvelle avec un soulagement mêlé de détachement. J'avais l'esprit complètement occupé par ma campagne médiatique, les articles se multipliaient à droite et à gauche, en France, au Maroc, j'avais même obtenu des papiers dans *El País* en Espagne, *The Guardian* et dans le *New York Times*.

Le jour J est enfin arrivé. Deux pauvres types étaient présents, qui ne savaient visiblement pas ce qu'ils faisaient là et n'avaient même pas d'avocat. Ni leurs situations professionnelles, ni leurs situations maritales, ni leurs adresses ne correspondaient aux personnes évoquées dans la plainte à l'origine de l'incarcération. Ils étaient là en tant que témoins, et non en tant que plaignants, ils n'ont donc jamais réclamé l'argent qu'ils avaient soi-disant donné à Zak. C'était une gigantesque farce. Zak, l'avocat, les représentants des ONG, les journalistes présents à l'audience m'ont tous raconté leur effarement, ils n'en revenaient pas que la justice marocaine puisse se livrer à une telle mascarade.

Le verdict devait être rendu le 22 décembre et sans même attendre le résultat, j'ai acheté le billet d'avion de Zak pour Paris. Après une telle audience, mon mari serait forcément de retour pour Noël. Quelques jours auparavant, le 8 décembre, Patrick Baudouin, qui n'était pas encore son avocat mais agissait en tant que président d'honneur de la FIDH, avait envoyé une lettre au roi lui demandant la libération de Zak. Human Rights Watch, Amnesty International, l'AMDH, la FIDH, toutes les ONG ont fait de même. Pour une fois, tout le monde y croyait, même notre avocat, Abderrahim Jamaï, d'ordinaire si prudent.

Le 22 décembre, la cour a rendu son jugement : au lieu de libérer Zak, elle a réduit sa peine de 30 à 20 mois, sachant qu'il en avait déjà fait 15. Une fois de plus, j'ai passé ma soirée à sangloter de rage. Depuis, Zak m'a appris que quelques jours après le jugement, des gardiens sont venus lui demander de se préparer pour un nouveau transfert à Rommani. Devant son refus, ils ont ramassé ses affaires et l'ont escorté vers le camion. Il a hurlé, a demandé à voir le directeur. Et quand ce dernier est arrivé, Zak lui a dit qu'il faudrait le tuer pour le faire entrer dans ce camion, ou qu'il entamerait une grève de la faim. Le directeur lui a demandé de patienter en attendant qu'il passe un coup de fil et dix minutes plus tard, il était de retour : c'était d'accord, Zak resterait à Salé Zaki.

Ces ordures étaient vraiment prêtes à tout, jusqu'au bout. Mais une fois de plus, ils ont reculé. Sans doute craignaient-ils la médiatisation. Et

effectivement, si ce transfert avait eu lieu, je me serais déchaînée.

Toujours est-il qu'une fois de plus, après cette dernière audience, j'ai fini par rebondir. Après tout il ne restait plus que cinq mois à tenir. Nous avons décidé d'organiser une conférence de presse au siège de la FIDH, le 9 janvier 2012, pour annoncer que nous avions épuisé tous les recours et que nous demandions grâce au roi, en tant que plus haute autorité judiciaire du pays. Nous ne réclamions pas sa mansuétude. Nous voulions la justice.

J'ai travaillé d'arrache-pied pour alerter le plus grand nombre de personnes, au-delà des journalistes et des ONG. Au cours des derniers mois, j'avais élargi la liste des soutiens à Zak en faisant appel à des personnalités, comme Guy Bedos, Stéphane Hessel, Gilles Perrault, Ignace Dalle ou Josiane Balasko, qui avaient signé ma pétition en ligne quelques semaines avant la décision de la cour d'appel. On m'a aussi conseillé de contacter des vedettes d'origine marocaine.

Guy Bedos, qui fait partie de la Ligue des droits de l'homme, a été un soutien extraordinaire. Je lui ai laissé un message au débotté, la veille, pour l'informer de la tenue de la conférence de presse et il m'a rappelé dans la foulée. Le lendemain matin, il s'est présenté à 10 heures précises, attentionné, affectueux, un vrai papa poule, il s'est assis juste à côté de moi sur l'estrade, avec Jean-Marie Fardeau, le directeur du bureau français d'Human Rights Watch, de Patrick Baudouin, le président d'honneur de la FIDH et d'Ayad Ahram, le secrétaire général de l'ASDHOM. Nous avons longuement discuté avec Guy Bedosé. Militant de longue date de la cause des droits de l'homme et bon connaisseur de la société marocaine, il n'en revenait pas que Mohammed VI suive ainsi les traces de son père et fasse ressurgir les « années de plomb ». Je me suis dit que les agences de com avaient sacrément réussi leur mission pour asseoir l'image du « roi des pauvres ».

Quelques jours plus tard, le directeur de Salé Zaki a convoqué Zak dans son bureau. Ce type, Adil Belgaïd, s'est présenté comme l'« ami du roi envoyé par le roi ». Il était accompagné d'un homme en costume cravate qui est resté silencieux pendant toute l'entrevue. Belgaïd a annoncé à Zak que Mohammed VI avait suivi son affaire et était convaincu de son innocence. Alors voilà, il avait décidé de le gracier, de le recevoir personnellement et de juger les responsables. Zak sortirait le 4 février, jour de son anniversaire. Mais il a ajouté autre chose : « Il faudrait que tu demandes à ta femme de lever un peu le pied sur les médias et les ONG. » Zak lui a répondu qu'il n'avait pas de téléphone dans la prison, et lui a conseillé de m'appeler

directement. Quelques jours plus tard, nous nous sommes donné rendez-vous dans un café du Pont-Neuf, dans le I[er] arrondissement de Paris. J'y suis arrivée le cœur battant, à la fois nerveuse et brûlante de curiosité devant ce que cet émissaire allait bien pouvoir me dire. Je l'ai laissé parler, n'intervenant que lorsque c'était indispensable, pesant le moindre de mes mots pour qu'il ne puisse rien utiliser contre nous par la suite. La discussion a duré près de deux heures, pendant lesquelles il m'a demandé de mettre un terme à mes interventions publiques et m'a expliqué que le roi n'avait rien à voir dans cette affaire, que tout avait été monté par la Fédération de kick-boxing. C'étaient des mafieux, m'a-t-il dit. Il m'a aussi parlé de l'affaire Mehdi Ben Barka, cet homme politique marocain et opposant à Hassan II qui avait été enlevé sur le sol français, en octobre 1965. Ce sont des Marocains qui l'ont massacré, c'est prouvé. C'est comme ça, a-t-il poursuivi, personne ne peut rien y faire, il y a des gens qui sont puissants dans le système, ils vivent au Maroc, ils sont milliardaires.

J'ai enregistré toute la conversation. Peut-être a-t-il fait de même.

Zak m'a appelé à mon retour à la maison et nous avons décidé de ne rien arrêter. Nous savions pertinemment que le plus dur était derrière nous. Et surtout, cette annonce d'Adil Belgaïd représentait une immense victoire, celle de David contre Goliath. Le pouvoir marocain était à bout. Le Makhzen nous suppliait d'arrêter, alors même que nous étions les victimes ! Deux jours plus tard, de nouveaux articles sont parus. Et quand le 3 février est arrivé, j'ai appelé mes contacts au Maroc pour vérifier que Zak figurait bien dans la liste des prisonniers faisant l'objet d'une grâce royale. Mais non, il n'y avait pas de Zakaria Moumni. J'ai aussitôt contacté Adil Belgaïd. Il m'a répondu : Zak va sortir. C'est sûr à 99,9 %.

21
Zak

La grâce royale a été annulée. C'est ce que j'ai pensé quand le gardien a énuméré les noms des prisonniers qui devaient sortir le lendemain, et que mon nom n'y figurait pas. Je n'ai rien ressenti. Le plus dur était derrière moi, il ne me restait plus que trois mois à tenir, je pensais surtout à la déception de Taline lorsqu'elle apprendrait la nouvelle.

Le lendemain matin, je dormais encore profondément quand un gardien m'a tiré de mon sommeil en me commandant de faire mes bagages. Il était 10 heures ; comme chaque week-end, la cour était fermée et j'en profitais pour faire la grasse matinée. La tête enfarinée, j'ai d'abord cru à une mauvaise blague, mais non, nous étions le 4 février 2012, le jour de mes 32 ans, et je venais d'apprendre que j'étais bel et bien gracié. L'émissaire du roi, Adil Belgaïd, avait dit vrai. Je n'ai pas hurlé de joie, mais Taline si, quelques instants plus tard au téléphone. Elle a aussitôt contacté maître Jamaï et ma famille, et organisé un petit comité d'accueil à la va-vite. Par un hasard incroyable, Éric Goldstein se trouvait au Maroc, en chemin vers l'aéroport de Rabat. Il a rebroussé chemin dès qu'il a appris la nouvelle. Taline a aussi réussi à mettre au courant Khadija Ryadi à l'AMDH et quelques journalistes. C'était un dernier pied de nez à la barbe des gardiens qui m'avaient prévenu au dernier moment, pour éviter que j'alerte les médias et qu'ils s'attroupent devant la prison…

Je n'ai quasiment rien emporté avec moi, j'ai laissé le téléphone et le réchaud pour la cellule, et distribué mes quelques fringues autour de moi, la plupart à un type qui venait de débarquer à Salé Zaki, complètement démuni. J'ai emballé le reste, mes albums photo, mes bouquins, mes lunettes et le parfum que mes deux amis m'avaient offert la veille en cadeau d'anniversaire, un Paco Rabane XS Black.

Je suis parti faire une dernière caresse à mes chats, et quand j'ai voulu monter à l'étage dire au revoir à mes amis, je me suis heurté à une porte fermée. J'ai gueulé, mais le gardien n'a rien voulu entendre. J'ai salué mes deux amis à travers la grille, sans pouvoir cacher ma déception. J'aurais tellement voulu les serrer dans mes bras. Les matons nous humiliaient une fois de plus. Ils restaient des merdes d'hommes, jusqu'au bout.

Ensuite, c'est allé très vite. Je me souviens du moindre détail de ma sortie, des derniers coups d'œil au long couloir, du bruit métallique de la porte qui se referme derrière moi. Mais je n'ai rien ressenti sur le moment, comme si

c'était normal de sortir ce jour-là, qu'il était temps qu'ils m'accordent cette grâce. Je suis parti, tout simplement. Je me souviens du sourire d'Éric Goldstein, accompagné d'Ibrahim Elansar de HRW, qui s'est aussitôt mis à me photographier. Deux policiers en civil ont essayé de l'en empêcher et j'ai hurlé sur eux. J'ai serré dans mes bras mes parents et ma tante qui sont arrivés, il y avait aussi les militants de l'AMDH qui ont applaudi, les flashs ont crépité et nous nous sommes installés au café, un peu plus loin, juste en face du tribunal de Salé, celui-là même où je suis passé à maintes reprises devant le juge sans jamais voir le bâtiment, puisque nous rentrions par le sous-sol. Mais je n'ai pas senti la liberté.

L'image suivante, c'est celle d'une petite foule qui attend massée devant l'entrée de notre maison familiale de Rabat. Il y a là ma grand-mère paternelle, mon oncle paternel, des voisins du quartier et ce ne sont que des accolades les unes derrière les autres. Je ne savais plus où j'étais, je ne comprenais pas ce qui m'arrivait. Très vite je me suis senti oppressé, j'ai voulu voir l'océan et nous avons filé en voiture vers la plage. J'ai avancé sur le sable et j'ai regardé la mer, longtemps, très longtemps. Je me souviens qu'elle était grise, sous un ciel délavé et un soleil laiteux qui n'arrivait pas à percer. J'ai oublié de crier de joie, comme je m'en étais fait la promesse à Salé Zaki. J'ai respiré. Plus tard, nous avons mangé des sandwiches dans la voiture en roulant le long des vagues. Je ne voulais pas m'asseoir dans un restaurant, je n'avais qu'une envie, bouger.

En revenant à la maison, on a tout de suite repéré les agents de la DGST postés devant chez nous. Ce n'étaient pas des gens du quartier. Ils ne me lâcheraient donc plus jamais ! J'avais beau être dehors, en liberté, j'étais cerné de toutes parts, surveillé en permanence. C'est ce que je me suis dit à nouveau quand mon portable a sonné vers 23 heures. Nous étions en train de dîner en famille, chez ma grand-mère maternelle, et je commençais enfin à me détendre quand Adil Belgaïd m'a appelé de l'aéroport de Rabat en demandant à me voir immédiatement. J'ai d'abord refusé, en lui disant qu'il était tard et que nous nous verrions le lendemain, mais il a insisté, il était porteur d'un message très important de Sa Majesté. J'ai demandé au reste de ma famille de quitter le grand salon, je ne voulais surtout pas que Belgaïd les voie, et il a sonné à la porte un peu avant minuit. Quand il est rentré, il m'a aussitôt tendu deux paquets : « Tiens Zak, pour toi, des cadeaux de la part du roi. » J'ai déballé les paquets et j'ai découvert un parfum, Terre d'Hermès, et une montre de la marque Police. Je me suis dit qu'ils n'avaient pas peur de

l'ironie, et qu'ils y avaient peut-être placé un micro car la boîte avait déjà été ouverte.

J'ai poliment remercié, en pensant qu'il allait vite s'éclipser, mais Belgaïd s'est installé dans le canapé et m'a annoncé que le roi acceptait de me recevoir. Il y avait toutefois une condition à cela : je devais écrire une lettre de remerciement. J'ai répondu que je le ferais avec plaisir, mais une fois que je l'aurais vu. Il s'est alors tourné vers mes parents, et il ne m'a presque plus adressé la parole. Il fallait que je tourne la page, leur a-t-il dit, que je pense à mon avenir, d'autant plus que Sa Majesté était prête à me financer un club de sport. « Vous qui avez de l'expérience, vous savez bien qu'il faut toujours battre le fer quand il est chaud. Je compte sur vous pour convaincre votre fils, d'accord ? Ce serait dommage qu'il n'en profite pas, il a tellement d'avenir. »

Le lendemain, Adil Belgaïd m'a harcelé toute la matinée en me rappelant toutes les heures jusqu'à ce que j'accepte une nouvelle rencontre avec lui. Cette fois, il voulait discuter plus en détail de ma carrière, et de l'opportunité offerte par le roi d'ouvrir un club. Nous nous sommes retrouvés à Salé Al Jedida, le nouveau Salé, dans le centre-ville, où il m'a fait visiter son club, une sorte de complexe de 1 000 m^2 avec salle de musculation, fitness, arts martiaux, salle de fête, café et même pressing. « Voilà, tu peux avoir une salle comme ça, m'a-t-il dit, fais ta demande à Sa Majesté, tu lui dis combien tu veux, 600 m^2 ou même plus grand, c'est toi qui vois. » Toutes les options étaient ouvertes, je pouvais solliciter le financement de la totalité et faire construire la salle ou bien trouver un local disponible. Il a même mentionné un grand espace à vendre, près de chez moi. Il me répétait sans cesse, « Je sais que tu as ta vie en France, mais il vaut mieux que tu commences ici, avec une salle au Maroc. Et après, tu verras, tu feras ce que tu voudras… » Il m'a aussi demandé de mettre la pédale douce sur mes interventions dans les médias. Depuis la veille, j'étais déjà passé sur TV5 monde, Europe 1, RFI, « c'est vraiment trop tôt ».

Je savais vaguement qu'Adil Belgaïd était un ancien champion de judo marocain, mais nous n'avons jamais parlé arts martiaux. Il s'est toujours présenté comme un ami proche du roi, et il disait qu'il « admirait » mon parcours. Mohammed VI était le parrain de ses enfants et, m'a-t-il dit, avait même choisi chacun de leurs prénoms. Il lui avait aussi « donné un chèque » pour financer sa salle de sport. Plus tard, grâce au hacker « Chris Coleman » qui distille peu à peu tous les secrets diplomatiques de l'État marocain de ces dernières années sur Internet, j'ai appris que Belgaïd était très proche de la

DGED, la Direction générale des études et de la documentation, les services secrets marocains de l'étranger. Coleman a notamment rendu publics des e-mails envoyés par Belgaïd à Mourad El Ghoul, le chef de cabinet de Yassine Mansouri, le patron de la DGED, dans lesquels il demande le financement de plusieurs clubs de sport à Paris, à Montrouge et au Maroc.

J'ai dans mes documents une lettre manuscrite de lui. Quand il m'avait rendu visite en prison, il m'avait laissé un modèle de lettre de demande de grâce, dans laquelle il explique que je vis une situation difficile sur les plans matériel et psychologique, et que seuls le pardon et la grâce pourraient me sortir de là. Il m'a aussi ramené deux livres en souvenir de son pèlerinage à La Mecque, en me disant qu'il avait pensé à moi là-bas. Deux ouvrages où il est question du destin, et du fait que tout ce qui nous arrive est écrit, qu'on doit l'accepter… Je les lui ai rendus en lui disant que je ne lisais pas l'arabe, mais j'ai réussi à garder la lettre. Ce jour-là, je lui ai aussi expliqué que je ne vivais aucune situation difficile sur le plan matériel et que c'est lui qui avait besoin de moi pour convaincre Taline de lever le pied. Quant à la grâce (et au pardon !), il n'était même pas question d'en parler : depuis le premier jour de mon incarcération, je n'ai jamais pensé à la demander, pourquoi le ferais-je maintenant, alors qu'il me restait trois mois avant ma libération ? Il m'a expliqué que c'était l'usage, j'ai donc recopié la lettre mais je n'ai pas imploré le pardon, j'estime que je n'avais rien fait pour le demander. C'était à eux de me demander pardon. Je n'ai pas non plus évoqué ma situation matérielle comme il me l'avait suggéré. Je ne voulais rien recevoir d'eux. Pour nous, la demande de grâce était une simple procédure judiciaire et non pas une demande de faveur.

Je l'ai aussi enregistré quand il m'a proposé de prendre un café, quelques heures après avoir visité son club sportif, au centre commercial Mega Mall de Rabat. « Tu sais, me dit-il, tu peux demander au roi jusqu'à 2 millions d'euros pour ton club. Je veux que tu aies ton truc ici, c'est important pour toi, et pour nous. Par contre, tu dois composer avec ces gens-là [en parlant de Majidi et Hammouchi], tu n'as pas le choix. Ils sont intouchables, le roi lui-même ne peut rien faire contre eux. Lui aussi est obligé de composer avec eux. »

Est-ce à cause de la présence constante de Belgaïd, de ses appels répétés, des agents de la police secrète postés devant notre maison ? De ces quelques jours à Rabat, je garde un souvenir de tension et d'oppression. J'étais entouré des personnes qui comptent le plus pour moi au Maroc, ma famille, mes amis

d'enfance, dont Kamal qui avait eu un fils pendant mon incarcération et l'avait appelé Zakaria, mais je ne me sentais plus chez moi. Je n'éprouvais pas les sensations de soulagement et de liberté que j'avais tant attendues, et je savais que je ne pourrais les retrouver qu'une fois après avoir posé les pieds sur le sol français. Je ne pensais qu'à une seule chose : rejoindre Taline dans notre appartement, et renouer avec notre vie d'avant.

Oppressé par les agents de la DGST, j'ai décidé de les semer et de passer le reste du séjour chez ma tante et j'ai ôté la puce de mon téléphone pour ne plus avoir à répondre aux appels incessants d'Adil Belgaïd. À peine arrivé chez elle, j'ai aussi mis la montre offerte par le roi dans le tambour de la machine à laver, au cas où il y aurait un micro dissimulé, et j'ai pris la plus longue douche de ma vie. Deux heures à pleurer tandis que l'eau coulait sur moi, et à me dire que c'était merveilleux de pouvoir prendre une douche… Les jours suivants ont filé sans que je m'en rende compte : retrouvailles avec la famille, les voisins ; longues discussions à la plage et moments magiques avec mon oncle Ahmed qui est plus qu'un oncle pour moi, il est comme un grand frère, comme un père et mon meilleur ami, il est le seul de la famille à qui j'ai tout raconté, la torture, la violence de la prison ; visites à mes amis d'enfance ; et formalités au consulat de France, où j'avais fait une demande de visa urgent. Taline avait prévenu le consul de ma sortie et il m'a reçu chaleureusement. J'ai expliqué que je ne me sentais pas en sécurité au Maroc et que je devais quitter le territoire au plus vite. Je me sentais épié. Il fallait que je rentre à Paris. J'avais tellement besoin de retrouver Taline.

L'heure de mon départ est enfin arrivée. J'ai longuement embrassé mes parents, mon oncle et ma tante et Khadija Ryadi qui m'avaient accompagné à l'aéroport et je me suis éloigné vers le contrôle des passeports, le cœur battant. Quand l'agent a tranquillement apposé son tampon, sans un mot, j'ai poussé un long soupir de soulagement. Je me souviens que j'ai choisi un vol d'Air France, il était hors de question que je voyage sur Royal Air Maroc, la compagnie nationale. Ma place était près du hublot, je me suis installé, j'ai bouclé ma ceinture et j'ai fébrilement attendu que l'avion se mette en route. L'appareil s'est avancé sur la piste, a commencé à accélérer quand tout d'un coup, il s'est immobilisé. Je me suis penché contre le hublot et j'ai vu une voiture blanche s'approcher. L'espace d'un instant, j'ai revu la scène du 27 septembre 2010, le véhicule près de l'avion, les agents de la DGST qui me poussent sur le siège arrière. Mon cœur s'est accéléré et j'ai sorti mon portable. Je l'avais laissé allumé, avec un texto prêt à être envoyé que

quelqu'un de très cher m'avait demandé de préparer à l'aéroport, au cas où : « Urgent, je suis menacé. » Je me souviens que ma voisine m'a agrippée nerveusement le bras : « Mais qu'est-ce que vous faites ? Je n'aime pas le décollage, éteignez immédiatement ce portable, c'est dangereux ! » Elle avait beau être hystérique, quand l'avion a décollé, je l'aurais serrée dans mes bras. Quelques instants plus tard, nous volions au-dessus de Rabat, et j'avais le sourire jusqu'aux oreilles. Enfin, je me sentais libre. Enfin, j'étais libre.

22
Taline

J'étais au bureau, en train de classer des documents, quand Zak m'a appelée et m'a annoncé, « Ça y est, je dois préparer mes affaires, je sors ! Dans dix minutes, je suis dehors ! » Je suis restée assise un long instant sur ma chaise, abasourdie par l'émotion. Quelques minutes plus tard, ma directrice s'est jetée dans mes bras, elle pleurait, moi pas, j'étais dans un état second. C'était irréel. Je n'ai même pas eu le temps de savourer cette nouvelle que j'avais tant attendue, j'avais dix minutes pour prévenir la terre entière, les journalistes, les ONG… Puis j'ai annulé tous mes rendez-vous de la journée et ce samedi-là, pendant la pause déjeuner, nous avons sabré le champagne avec toute l'équipe. Mes collègues me félicitaient, « bravo, tu as gagné, c'est extraordinaire, quel soulagement ! », mais je me sentais frustrée de ne pas être sur place, à Salé. J'aurais tant voulu me ruer sur Zak, l'étreindre et l'étouffer de baisers quand il passerait la lourde porte bleue de Zaki, mais nous avions décidé qu'il était plus prudent que je reste en France. On ne savait jamais.

Zak ne prenait son avion que le jeudi, et pendant ces quelques jours, j'ai trépigné d'impatience au fil d'un compte à rebours qui m'a paru interminable. Plus que cinq. Plus que quatre. Plus que trois. Plus que deux… Chaque jour passait et je ne me sentais pas rassurée pour autant. Je me disais, ce n'est pas encore gagné. Il faut que Zak soit sur le sol français. Tant qu'il est au Maroc, il est en danger. Et puis le 9 février 2012 est enfin arrivé. J'avais décidé de prendre le RER pour me rendre à Charles-de-Gaulle afin d'éviter les bouchons. C'était le RER qui s'arrête à chaque station, c'était insupportable, j'ai ensuite couru dans les couloirs comme une dératée avec mon amie Myriam. J'avais peur de ne pas être là au moment ou Zak surgirait.

La veille, nous avions préparé une banderole sur laquelle s'étalait un « bienvenue Zakaria » en lettres géantes. Quand je suis arrivée, elle était déployée face au hall d'arrivée et tous nos amis attendaient, au grand complet. Il y avait aussi une équipe de France 24, qui nous a suivis jusque tard dans la nuit, quand nous avons fait la fête à la maison. Puis les portes automatiques se sont ouvertes, Zak est apparu, un grand sourire aux lèvres, et là, je me suis mise à applaudir. Je ne sais pas ce qui m'a pris. J'ai applaudi à tout rompre. C'était plus fort que moi. J'étais surexcitée. J'avais tenu ma promesse, celle que j'avais faite à ses parents au téléphone quelques mois auparavant : votre fils est un champion ; il ne va pas sortir affaibli, le dos

voûté, en disant qu'il ne va pas bien et qu'on lui a fait mal ; il va sortir comme un champion.

Je n'ai même pas eu le temps de lui sauter dans les bras, il a directement été happé par les journalistes puis les amis qu'il n'avait pas vus depuis un an et demi. Dans la cohue, j'ai aperçu un type, un Marocain que je ne connaissais pas, s'approcher de lui et lui murmurer quelque chose à l'oreille. Plus tard dans la voiture avec l'équipe de France 24, Zak m'a dit que c'était un agent de la DGED et m'a répété ses mots : « Bravo champion, t'inquiète pas, Sa Majesté va régler l'affaire, mais lève le pied sur les journalistes… »

L'image suivante, c'est notre appartement bourré à craquer, ma mère, mon frère, Mikael, Soraya et leur fille, Ayad, Jean-Marie, Myriam, Nina, Médéric, Mike, Yves, qui trinquent à la victoire et les rires qui résonnent jusque tard dans la nuit. À un moment, je me souviens que j'ai vu Zak sur le balcon, je me suis approchée de lui et lui ai doucement caressé le visage. Et nous sommes restés là tous les deux, l'un contre l'autre, à regarder notre rue.

Le lendemain, je me suis réveillée aux aurores et j'en ai profité pour acheter des croissants avant qu'il se réveille. Je me souviens que Zak a ouvert en riant la montagne de paquets emballés qui s'étaient amassés dans notre chambre au cours de son absence. Pendant dix-huit mois, je lui avais systématiquement acheté des cadeaux, pour Noël, pour son anniversaire, pour celui de notre mariage. Il y avait une bonne dizaine de chemises, autant de pulls et de jeans, des lunettes de soleil et plusieurs parfums… Je me souviens aussi que nous avons fait une longue promenade dans les allées dénudées du parc de notre quartier, et que Zak portait Gaïa, le petit chat que j'avais adopté pendant son absence, dans le creux de sa veste. Sur l'une des photos que j'ai prises cet après-midi-là, son sourire lui mange le visage, il a l'air tellement heureux.

Moi aussi, j'étais heureuse, mais j'avais au creux du ventre une angoisse diffuse qui ne me lâchait pas. Dans le fond, ce que j'appréhendais, et sans doute Zak ressentait-il la même chose, c'était de reprendre la vie à deux. Nous avions vécu séparés plus d'un an et demi, il fallait maintenant réinventer notre vie ensemble et je n'étais pas sûre de savoir comment faire. Tout ne redeviendrait pas rose comme ça, d'un coup d'un seul, simplement parce que Zak était rentré. Le chemin serait plus difficile, plus tortueux tant ces 495 nuits nous avaient profondément transformés. J'avais quitté mon homme, insouciant, touchant de naïveté, et il me revenait dévasté par la torture et la détention arbitraire. Et moi, après 495 nuits de peur, de solitude

et de médicaments, je n'étais plus la même. Je ne reconnaissais plus mon corps, usé, empâté, et je savais bien que Zak non plus, même s'il ne me disait rien, et ça me rendait folle. Dès que j'avais appris qu'il allait rentrer, les questions avaient tourné dans ma tête : est-ce qu'il est traumatisé ? Est-ce qu'il va s'en sortir ? Est-ce qu'on va arriver à se retrouver ? Peut-être allait-il devenir mutique et s'enfermer dans sa souffrance, peut-être aurait-il des accès de rage.

J'ai pris rendez-vous chez une psychologue, quelques jours après le retour de Zak, mais sans doute était-ce un peu tôt, nous n'avions rien à lui dire. Je me suis rendu compte que c'était d'abord à nous de faire le travail, de réapprendre à vivre ensemble, tout simplement. Ça n'a pas été compliqué, au début. Je retrouvais Zak après le boulot et nous sortions dîner au restaurant. Je crois que nous avons écumé tous les restaurants thaïs de Paris, dont il adorait les spécialités. Il avait un besoin irrépressible de bouger et moi, ça m'allait aussi, après ces innombrables soirées passées à travailler, cloîtrée dans notre appartement. Il s'est mis à courir le soir, parfois en pleine nuit, mais je ne disais rien, je savais que c'était vital pour lui. C'était sa façon de se réapproprier sa vie, de décider enfin ce qu'il avait envie de faire, et quand bon lui semblait.

Pendant notre première virée dans Paris, le lendemain, vendredi 10 février 2012, Zak n'arrivait pas à réaliser qu'une semaine plus tôt, à la même heure, il était allongé sur sa couchette de la cellule n° 1 de Salé Zaki. Je me souviens aussi d'une fois où il a eu envie de cuisiner et m'a lancé « je vais te préparer un plat que j'ai appris en prison, mais non, merde, on n'a pas de réchaud ! » À la maison, tout lui paraissait étrange : pouvoir prendre une douche à n'importe quelle heure, laisser traîner le téléphone sans avoir à enlever la batterie ni le cacher, retrouver des toilettes propres, des fringues propres, un frigo, un écran plat avec des chaînes qu'il pouvait choisir. « Tu comprends, me disait-il, il n'y avait que deux chaînes, RTM et 2M, toutes deux contrôlées par le pouvoir, c'était une torture morale, on nous donnait à voir une autre planète, imaginaire, reconstituée de toutes pièces par la censure ! »

Zak n'avait vu aucune image du Printemps arabe. Il en avait vaguement entendu parler à Salé Zaki, des rumeurs avaient circulé dans la prison quand des manifestants du mouvement du 20 février avaient été incarcérés. Ce n'est qu'un an plus tard, de retour à Paris, qu'il a découvert l'ampleur de la contestation. Il a passé des journées à surfer sur Internet, lisant les témoignages, regardant les vidéos, ébahi et heureux de voir les Marocains

commencer à contester, à critiquer le régime et la corruption. En dix-sept mois, le changement était spectaculaire, un virage à plus de 360°, me répétait-il.

C’est aussi rétrospectivement qu’il a compris combien le référendum de la nouvelle Constitution, présenté comme la réponse du Royaume aux aspirations démocratiques exprimées par le Printemps arabe, avait été un rideau de fumée. Et combien la « démocratie » sous Mohammed VI restait un leurre. Plus de 98 % du peuple marocain avait dit oui pendant l’été 2011. Mais à Rommani, des gardiens lui avaient raconté qu’ils avaient voté l’enveloppe fermée sans pouvoir en lire le contenu. De retour à Salé Zaki, Zak avait rencontré plusieurs gendarmes, policiers et militaires incarcérés dans le quartier A. Certains avaient été licenciés, puis condamnés à de la prison ferme, simplement parce qu’ils avaient osé dire publiquement, le jour du vote, que leur enveloppe était close et qu’ils auraient préféré savoir ce qu’ils avaient glissé dans l’urne.

En revanche, Zak m’a très peu parlé de ce qu’il avait enduré à Témara. Il évoquait les tortures, ou la maltraitance physique et psychologique à Rommani, de temps à autre, presque par inadvertance, après avoir vu une scène violente à la télé. Je ne lui ai pas posé de questions. Des amis dans les ONG m’avaient conseillé de ne rien provoquer, de le laisser raconter de lui-même. Et moi, dans le fond, je n’avais peut-être pas envie de tout savoir. Zak était rentré, et je voulais juste qu’on arrête d’en parler. Je ne voulais plus rien entendre du Maroc. J’étais épuisée. Je n’en pouvais plus.

J’ai d’abord mis ma réaction sur le compte de la fatigue, du choc des retrouvailles et de l’adaptation, mais quelques semaines plus tard, il a bien fallu accepter la réalité : une dépression violente m’avait peu à peu submergée. Je n’avais plus envie de rien. J’étais devenue distante, et je ne supportais plus les envies de solitude de Zak. Il sortait seul. Il rentrait tard. Dix jours sur une île en Grèce, là où nous avions passé nos dernières vacances, avant que le cauchemar commence, n’y ont rien changé. Le contraste avec l’insouciance des jours heureux était trop criant.

J’ai continué à travailler, malgré tout. Je suis allée voir une psy mais j’ai abandonné au bout de quelques séances. Je n’arrivais plus à retrouver mon couple, je perdais pied, et les cachets étaient devenus ma seule source d’apaisement. Je savais que c’était une bouée perverse mais je m’y suis d’autant plus accrochée qu’après avoir lutté pour faire sortir Zak, j’ai

immédiatement plongé dans une nouvelle bataille, celle de sa réhabilitation. Quelques jours après son arrivée, les autorités marocaines nous ont contactés, et c'est moi qui, par habitude et parce que Zak retrouvait à peine ses marques parisiennes, ai géré ces échanges. Très vite, j'ai senti que je n'y arriverai pas et que j'allais totalement me perdre dans ce feuilleton marocain sans fin. J'étais épuisée. Et c'est à ce moment-là que Zak a pris les choses en main. Il est passé à l'action pour obtenir justice.

23
Zak

J’ai commencé à courir tous les soirs, après 20 heures, quand la nuit enveloppait la ville. À Salé Zaki et Rommani, je pouvais regarder le ciel, les nuages, il me suffisait pour cela de descendre dans la cour, aux horaires de promenade, pendant la journée. Mais la prison m’a coupé des étoiles. À mon retour, il m’est arrivé de chausser mes baskets à minuit et de courir à travers les chemins du parc voisin, parfois pendant deux heures. J’éprouvais une telle sensation de liberté, comme si je m’envolais. Je ne ressentais aucune fatigue. De mes combats de boxe, j’avais déjà appris qu’on peut encaisser des coups et ne rien sentir, mais quand j’y repense, je suis médusé devant cette capacité du corps humain à résister à tout, dès lors qu’il reste sous le contrôle de notre cerveau. Je l’ai expérimenté pendant 495 nuits, je l’ai vécu. Et je suis revenu en forme. En forme physique en tout cas, car pour le reste, mon retour a été douloureux.

Il m’a fallu longtemps pour me réadapter à une vie normale. Pendant des mois, j’ai bataillé contre les souvenirs des bruits de serrure, des néons qui s’allument, et contre tous les réflexes de la prison qui s’étaient enracinés au plus profond de moi, dans ma chair et mon cerveau. Je me réveillais le matin en pensant, tiens, c’est l’heure d’aller courir, et le soir, j’accueillais Taline en lui disant, tiens c’est l’heure où je t’appelais. Mes pensées me ramenaient implacablement à ma routine carcérale, sport le matin, déjeuner à 17 heures, série télé à 17 h 30, remplissage du seau d’eau vers 18 heures… Taline m’a proposé d’aller voir un psy, j’ai accepté pour lui faire plaisir, mais je n’avais qu’une envie : rester seul et faire le premier travail par moi-même. J’avais l’impression de trouver les bonnes questions sans aide, le psy, on verrait plus tard, quand je n’arriverais plus à avancer tout seul. Pendant que Taline était au bureau, j’ai souvent pris la voiture et roulé plusieurs heures durant, sans me préoccuper de savoir où j’allais. Je me revois encore en chemin vers Paris, musique à fond, en train de crier. Ou en train de parler, tout seul, dans notre appartement, dans la rue.

Les premières semaines, Taline n’a rien dit mais très vite, j’ai compris qu’elle vivait mal mon besoin de solitude. Elle m’avait attendu de longs mois, voulait que nous passions du temps ensemble, et je la comprenais. Mais je m’en sentais totalement incapable et je ne parvenais pas à le lui expliquer. J’avais envie d’être avec elle, mais pas tout de suite, comme si nous étions dans un métro à deux ou trois stations d’intervalle et que nous allions finir

par nous retrouver, un peu plus tard. J'avais besoin de reprendre le contrôle sur ma vie. Sortir seul, si j'en avais envie. Danser. Courir. Hurler de joie. Comme le jour où j'ai jeté les cadeaux du roi, la montre Police et le parfum Hermès, dans les flots sombres de la Seine.

D'aussi loin que je me souvienne, je n'ai jamais eu peur de la solitude, je l'ai toujours appréciée, je l'ai même chérie, peut-être parce que étant enfant unique, je m'y suis habitué très tôt et que j'ai grandi avec. Adolescent, j'ai passé des après-midi entiers en solitaire, au parc Hilton, un parc en plein Rabat. J'enchaînais de longues séances de sport, footing, abdos, avant de retrouver mes amis le soir. Bref. J'ai toujours été un ours du genre sociable, mais l'épreuve de ces 495 nuits a radicalisé mon versant misanthrope. Pour Taline, c'était d'autant plus difficile à comprendre que nous avions vécu une relation fusionnelle, avant Témara.

Aujourd'hui, je sais que la torture saccage et transfigure à jamais sa victime, mais qu'elle ne s'arrête pas là, elle chambarde ses proches et imprime sa marque partout, longtemps après qu'elle a eu lieu. En langage psy, on dit qu'elle vous déshumanise, vous neutralise des années durant, voire toute la vie. Quelques semaines après mon retour, nous en étions là. Je n'étais plus le même, et Taline non plus. Cette épreuve avait brisé tous nos repères et notre quotidien.

J'ai essayé de me remettre à travailler, d'abord dans la sécurité, pour un groupe de luxe mais je ne supportais plus qu'on me donne des ordres, ça me rappelait les tortionnaires. J'ai trouvé quelques missions de chauffeur, en me disant qu'au moins je serais tranquille dans ma voiture, que je passerais mes journées à bouger, mais je n'ai pas persévéré. Puis en juin 2014, j'ai décroché un poste de responsable de la sécurité dans un grand palace parisien, et pour la première fois, je m'y suis senti bien, l'équipe était sympa, je voyais du monde. Ça n'a pas duré longtemps. La veille du dernier jour de ma période d'essai, le directeur m'a convoqué pour m'annoncer qu'il ne prolongeait pas mon contrat. J'étais surpris car personne ne s'était plaint de moi. Au contraire. Très mal à l'aise, il a fini par m'avouer qu'une délégation officielle marocaine de passage à l'hôtel m'avait vu et que quelques heures plus tard, il avait reçu un appel de l'ambassade du Maroc lui demandant de se séparer de moi. C'était ça ou bien il perdait tous ses clients du royaume chérifien, les sœurs du roi, et surtout le secrétaire particulier du roi, Mounir Majidi, qui était un client régulier du restaurant. Il était vraiment désolé mais il ne pouvait pas faire autrement, c'étaient des raisons politiques. Était-ce aussi dû

à ma rencontre, par hasard, avec le cousin du roi, le prince Hicham (qui descendait avec son épouse à l'hôtel), surnommé le « Prince rouge » par les médias marocains en raison de son regard critique sur Mohammed VI et le système politique du pays ? Je l'avais croisé quelques jours plus tôt dans le bar de l'hôtel, le prince m'avait reconnu, présenté sa femme. Bref. Plus d'un an s'était écoulé depuis ma libération, mais même à distance, le Maroc continuait à gangrener ma vie, à tenter de me neutraliser.

En réalité, j'avais beau être revenu à Paris, avoir retrouvé Taline et mes potes et rêver d'apaisement et d'insouciance à leurs côtés, ce n'était qu'un fantasme. J'étais toujours dans une vie à part. Le combat n'était pas fini et je devais le mener sur plusieurs fronts à la fois. Non seulement il me fallait lutter contre les stigmates de la torture et de l'enfermement, mais surtout, et plus que jamais, je voulais obtenir justice. Je voulais parler au roi pour lui demander que les coupables soient poursuivis et que je sois réhabilité. Il était hors de question d'abandonner.

Deux semaines après ma sortie, j'ai donné une conférence de presse à la FIDH où j'ai publiquement demandé audience au roi, et je lui ai envoyé un courrier dans la foulée pour réitérer mon souhait de lui expliquer ce qui se passait dans son royaume à seulement 2,5 kilomètres de chez lui. Son directeur de cabinet nous a rappelés en disant que l'agenda de Mohammed VI était chargé mais que le Palais avait bien pris note de ma requête. Puis en mars 2012, Mohand Laenser, le ministre de l'Intérieur de l'époque, nous a annoncé qu'il était mandaté par Sa Majesté pour « réparer » ce que j'avais subi. Bonne nouvelle, le roi est prêt à rétablir la justice, me suis-je dit. Au début, j'ai laissé Taline répondre aux appels mais j'ai vite compris qu'elle était à bout. Elle s'était battue des jours et des nuits pour obtenir ma libération et l'avait emporté, les militants des droits de l'homme qui lui envoyaient régulièrement des messages de soutien l'avaient d'ailleurs surnommée « laboua », la lionne. Mais il était grand temps qu'elle se remette à penser à elle. J'ai décidé de demander l'aide de maître Patrick Baudouin, président d'honneur de la FIDH. Et je suis remonté sur le ring.

24

Taline

Je ne suis retournée qu'une fois au Maroc, du 3 au 6 mars 2013, avec Zak, sur l'invitation de Mohand Laenser, le ministre de l'Intérieur. Nous avons accepté à reculons tant ce voyage, tous frais payés par le Makhzen, nous mettait mal à l'aise. Je ne voulais plus remettre les pieds sur le sol marocain. Et Zak non plus, même si ses parents lui manquaient cruellement. Mais cela faisait un an que Zak parlementait avec les autorités et le cabinet royal, *via* des dizaines de courriers et appels téléphoniques, et cette fois, le ministre lui avait assuré que le roi le recevrait au Palais Royal. Et que non, il n'était « pas question de nous piéger ». Comme lors de mon précédent voyage, lorsque j'avais rendu visite à Zak à Rommani, j'ai mis tout le monde au courant, le Quai d'Orsay, l'Élysée, les journalistes et associations de droits de l'homme avec lesquels nous étions en contact. Je n'ai en revanche pas prévenu ma mère, pour ne pas l'inquiéter. Je me souviens que j'ai hésité jusqu'au moment d'entrer dans l'avion. J'avais oublié mon porte-bonheur à la maison, un pendentif offert par mon père à ma naissance. C'était forcément un mauvais signe.

À notre descente de l'avion, Hamid Chnouri, le directeur central des Renseignements généraux, nous attendait, tout sourire. Le ministre, nous a-t-il dit, viendrait nous chercher le lendemain pour nous mener au roi. Nous nous sommes mis en route pour le palace La Tour Hassan, suivis de près par la voiture de Rachid, le meilleur ami de Zak auquel il avait demandé de nous escorter et faire office de témoin, au cas où il se passerait quelque chose. Le reste de la journée s'est écoulé sans vagues. Zak était nerveux comme une pile, sursautant au moindre bruit, et moi aussi je me sentais oppressée de me retrouver à nouveau sur le sol marocain, dans la suite d'un palace de Rabat, tous frais payés par le pouvoir, avec un chauffeur à disposition vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Au moins ce séjour nous donnait-il l'occasion de revoir les parents de Zak, je me souviens encore de la joie que j'ai eue à les serrer dans mes bras quand ils nous ont rejoints à l'hôtel, un peu plus tard ce jour-là.

Le lendemain, nous n'avons pas vu le roi. Sa Majesté était occupée, nous a appris Hamid Chnouri, mais elle avait libéré du temps pour une audience le 5 mars. Nous avons objecté que notre retour était justement prévu ce jour-là et Chnouri a aussitôt proposé de changer nos billets, il ne fallait pas manquer cette occasion de tourner la page, a-t-il insisté. Nous avons donc patienté et

nous en avons profité pour nous rendre chez les parents de Zak. Il voulait absolument embrasser sa grand-mère qui vivait désormais seule chez eux, son grand-père étant décédé entre-temps, sans qu'il ait pu lui dire au revoir. Nouvelle journée de retrouvailles avec des voisins, la famille, les amis. Cet après-midi-là, Zak a aussi donné rendez-vous à ses deux amis, ses compagnons de Salé Zaki, qui étaient de passage à Rabat. Ils se sont longuement étreints en riant, puis ils ont fait le tour du pâté de maisons, autour de l'hôtel, Zak ne voulant pas s'en éloigner au cas où le rendez-vous avec le roi serait avancé. Ils ont pris des photos et les deux amis lui ont transmis quelques nouvelles de Lee, qui continuait à purger sa peine au Maroc. Quand Zak m'a rejointe à l'hôtel, il était toujours aussi nerveux. C'était à la fois fabuleux et déroutant pour lui de retrouver ses camarades de cellule, ici, à Rabat, libres, mais même avec eux, la sensation de malaise était toujours là, tapie au creux de son ventre. Ces retrouvailles le replongeaient dans les jours les plus sombres de sa vie. Et ici, il avait l'impression d'être dans la gueule du loup. Pire encore, il comprenait qu'il avait toujours vécu dans une vaste prison à ciel ouvert, dans ce pays où la liberté d'expression n'existe pas, où un sportif ne peut pas réclamer son droit à être sportif, où les journalistes sont poursuivis, où les étudiants et les militants des droits de l'homme se font tabasser quand ils manifestent devant le Parlement, et où l'on torture en toute impunité.

Le 5 mars 2013, Mohand Laenser s'est présenté à l'hôtel comme convenu, accompagné du fidèle Hamid Chnouri, et pour la première fois depuis notre arrivée il a évoqué une offre de réparation matérielle de la part du Maroc. Je me souviens que Zak lui avait demandé de parler en français pour que je puisse comprendre et qu'il ponctuait chaque phrase d'un « Zakaria » appuyé et mielleux. « Je sais combien c'est difficile pour toi d'oublier, Zakaria, et ce n'est pas ce que je te demande, mais il faut absolument que tu tournes la page. Nous allons tout te faciliter. Dès que tu veux rentrer au Maroc, Zakaria, tu nous appelles et nous nous occupons des billets d'avion, *idem* si tes parents, ta famille, souhaitent te rendre visite en France, nous prendrons tout en charge. Tu comprends, nous voulons t'aider à reconstruire ta vie. Pense à ton avenir, Zakaria, ne laisse pas passer cette chance. Nous pouvons te financer un club à Paris, puisque tu vis en France. Il te faudrait un espace de 400 ou 500 m^2, ce serait bien, non ? Nous sommes prêts à te fournir 5 à 6 millions d'euros pour acheter le lieu, les équipements. Bien sûr, si tu veux revendre après, il n'y a aucun problème, c'est ton argent, Zakaria, tu en

disposes comme tu veux. » Par contre, a-t-il insisté d'une voix onctueuse, il fallait bien que Zak comprenne qu'il ne s'agirait pas de réparations officielles. En finançant ce club à Paris, le roi aidait simplement un champion du monde marocain dans la poursuite de sa carrière, comme il avait l'habitude de le faire. Il avait ainsi offert une vaste propriété agricole à Hicham El Guerrouj, le champion du monde d'athlétisme.

Zak a poliment écouté et il a suggéré de baptiser le club « Mohammed VI ». Quand il a lancé qu'il pourrait même ouvrir une filiale à Rabat, je me suis mordu la lèvre jusqu'au sang pour ne pas sourire. Mohand Laenser a bien dû se rendre compte que Zak ironisait, mais il n'en a rien laissé paraître, ou peut-être a-t-il réellement cru que son entêtement avait finalement cédé devant les 6 millions d'euros…

Quand Zak lui a demandé à quelle heure nous devions nous rendre au Palais Royal, il a marqué un temps avant de nous dire que le rendez-vous était reporté au lendemain. « Tu dois comprendre quelque chose d'important, Zakaria, a-t-il enchaîné, avant de voir le roi, il est indispensable que tu composes avec Mounir Majidi et Abdellatif Hammouchi. » J'ai alors compris que Laenser, Chnouri et Majidi voulaient simplement que Zak acquiesce à leur marché, et une fois en audience devant le roi, qu'il se contente de le remercier. Non seulement il devait se sentir heureux d'avoir été enlevé, séquestré, torturé, jeté en prison pendant 495 nuits, pour la coquette somme de 6 millions d'euros, mais ils lui demandaient de « composer » avec son bourreau, de le remercier. Ainsi va le Maroc, on vous torture et puis on achète votre silence.

L'État marocain a certes reconnu la réalité des « années de plomb » et Mohammed VI, dès son accession au trône, a mis en place une commission chargée de l'indemnisation des victimes de torture sous Hassan II. Certaines familles des morts du bagne secret de Tazmamart ont obtenu réparation selon leur degré de parenté. Midhat Bourequat – l'un des trois frères qui ont quitté le mouroir de Tazmamart en 1991, suite aux pressions de la France et des États-Unis – avait reparlé de son affaire devant Zak lors du colloque Justice et Vérité au Parlement européen à Bruxelles en présence de l'eurodéputé Marie-Christine Vergiat le 9 avril 2014 et avait dit qu'ils avaient obtenu 10 millions de francs chacun, l'équivalent de 4,5 millions d'euros de réparation en 1993. Mais les bourreaux n'ont jamais été poursuivis, ni même inquiétés. C'était la même logique avec Zak. Mais nous nous sommes posé la question, ce jour-là, une fois seuls. Devions-nous accepter les 6 millions

d’euros ? La somme était suffisamment énorme pour qu’on y réfléchisse. Nous n’avons pas tergiversé longtemps. La proposition d’indemnisation devait venir de la bouche de Mohammed VI en personne, et les responsables du calvaire de Zak devaient être poursuivis et traduits en justice. L’argent seul ne réparerait rien.

Quand Mohand Laenser nous a proposé de repousser à nouveau la date de notre départ, j’ai courtoisement refusé en expliquant que mon travail m’attendait à Paris, et nous nous sommes dit au revoir. Je pensais que nous en avions fini avec eux mais le soir même, nous avons à nouveau reçu la visite d’Hamid Chnouri. Je me souviens qu’il s’est assis dans le canapé de notre suite et a lentement sorti une grande enveloppe blanche. « À l’intérieur, il y a 10 000 euros », a-t-il souri en la déposant sur la petite table entre nous, « c’est de la part de M. le ministre, un petit cadeau de Sa Majesté, ça veut dire que les choses se sont bien passées, n’est-ce pas ? Allez, tu peux vérifier, Zakaria, compte donc, compte, c’est bien de compter… » Zak l’a remercié en disant que non, il n’allait pas compter, c’était un cadeau. Quand Chnouri a ajouté qu’une petite lettre de remerciement serait bienvenue, Zak lui a promis qu’il le ferait dès son arrivée à Paris. Le lendemain matin, il a laissé sur la table l’enveloppe avec les billets, et sur un bristol il a écrit à la main, de sa plus belle écriture : « Merci beaucoup, mais je suis venu pour voir le roi, je serais honoré de recevoir un présent directement de ses mains. »

Hamid Chnouri nous attendait dans le grand hall de l’hôtel et nous avons pris la route de l’aéroport au petit matin. Ses deux confrères et lui étaient aux petits soins, portant nos bagages, offrant de nous faire patienter dans les salons VIP. Ils nous ont même présentés au commissaire chargé de la sécurité de l’aéroport. J’ai discrètement esquivé sa poignée de main en me serrant contre Zak, c’était au-dessus de mes forces de parler à ce type qui avait vu disparaître mon mari sans dire un mot, le 27 septembre 2010. Une heure plus tard, le commandant de l’avion nous a accueillis au pied de l’appareil et lorsqu’il nous a conduits jusqu’à nos sièges, en première classe, nous nous sommes regardés, interloqués, avec Zak. Cette fois, ils nous avaient vraiment déroulé le tapis rouge…

Quelques instants avant le décollage, le steward est venu nous proposer une place dans la cabine de pilotage, pour assister au décollage. Ça ne m’intéressait pas, Zak l’a suivi. Un quart d’heure plus tard, il était de retour à sa place, visiblement sidéré. Quelques minutes après le décollage, et après lui avoir rapidement expliqué le fonctionnement de l’avion, m’a-t-il raconté en

chuchotant, le pilote s’était lancé dans un discours hallucinant. « Tu sais, ce n’est pas bon d’oublier ton pays, lui avait-il dit, il faut que tu tournes la page. » Je n’en croyais pas mes oreilles, même le pilote se mettait à prononcer les mêmes phrases, à utiliser les mêmes arguments qu’Adil Belgaïd ou Hamid Chnouri ! « Si tu as besoin de voyager, tu m’appelles sur mon portable. Si tu as besoin de quoi que ce soit, si tu veux envoyer ou rapporter quelque chose du Maroc ou d’ailleurs, si toi et ta femme avez envie de voyager ou si tes parents, tes amis, veulent te rendre visite, tu n’as pas besoin de passer par Hamid Chnouri, tu m’appelles directement, tu me dis ce que tu veux et je me charge de tout. » Décidément, le Makhzen avait vraiment le contrôle sur tout, le pays, les esprits. Même le pilote de Royal Air Maroc était en mission pour le roi.

De retour à Paris, nos échanges téléphoniques avec le pouvoir se sont poursuivis mais Mohand Laenser n’a jamais reparlé de l’enveloppe. Zak a enregistré les conversations lorsque c’était possible. Lors de l’une d’entre elles, Hamid Chnouri lui annonce que les 6 millions sont prêts, et qu’il n’a plus qu’à décider du jour de la livraison. « Soit tu viens chercher l’argent au Maroc, soit nous te le ramenons. » Un autre jour, le directeur des renseignements généraux lui explique qu’il est en train d’étudier les modalités de réglement, par virement ou par chèque, réparti sur plusieurs comptes si besoin… « On va vous expliquer comment faire. »

Le dernier appel de Mohand Laenser date du 5 novembre 2013, alors qu’il n’était plus ministre de l’Intérieur. Ce jour-là, il a annoncé à Zak qu’il était hors de question de revenir en arrière sur la réparation de justice, il a répété qu’il devait définitivement tourner la page et « composer » avec ceux qui l’avaient menacé, enlevé, torturé, incarcéré. Mounir Majidi et Abdellatif Hammouchi étaient, lui a-t-il dit, « intouchables ». Zak l’a insulté de tous les noms. Moins de trois semaines plus tard, il est allé manifester avec d’autres associations devant l’ambassade du Maroc à l’occasion de la visite de Mohammed VI aux États-Unis et a envoyé un courrier officiel au président Obama dans lequel il lui expliquait toute l’affaire.

C’est à partir de ce moment-là seulement, sans autre issue, que Zak a décidé de se tourner vers la justice française, avec ses avocats maître Patrick Baudouin et maître Clémence Bectarte : ils ont déposé sa plainte pour torture et complicité de torture contre Mounir Majidi et Abdellatif Hammouchi, le 21 février 2014, devant le pôle spécialisé dans les crimes de guerre et les crimes contre l’humanité. Par la suite, des hauts gradés américains du

Pentagone et des marines l’ont auditionné lors de leur séjour à Paris. Ils avaient des plans détaillés de Témara avec eux, qu’ils ont montrés à Zak comme s’ils voulaient authentifier leurs informations. La commission des services secrets du Sénat américain a fait déclassifier en avril 2014 un rapport de la CIA de 6 600 pages sur les méthodes d’interrogatoire dans la lutte antiterroriste après le 11 Septembre, révélant que le Maroc avait participé au système de torture employé par l’administration américaine pendant cette période. L’existence du centre de Témara y était confirmée.

Cet automne-là, les appels de Mohand Laenser ont donc cessé. Mais c’est à partir de ce moment que les intimidations ont commencé.

25

Zak

Sur la photo, je suis nu, allongé dans un canapé. Mon peignoir blanc est ouvert, et j'ai le sexe dressé comme un pieu, il est énorme. Je suis en train de me caresser.

J'étais en voiture, en chemin vers la maison, quand j'ai reçu ce photomontage grossier sur mon portable, *via* mon application WhatsApp, le 14 octobre 2014. Il était accompagné de ce message : « Vous ne cessez de crier à cor et à cri et de prétendre que vous avez été torturé mais après vérifications il s'est avéré que vous souffrez vraiment, comme en témoigne cette séquence vidéo, la première sur 57 autres disponibles. » L'émissaire était inconnu, mais j'ai immédiatement vu que c'était un numéro marocain. J'ai aussi reconnu le canapé et le peignoir, c'étaient ceux de notre suite à La Tour Hassan de Rabat, lors de notre séjour en mars 2013. Je me suis garé sur le bord de la route. Et le souffle coupé, j'ai zoomé sur le cliché.

Mais oui, c'était bien le salon de notre suite, on apercevait même le reflet de la télévision, dans le tableau accroché au-dessus du canapé. J'ai compris que ce photomontage avait été tiré d'une séquence vidéo prise à notre insu, depuis un appareil installé dans la télé. Que nous avions été filmés vingt-quatre heures sur vingt-quatre et que ce séjour était en réalité un guet-apens. Je n'en revenais pas. Comment le Makhzen, autrement dit le plus haut niveau de l'État, pouvait-il s'abaisser à ces méthodes de voyou ? Comment le roi, Commandeur des croyants, pouvait-il tolérer de telles pratiques et laisser salir son image ? Comment un agent des services secrets, peut-être même s'y étaient-ils pris à plusieurs, avait-il pu passer ne serait-ce qu'une minute sur ce photomontage à caractère pornographique ? Les autorités marocaines devaient être à court d'arguments et en proie à une vraie panique, pour en venir à ce chantage nauséabond.

J'ai immédiatement prévenu Taline, puis Patrick Baudouin, mon avocat, et nous avons décidé de temporiser.

Mais un mois plus tard, le 25 novembre, j'ai reçu un autre photomontage. C'était quasiment le même plan, en plus flou. Le message était plus laconique : 2/57. Je n'ai jamais reçu les 55 autres clichés annoncés, ils doivent dormir quelque part, dans l'ordinateur d'un bureau de la DGST marocaine. Mais les intimidations, en revanche, n'ont pas cessé.

Je m'étais déjà habitué au harcèlement judiciaire. Celui-ci avait débuté à peine avais-je refusé de composer avec le pouvoir. Et il s'est intensifié au

lendemain de ma première plainte pour torture et complicité de torture contre Abdellatif Hammouchi et Mounir Majidi, déposée par mes avocats Patrick Baudouin et maître Clémence Bectarte le 21 février 2014. À ce jour, et en plus de la poursuite lancée contre moi au Maroc par le ministère de l'Intérieur, cinq plaintes pour diffamation ont été déposées en France à mon encontre, par Mounir Majidi et par le royaume du Maroc qui s'est porté partie civile contre moi, BFM TV et iTélé mais aucune d'Abdellatif Hammouchi qui sait très bien que nous nous sommes vus dans la salle de torture de Témara. Je me souviens que j'ai trouvé ça fou, quand j'ai récupéré la citation directe chez l'huissier de justice, j'ai alors prévenu mes avocats : après la torture, l'incarcération, voilà que le royaume du Maroc s'attaque à moi devant les tribunaux français ! Je vis cela comme un harcèlement judiciaire dans l'unique but de me faire taire. Il devait y avoir une certaine nervosité à la tête du Royaume pour qu'ils en arrivent là. Lors de la manifestation du 11 janvier 2015 contre les attentats à *Charlie Hebdo* et à l'Hyper Cacher, j'avais dénoncé sur iTélé et BFM la présence d'officiels marocains à cet événement qui célébrait la liberté d'expression. Officiels qui n'ont d'ailleurs pas participé à la marche. Et j'avais à nouveau rappelé que j'avais été enlevé, séquestré, torturé et que j'avais vu Abdellatif Hammouchi dans la salle de torture à Témara.

Dans la plainte pour diffamation déposée contre moi par le royaume du Maroc, il est écrit que je suis Zakaria Moumni, « prétendu champion du monde » alors que j'avais représenté et honoré ce royaume et que j'ai bien mon diplôme qui prouve que je suis champion du monde senior. Un jour, peut-être diront-ils que je ne suis pas né à Rabat, mais que je suis brésilien, comme Abraham Serfaty, cet opposant marocain au régime d'Hassan II dont le pouvoir avait dit qu'il était de nationalité brésilienne.

Les médias marocains soumis au Makhzen n'ont pas non plus été en reste de mystifications et ont organisé une véritable campagne de diffamation contre moi, comme ils ont l'habitude de le faire avec les défenseurs des droits de l'homme, les militants politiques et les journalistes indépendants… Le spécialiste du genre est sans conteste le site internet, très proche de Majidi, qui a publié une cinquantaine d'articles contre moi, m'accusant tantôt d'être une marionnette instrumentalisée par le cousin du roi, le prince Hicham, par la journaliste spécialiste du Maroc, Catherine Graciet, par le Front Polisario ou par les services secrets algériens, tantôt d'être un « champion en toc » qui aurait inventé de prétendus titres sportifs… Alors que, moi, je ne suis

influencé par personne et mon honneur n'a pas de prix.

Plus étonnant, l'ex-ministre de l'Intérieur Mohand Laenser lui-même s'est empêtré dans les calomnies et les mensonges. Après avoir déclaré à la presse marocaine qu'il ne m'avait jamais rencontré de sa vie, il a fini par se contredire après la publication d'un article dans l'hebdomadaire *Al-ousboue* en racontant qu'il était entré en contact avec moi « deux ou trois fois » et, a-t-il précisé, que j'avais été « filmé par des éléments du renseignement marocain durant les négociations ». Quand j'ai découvert ces articles, je n'en ai pas cru mes yeux. Mohand Laenser croyait me calomnier et, incroyable mais vrai, voilà qu'il reconnaissait les pratiques des services du Royaume et ajoutait une preuve de plus à mon dossier !

Bref. La liste des fabulations, des intimidations, des menaces est longue et j'en ai noté les détails, scrupuleusement, pour ne rien oublier.

Appartement, 25 novembre 2014 :

Vers 22 heures, on a sonné à l'Interphone et j'ai entendu une voix masculine me menacer en arabe : « Si tu ne retires pas les plaintes contre Majidi et Hammouchi, on va rendre publiques les vidéos et tu auras des représailles, j'espère que tu as compris le message. » J'ai dévalé l'escalier mais le type avait disparu.

Un cliché porno et des menaces le même jour : en remontant à l'appartement, j'ai compris qu'ils n'avaient pas dû apprécier la lettre que j'avais envoyée la veille au roi ainsi qu'aux organisateurs du Forum mondial des droits de l'homme, qui se tenait fin novembre au Maroc. Plusieurs journaux l'avaient publiée le matin même. Ça les avait rendus fous.

Je suis allé déposer une main courante le soir même et mes avocats ont déposé une plainte le 2 décembre 2014 au tribunal de grande instance de Nanterre pour menaces, intimidations et atteinte à l'intimité de la vie privée. Face à l'inaction du parquet, mes avocats ont redéposé plainte avec constitution de partie civile le 27 mars 2015 au même tribunal, pour les mêmes motifs.

Boulevard Haussmann, 22 décembre 2014 :

Aujourd'hui, deux Marocains m'ont abordé en arabe dans la rue.

– Incroyable, Zakaria Moumni, le champion ! On t'a vu à la télé !

– Oui…

Au début je ne me suis pas méfié, ça m'est souvent arrivé que des Marocains me reconnaissent et me demandent un autographe ou une photo. Mais l'un des types a continué, et j'ai aussitôt reconnu l'argumentaire des

agents des services marocains.

– On a bien suivi ton affaire. Franchement, ça te manque pas le Maroc ? Quand même, c’est ton pays, pourquoi tu tournes pas la page…

– Qui vous êtes, qui vous envoie ? J’ai pas de temps à perdre, arrêtez de tourner autour du pot, dites-moi ce que vous voulez !

– C’est vrai, on travaille pour le Maroc, on est proches du roi, si tu as un message, on le transmet directement à Sa Majesté. Par contre, maintenant, il faut régler l’affaire, tout ça commence à prendre trop d’ampleur…

– D’accord les gars, je vais vous dire comment : le roi n’a qu’à me recevoir officiellement, reconnaître la torture et l’incarcération arbitraire, juger les coupables, et c’est fini.

– Ah, mais ce n’est pas comme ça que ça se passe… On peut trouver un arrangement, on t’organise un rendez-vous quand tu veux et tu auras des excuses de la bouche même de Majidi et Hammouchi. Mais une reconnaissance officielle, tu sais, c’est compliqué… Le plus simple pour tout le monde, ce serait que tu dises que t’as été manipulé par le prince Hicham. Toi, t’as jamais voulu porter plainte en France ou entrer en guerre contre ton pays, t’as jamais insulté le Maroc mais le prince t’a poussé à agir comme ça…

– Ça veut dire quoi ? Que je suis une marionnette ? Si vous avez des comptes à régler avec le prince Hicham, réglez-les loin de moi.

– Mais non, ça veut rien dire, t’inquiète pas, ça sortira jamais dans la presse, tu diras ça à Sa Majesté et ça restera entre lui et toi. Tu sais, on veut juste t’aider à régler ton histoire. Fais un pas vers le Maroc et le Maroc t’aidera.

Appartement, fin janvier 2015 :

Cette semaine, mon gardien a trouvé un message sur le répondeur de la loge. Le numéro était masqué. Une femme, qui se présente comme officier de la police judiciaire française, sans décliner son nom, demande si je dors bien tous les soirs à la résidence, et si les codes d’entrée ont récemment été changés.

J’ai déposé une main courante au commissariat.

Quartier de l’Étoile, 5 mars 2015 :

En sortant du bureau de mes avocats, Patrick Baudouin et Clémence Bectarte, j’ai marché quelques mètres en direction de la place de l’Étoile. J’étais en train de regarder dans ma sacoche quand j’ai entendu quelqu’un crier mon prénom. Je me suis retourné et j’ai reconnu un voisin de mon

quartier, à Rabat.
– Waouh, quelle surprise !
On venait à peine de se faire la bise quand un passant nous a alpagués.
– Ah, mais vous êtes des Marocains !
Je me suis retourné vers mon pote, qui, gêné, a reconnu qu'ils étaient ensemble. Tous deux travaillaient dans la police marocaine et étaient de passage à Paris pour faire un stage, m'a-t-il dit. Le même discours a recommencé, j'avais l'impression d'écouter un vieux disque rayé.
– Mais franchement, Zak, t'as fait trembler le trône au Maroc, t'as retourné tout le Royaume, ça se fait pas !
– Je dis que la vérité. Au Maroc, il y a des gens qui torturent et qui se croient au-dessus des lois…
– D'accord mais toi, faut que tu penses à ton pays, que tu tournes la page ! Et puis, t'es inconscient, tu ne vas pas te battre contre un État ! Tes parents, ils ne te manquent pas ? Tu sais, je voudrais que tu sois comme les autres champions qui ont réussi au Maroc. Ouvrir un club de sport, ça ne te tente pas ? J'ai rencontré ton père et ta mère, ils sont tristes, tu leur manques. Pense à tout ce que tu vas perdre si tu continues…
– J'ai rien à perdre, tout à gagner.
– Alors si t'as gagné, il faut pardonner. Au fond de toi, je suis sûr que tu te dis que t'arrives pas à te sortir de cette affaire… Fais le premier pas, et tout se passera bien.
Il a répété ces mots une dizaine de fois, « fais le premier pas, fais le premier pas… »
J'ai déposé une main courante.
Dans mon quartier, 11 mars 2015 :
J'étais en chemin vers mon appartement, après ma séance de jogging, quand deux types m'ont abordé en me demandant s'ils pouvaient prendre une photo avec moi. Quand ils ont commencé à parler, j'ai immédiatement compris que j'avais affaire à deux agents marocains. Ils m'ont à nouveau parlé de la plainte déposée contre Mounir Majidi et Abdellatif Hammouchi. « T'es vraiment sûr de ce que tu fais ? Tu t'attaques à un État, c'est grave ! Allez, n'oublie pas le Maroc, c'est ton pays. » Eux aussi m'ont demandé d'envoyer un courrier au roi en lui disant que c'était son cousin le prince Hicham qui m'avait poussé à porter plainte. Si je le faisais, m'ont-ils répété, je serais reçu directement par Sa Majesté. Je les ai traités de tous les noms et leur ai expliqué que personne ne m'utilisera pour régler des comptes avec le

prince Hicham ou quelqu’un d’autre.

J’ai déposé une main courante.

Ils ne m’auront pas.

26

Taline

Nous n'avons jamais repris une vie normale. Depuis que Zak a été libéré, nous faisons couple à trois avec cette affaire. Mais il m'a fallu des semaines, des mois avant de l'accepter. J'avais eu mon compte de mélodrames, je voulais tant oublier. J'aurais donné tout l'or du monde pour que Zak et moi nous retrouvions sur une île déserte ou une autre planète, juste lui et moi, loin de tout et surtout du Maroc, de Majidi, d'Hammouchi et de Mohammed VI. Nous avons essayé. Il y a eu Londres, Barcelone, New York, Rio de Janeiro, Salvador de Bahia… Mais le Maroc nous poursuit, où que nous nous trouvions. Il est dans la tête de Zak, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Des vacances à l'autre bout du monde ne peuvent rien y changer. C'est d'ailleurs sur la plage de Copacabana que nous avons rédigé le courrier que Zak a adressé à François Hollande, après le dépôt de sa plainte le 21 février 2014.

Pourtant, un jour, je ne sais pas au juste quand, j'ai commencé à faire le deuil de notre vie d'avant et j'ai regardé l'autre, la nouvelle, les yeux dans les yeux. Cet homme était le mien, nous nous étions choisis envers et contre tout, et j'avais beau pester contre cette vie souvent lourde et tourmentée, c'était la mienne et il me fallait la vivre pleinement. C'est à partir de là que j'ai remonté la pente, grâce à ma mère et mes amis. J'ai parlé, parlé, beaucoup pleuré aussi, et peu à peu j'ai senti mes idées s'ordonner, le puzzle de ma vie se reconstituer. Pas à pas, j'ai avancé sur le chemin du sevrage, et Zak m'a inlassablement encouragée. Je n'ai plus touché un verre et je cours tous les soirs, en rentrant du boulot. J'ai perdu 25 kg.

Je ne regrette rien.

Quand Zak était incarcéré, j'ai souvent entendu la même et ennuyeuse ritournelle : tu sais, toutes les femmes ne feraient pas ce que tu fais, toutes les femmes ne le soutiendraient pas comme ça. Je me souviens d'une connaissance croisée lors d'un dîner, et qui m'a dit, en toute sincérité : mais attends, ton mec, il est marocain, il a sa famille là-bas qui peut l'aider… L'idée d'abandonner Zak à son sort ne m'a jamais effleuré l'esprit, c'est mon homme, j'ai toujours su que je m'acharnerais jusqu'au bout pour le faire libérer. Je sais aussi que, s'il me fallait aujourd'hui reprendre le combat tel que nous l'avons mené, je le referais sans hésitation. Je me sens si fière de ce que nous avons accompli. J'y ai laissé des plumes, mais j'ai vécu la guerre, la vraie, au Liban et ce qui m'est arrivé n'est pas comparable. Le poids, ça se prend, ça se perd ; j'ai un travail qui me plaît. Zak, en revanche, a vécu une

épreuve qui ressemble à une guerre totale, et une métamorphose totale. En réalité, nous avons mené deux combats en même temps, mais qui n'avaient rien à voir. J'ai lutté pour le faire sortir. Il a lutté pour survivre.

Aujourd'hui, Zak continue à se battre, et je me suis mise en retrait, mais tout contre lui, toujours à ses côtés, comme sur la photographie de nous deux sur la couverture de ce livre. Je sais que cette nouvelle bataille pour obtenir des excuses officielles et sa réhabilitation complète est plus importante que celle que nous avons conduite jusqu'au 4 février 2012, et je le vois s'épanouir dans l'action, jour après jour. Zak n'est plus le jeune homme qui avait manifesté devant le château de Betz, plein d'espoir et de candeur. Il a mûri, il s'est endurci, mais son obstination, son optimisme, son enthousiasme ont résisté à tout, comme s'ils étaient insubmersibles. Il a quitté la forteresse de Salé Zaki aussi fier que lorsqu'il y était entré, comme un champion. Aujourd'hui, son histoire est sans doute la plus connue de toutes les affaires de torture et de violation des droits de l'homme qui entachent le règne de Mohammed VI, et nous sommes toujours ensemble. Bien sûr, il y a des hauts et des bas. Nous continuons à chercher nos marques. Et certains jours, je voudrais tout effacer de ma mémoire, ne plus jamais entendre parler du Maroc, du Makhzen, de Mounir Majidi ou d'Abdellatif Hammouchi. Mais je m'accroche et je me souviens de cette phrase que me répétait mon amie Myriam, quand Zak était en prison et que je lui posais toujours la même et unique question : combien de temps ça va durer ? Pendant des mois et des mois, Myriam m'a inlassablement répondu : il faut se faire du temps un allié. C'est devenu mon mantra. Je laisse du temps au temps.

Je sais que le socle qui nous lie s'est solidifié plus encore. Nous avons expérimenté pleinement la fameuse devise, « ce qui ne me tue pas me rend plus fort » et c'est comme un pied de nez que nous faisons à l'État marocain depuis le 4 février 2012 : vous avez voulu nous détruire, eh bien, regardez-nous, nous sommes debout et bien vivants face à vous. Nous vous narguons de notre optimisme. Nous construisons, et ce livre que vous avez sous les yeux en est le symbole.

La vie est belle. Nous n'avons peur de rien. Pas même de leurs tentatives d'intimidation. Je refuse de vivre dans la paranoïa et l'angoisse qu'ils veulent nous imposer, ils nous ont déjà pris trop d'années. Pourquoi laisserais-je le pouvoir marocain continuer à pulvériser nos vies ? Je vis en France, la France est mon pays, et j'ai confiance en elle, je sais qu'il ne peut rien m'arriver ici, c'est peut-être naïf mais j'y crois, tout comme je crois en notre Justice.

Quand Zak a reçu le premier photomontage à caractère pornographique, j'ai été surprise de ce moyen sordide utilisé par le pouvoir marocain pour nous intimider. Ils en étaient réduits à cela, ils n'avaient donc aucun argument à nous opposer. J'étais destabilisée pendant un jour ou deux et puis c'est passé. Ils ont menacé de diffuser leurs clichés, ils ont aussi dû prendre des photos de moi, mais que peuvent-ils en faire ? Qui donc les diffusera ? Et qui, aujourd'hui, y croira ?

Il y a dans ce feuilleton abrutissant un étonnant mélange de violence d'État et d'amateurisme. Aujourd'hui encore, j'ai de la peine à croire que le roi du Maroc ait ainsi pu mettre en branle tout son gouvernement, son pouvoir politique et judiciaire parce qu'un jour son secrétaire particulier, Mounir Majidi, en a eu assez d'un jeune champion entêté qui avait l'audace de réclamer le respect d'un droit, et a voulu se venger de cet affront. Comment le pouvoir va-t-il s'en sortir ? Nous les avons acculés au pied du mur, tant et plus qu'ils ne savent comment faire pour résoudre cette affaire et en sortir sans trop de dommages pour la royauté. En réalité, nous avons déjà gagné. Je l'ai compris le jour où le roi a envoyé son émissaire Adil Belgaïd à Salé Zaki.

Ils se fatigueront avant nous.

27
Zak

Ma mère m'a raconté que je n'ai pas crié à ma naissance, comme le font d'ordinaire les nouveau-nés. Mes lèvres étaient collées l'une contre l'autre, ma bouche hermétiquement fermée. Les médecins m'ont placé en couveuse et m'ont nourri en me faisant des injections dans le mollet. Au dixième jour, voyant que je n'ouvrais toujours pas la bouche, ils ont décidé de pratiquer une incision. Ce matin-là, en attendant que les médecins viennent me chercher, ma grand-mère maternelle m'a bercé dans le creux de ses bras puis s'est mise à me masser les lèvres avec quelques gouttes d'eau sucrée. Doucement, longuement, du bout de ses doigts tendres. Quelques minutes se sont écoulées, une dizaine peut-être, et les beaux yeux sombres de ma grand-mère se sont illuminés. Un petit bout de langue rose venait d'apparaître. Mes lèvres se sont entrouvertes et enfin, j'ai pu crier.

C'était il y a trente-cinq ans et aujourd'hui, je crie toujours. Peut-être est-ce pour réparer l'absence de ce cri originel que je n'ai jamais cessé de m'indigner, de réclamer justice haut et fort, devant la voiture du roi à Rabat, devant les grilles de son château de l'Oise, et maintenant, avec ce combat que je mène devant les tribunaux. Peut-être. Ce serait une belle fable à raconter à nos enfants, plus tard, quand tout sera fini.

Jusqu'à quand vais-je devoir crier ? J'ai des moments d'abattement, où je me dis que cette histoire ne s'arrêtera jamais. Il y a quelques mois, j'ai fait un cauchemar où j'ai revécu Témara. Mes bourreaux m'ont à nouveau bandé les yeux, ligoté, électrocuté, tabassé, menacé de mort. Je me suis réveillé en sueur, je me suis redressé sur le bord de mon lit. Je me suis dit, ce n'est toujours pas fini. Mes tibias et mon cerveau porteront à jamais les stigmates de Témara. La torture va me pourchasser des années encore, peut-être toute ma vie durant. Elle m'attend, tapie dans l'ombre de mon sommeil et s'empare de mes nuits. Elle surgit en plein jour, sans crier gare, brutale, incontrôlable.

À la fin de l'année 2013, sur les conseils d'Annie Delay, d'Amnesty International, j'ai commencé à consulter Omar Guerrero, psychiatre au centre Primo-Levi, un centre de soins qui accueille des personnes ayant été victimes de la torture ou de la violence politique dans leur pays d'origine, quel que soit leur statut administratif en France. Je m'y rends chaque semaine, et ces séances me sont devenues indispensables. Je serai éternellement reconnaissant à Sibel Agrali, la directrice de Primo-Levi, à Omar Guerrero et à cette équipe qui m'aide à revivre. Ce sont des individus exceptionnels, tout

comme Éric Goldstein, Khadija Ryadi, Brahim Elansari, Samira Bouslama, Ayad Ahram et tous ces militants des droits de l'homme que Taline et moi avons connus dans les ONG, qui nous ont soutenus et accompagnés jusqu'à aujourd'hui. Comme mes avocats, Abderrahim Jamaï, Patrick Baudouin, Clémence Bectarte, qui n'ont jamais relâché leurs efforts et luttent pour que justice soit faite. Comme tous ces journalistes aussi, qui informent coûte que coûte et se battent pour cette si précieuse liberté d'expression, et dont certains sont devenus des amis. Cette épreuve m'aura aussi permis de rencontrer des êtres magnifiques. Sans eux, je ne serais pas là aujourd'hui.

À Primo-Levi, je croise des victimes de torture qui me racontent la terreur qui les saisit à la vue d'un policier en uniforme. Ce n'est pas mon cas, mes bourreaux étaient en tenue civile, leurs visages me hantent. Au fil des séances, j'apprends à affronter les démons qui me harcèlent et me tourmentent. J'apprends à vivre après la torture, après la prison, après l'injustice. Ce travail prendra sans doute des années, je sais que la torture peut vous neutraliser longtemps, parfois jusqu'au dernier jour, et qu'on ne quitte les ténèbres que pas à pas. Mais grâce à Omar, Taline, mes parents, ma famille, mes amis, comme Médéric avec lequel je m'entraîne à la boxe régulièrement, j'avance sur ce chemin, je trouve des clés, et pour la première fois depuis ma libération, je sens monter du plus profond de mon être l'envie de passer à autre chose.

Enfin.

Je me suis inscrit dans une nouvelle salle de boxe où grâce au soutien de mon coach Jean-Charles Skarbowski, un ancien champion de muay-thaï, j'ai peu à peu repris les entraînements et les compétitions, je me suis fait des amis dans le milieu : Fabrice, Mao, Olivier, Brian. J'ai d'ailleurs été vainqueur du Gala international de boxe thaïe organisé en Belgique le 25 mai 2013 dans la catégorie moins de 75 kg. J'ai repris contact avec mes anciens clients de coaching. J'ai même le projet de constituer une structure de coaching sportif. Je ne veux pas leur donner la chance de se dire : voilà, il ne pense qu'à nous, nous avons gagné.

Bien sûr, je pense toujours à eux, et ils se rappellent sans cesse à moi, au fil des articles qui salissent mon nom et mon honneur dans la presse marocaine inféodée au Makhzen, des intimidations, des menaces et des rebondissements judiciaires. Mais mon affaire marocaine n'envahit plus ma vie comme naguère. Dans l'armoire de ma conscience, elle repose désormais dans un tiroir étiqueté « dossier en cours ». Je l'ouvre. Je le ferme. Un jour viendra où

je pourrai le clore définitivement. « Dossier classé ». Quand ? Je ne sais pas. Cela prendra sans doute des années encore. Mais je suis prêt.

Le 27 mars 2015, mes avocats et moi avons remporté une immense victoire, la plus importante à ce jour depuis ma sortie de Salé Zaki. Au bout de quatorze mois d'enquête préliminaire, le parquet de Paris a annoncé qu'il avait suffisamment d'éléments pour poursuivre Abdellatif Hammouchi en justice pour des infractions relevant de la torture. Il a envoyé aux autorités judiciaires marocaines une « dénonciation officielle aux fins de poursuites », ce qui revient à demander à Rabat d'ouvrir une procédure judiciaire contre Hammouchi. Cette dénonciation, appuyée notamment sur des expertises médicales et psychologiques, confirme officiellement le bien-fondé de mes allégations. J'ai vu le directeur de la DGST à Témara. J'ai fourni aux enquêteurs du Pôle « crimes de guerre/crimes contre l'humanité » les noms de deux bourreaux que j'ai identifiés, Mouloud Oukhouya et Mohamed Karaa. Cerise sur le gâteau, leurs noms et signatures figurent sur le procès-verbal monté de toutes pièces par la DGST, à ma sortie de Témara.

Mes avocats et moi avons remporté cette première manche, malgré les innombrables tentatives pour me déstabiliser et me décrédibiliser. C'est une première, sous le règne de Mohammed VI, même si je ne suis pas le seul à demander justice. De nombreuses voix s'élèvent au Maroc pour que les allégations de torture donnent lieu à des enquêtes, à des procès. Et en France, Adil Lamtalsi, le producteur de cinéma franco-marocain, ou Mostafa Naïm, lui aussi binational soutenu par l'ACAT, ont également déposé plainte contre Abdellatif Hammouchi pour torture et complicité de torture.

Je sais que je lutte contre un État. Je sais que c'est fou. Mais je n'ai plus peur de rien. À Témara, j'ai goûté à la mort, j'ai cru que jamais plus je ne reverrais la lumière, le soleil, la mer. J'ai survécu. Puis il y a eu Salé Zaki, puis Rommani, et à nouveau Salé Zaki et là encore, j'en suis sorti meilleur et fortifié par la souffrance. Aujourd'hui, ce sont eux qui ont peur de moi, ce sont eux qui veulent me faire taire. Je veux la justice et je me battrai jusqu'au bout pour l'obtenir car le sentiment d'injustice est encore pire que la torture. Je veux obtenir réparation, comme le prévoit l'article 4 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, que le Maroc a ratifié.

« Tout État partie veille à ce que tous les actes de torture constituent des infractions au regard de son droit pénal. Il en est de même de la tentative de pratiquer la torture ou de tout acte commis par n'importe quelle personne qui

constitue une complicité ou une participation à l'acte de torture.

Tout État partie rend ces infractions passibles de peines appropriées qui prennent en considération leur gravité. »

Ni Abdellatif Hammouchi ni Mounir Majidi ne jouiront de l'impunité.

J'ai cru en Mohammed VI jusqu'au bout. J'ai remporté le championnat du monde senior en 1999, trois mois après son accession au trône du Maroc. Ce roi jeune, démocrate, dans lequel je me reconnaissais totalement, j'étais tellement convaincu qu'il finirait par me rencontrer et me rendre justice ! Pendant des années, je lui ai trouvé toutes les excuses qui pouvaient exister : il n'était pas au courant de mes démarches ; son entourage lui cachait tout et le tenait éloigné des réalités de la corruption et des souffrances de son peuple. Je ne pouvais pas croire que Mohammed VI cautionnait les menaces de mort de son secrétaire particulier, et le 27 septembre 2010, quand je suis rentré au Maroc pour demander l'autorisation de représenter mon pays à un championnat du monde en Écosse, j'ai pris l'avion en toute confiance.

J'ai de la peine à y croire aujourd'hui, mais quand je suis sorti de Témara, j'étais toujours convaincu qu'il ne savait pas. C'était impossible. Mohammed VI, le Commandeur des croyants, le descendant du prophète Mohammed, le chef suprême des armées, l'autorité suprême judiciaire, le président du Conseil des ministres, le symbole de la justice, qui garantit la sécurité dans le pays, la coexistence pacifique entre les Berbères, les Rifains, les Arabes, ne pouvait pas être associé à des faits de torture, même si mes tortionnaires m'avaient vomi au visage qu'ils agissaient au nom du roi. Malgré le faux procès, malgré les appels et la cassation, malgré tout et le reste, j'ai continué à lui donner toutes les excuses du fin fond de mes geôles de Rommani et Salé Zaki.

Le voile qui m'obscurcissait la vue a commencé à se dissiper le jour de mes 32 ans, quand le roi m'a gracié. Ce jour-là, l'idée que le roi puisse effectivement être au courant et cautionner les pires ignominies au sein de son royaume s'est immiscée dans mon esprit. De retour à Paris, les questions n'ont plus cessé de tourner dans mon crâne. Pourquoi le roi gardait-il le silence malgré toutes les preuves que je lui adressais *via* l'ambassade, la presse, la télé, la radio, les courriers envoyés au cabinet royal ? Devais-je vraiment croire mes bourreaux, qui m'avaient dit suivre les ordres du roi ?

J'ai eu besoin d'accumuler les preuves matérielles, encore et toujours. Les enregistrements des conversations que Taline et moi avons eues avec son émissaire personnel, Adil Belgaïd, avec son ministre de l'Intérieur, Mohand

Laenser, avec le directeur central des Renseignements généraux marocains, Hamid Chnouri. Le dossier des courriers pour demander audience au roi, adressés au Palais, au directeur du Protocole royal et de la Chancellerie, Abdeljaouad Belhaj, qui m'a d'ailleurs confirmé qu'ils avaient été transmis à Sa Majesté. Et celui des coupures de presse, des émissions, des interviews qui racontent tout, dans toutes les langues. La liste des médias qui ont couvert mon affaire est si longue : *Le Monde, Le Nouvel Observateur, Libération, Le Parisien, Le Point, Marianne, Le Figaro, Le Canard enchaîné, L'Express, La Tribune, L'Humanité, La Croix, Mediapart, El Mundo, El País, The Guardian, The Washington Post, Fox News, The New York Times, Die Welt, Le Soir, BBC News, New York Daily News, RTBF info*, la presse marocaine *Demainonline, Al-ousboue Assahafi, Badil.info, Telquel, Anwalpress, Alifpost* mais aussi *RTL, Radio France, France Inter, Europe 1, France Culture, RFI, TV5 Monde, France 3, iTélé, France 24, Al Jazeera, Al Jazeera Sport, BFM TV, Canal Plus…*

J'ai même interpellé Driss El Yazami, conseiller du roi et président du Conseil national des droits de l'homme, lors d'une conférence qu'il a donnée à l'Institut des cultures d'islam, le 21 décembre 2014. Mais il n'a rien voulu entendre et la réunion a été suspendue. Le soir même de cette rencontre, Taline a reçu sur son portable une invitation de sa part à jouer à un jeu en ligne, Candy Crush. C'était un message automatique lancé par son compte Facebook – Driss El Yazami faisait encore partie de ses contacts Facebook à l'époque. La coïncidence était cocasse. On a ri en se disant que c'est ainsi qu'il réglait les problèmes des droits de l'homme au Maroc…

En février 2015, je me suis encore rendu à l'Institut du monde arabe. Je savais que la sœur du roi, la princesse Lalla Meryem, devait y décorer trois hauts dignitaires religieux et j'ai voulu lui remettre un dernier courrier à l'intention du roi, accompagné d'un CD contenant quelques enregistrements téléphoniques avec ses émissaires. Le commissaire divisionnaire présent à l'entrée ne m'a bien sûr pas laissé entrer mais il m'a assuré qu'il transmettrait le message en mains propres. Encore une preuve supplémentaire.

Aujourd'hui, je sais. Je sais que Mohammed VI, le roi du Maroc, est au courant de ce qui m'est arrivé dans son Royaume, sous son règne. Je sais que c'est en son nom que j'ai été arrêté pour « atteinte à la sacralité du roi », torturé à seulement 2,5 kilomètres de sa résidence privée, jugé lors d'un procès inique, puis jeté en prison. Je sais que Mohammed VI protège les responsables de mon enlèvement, de mes tortures, de mon incarcération

arbitraire. Je sais qu'il maintient Abdellatif Hammouchi dans ses fonctions, en dépit des poursuites engagées contre lui par la justice française, qu'il a même ajouté à ses fonctions à la tête de la DGST celle de directeur de la DGSN, la Direction générale de la sûreté nationale, le principal corps de la police marocaine, il a même évincé la gendarmerie royale de la surveillance des palais royaux et des locaux de la DGED (Direction générale des études et de la documentation) pour mettre à la place les hommes d'Hammouchi. Mohammed VI continue à porter haut et fort le message de l'impunité. Même s'il a admis devant Navy Pillay, l'ancienne haut-commissaire des Nations unies en charge des droits humains, l'existence de quelques cas isolés de torture, et lui a affirmé qu'ils étaient intolérables…

Cette prise de conscience, que j'ai payée au prix fort, je sais aussi que de plus en plus de Marocains sont en train de la vivre à leur tour. Jour après jour, l'image de la royauté décline, au fil des révélations sur les atteintes aux droits de l'homme ou sur la corruption qui gangrène le pays. En janvier 2015, *Le Monde* a ainsi publié une vaste enquête sur un système international de fraude fiscale. Parmi les noms cités figurait celui de Mohammed VI, qui aurait ouvert un compte commun avec Mounir Majidi, en Suisse, en 2006. Un compte qui vient s'ajouter à l'immense fortune du roi, estimée par le magazine *Forbes* à près de 2 milliards d'euros. Dans une note secrète du 11 décembre 2009 du consulat américain à Casablanca publiée en décembre 2010, le conseiller commercial dénonce l'étendue de la corruption jusqu'au plus haut sommet de l'État, et la manière dont le Palais Royal utilise les principales institutions et les procédures de l'État marocain pour faire pression et demander des pots-de-vin dans le secteur immobilier. Trois noms reviennent. Mounir Majidi, Fouad Ali El Himma, ami intime et conseiller du souverain, et le roi lui-même.

Les Marocains en prennent conscience, pas à pas. Le Printemps marocain a eu lieu. J'ai été le premier Marocain à manifester derrière les grilles du roi, à Betz. Mais que de chemin parcouru depuis ! En février 2011, alors que je croupissais dans ma cellule de Salé Zaki, ce sont des centaines de milliers de Marocains qui sont sortis dans la rue pour demander une monarchie parlementaire, hurler leur ras-le-bol de la corruption et exiger l'éviction de Mounir Majidi ou Fouad Ali El Himma. Ces manifestations sont les plus importantes de l'histoire du Maroc. L'actuel chef du gouvernement lui-même, Abdelilah Benkirane, a interpellé le roi, après le 20 février : « Majesté, le Maroc ne tolère plus les gens comme Himma, Majidi, Ommari.

Ces individus commandent le gouvernement, donnent des instructions par téléphone, font peur aux hommes de l'État, insultent le directeur général de la Sécurité nationale, donnent des directives aux juges. Ils puisent leur pouvoir de leur proximité avec toi, ils ne font aucun bien et ne font que semer le *fessad* (la corruption) et tout cela n'est plus acceptable. »

Les informations sur la torture s'accumulent, elles aussi. Dans un rapport rendu public en mai 2015, Amnesty International recense 173 cas de torture et mauvais traitements au Maroc, entre 2010 et 2014, contre tous types de personnes : militants politiques, étudiants engagés à gauche, partisans de l'autodétermination du Sahara occidental, islamistes ou suspects de droit commun… Fin mai, le comité contre la torture de l'ONU a déclaré recevable la plainte de l'activiste sahraoui Naâma Asfari, aujourd'hui incarcéré à Salé. Et la Cour européenne des droits de l'homme a refusé l'extradition vers Rabat d'un terroriste marocain condamné en Belgique, pour risque de torture.

On a souvent dit que le Maroc de Mohammed VI présentait un meilleur bilan en matière de droits humains que ses voisins, à part la Tunisie. Mais je suis, à côté de ces dizaines de cas, l'exemple vivant que les enlèvements, les séquestrations, les cas de torture perdurent au Royaume, sans que les responsables ne soient inquiétés. Après Hassan II et la prison secrète de Tazmamart, symbole de l'oppression des « années de plomb », nous avons aujourd'hui Mohammed VI et la prison secrète de Témara, située à 2,5 kilomètres à peine de sa résidence royale. Les rois changent, mais le nom de leur prison secrète commence toujours par la même lettre : T, comme torture.

Faudra-t-il qu'Hassan III monte sur le trône pour qu'on reconnaisse enfin l'existence de Témara et de la torture et que le Maroc y mette un terme, un jour ? En attendant, j'espère que mon combat judiciaire contribuera à faire la lumière sur les méthodes de la DGST, qui exerce son emprise dans tous les domaines, violente et meurtrit, force les citoyens à signer des aveux, ordonne à la justice marocaine d'organiser des procès montés de toutes pièces, alors même qu'elle ne disposait pas du pouvoir judiciaire.

Je sais que mes adversaires sont prêts à tout. Et que je suis un grain de sable au cœur d'intérêts étatiques puissants. Le 20 février 2014, une juge d'instruction parisienne, en charge de la plainte d'Adil Lamtalsi, a convoqué Abdellatif Hammouchi pour l'auditionner. Elle avait appris qu'il se trouvait sur le sol français. Sept policiers armés se sont rendus à la résidence de l'ambassade du Maroc, mais il leur a été répondu qu'Hammouchi était absent. En représailles, Mohammed VI a suspendu toute la coopération

judiciaire et sécuritaire avec Paris. Le dépôt de ma plainte, le 21 février, n'a rien arrangé. La brouille a duré un an, mais Paris a fini par céder. La coopération judiciaire a repris.

Le nouveau protocole d'accord entre la France et le Maroc, élaboré le 31 janvier 2015 par les ministres de la Justice des deux pays, prévoit que les plaintes déposées en France devront privilégier un « renvoi » vers la justice marocaine. En clair, si une nouvelle plainte est déposée contre un Marocain, la France devra non seulement en informer le Royaume et recueillir ses informations, mais elle devra aussi prioritairement transférer les dossiers judiciaires mettant en cause des Marocains à la justice du Royaume.

Par chance, mon cas fait partie des victimes qui ont pu saisir la justice française avant cet accord. Mais à l'avenir, on pourrait ne plus avoir une enquête comme celle à laquelle j'ai eu droit. C'est ce que j'ai dénoncé avec plusieurs organisations de défense des droits de l'homme dont Amnesty International, la FIDH, l'AMDH, la LDH, l'ACAT (l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), l'ASDHOM et Human Rights Watch. Aujourd'hui, mon combat devient plus crucial encore à mes yeux, car je le mène pour que jamais plus de tels actes ne puissent se reproduire, en mon nom et celui des autres victimes de torture qui ne peuvent pas saisir un juge au Maroc ou en France. Je pense par exemple à Wafae Charaf, 27 ans, et Oussama Housne, 22 ans, qui ont osé témoigner et porter plainte pour dénoncer l'enlèvement et la torture, et qui croupissent aujourd'hui dans les geôles marocaines. Je pense à Hamid El Mahdaoui, directeur du site arabophone marocain *badil.info*, journaliste condamné à la prison et à verser 100 000 dirhams (10 000 euros) de dommages et intérêts à Abdellatif Hammouchi, pour avoir écrit un article sur la mort de Karim Lachkar dans un commissariat de police d'Al Hoceima.

Je pense aussi à Ali Lmrabet, cet ancien patron de presse qui avait révolutionné les médias marocains au début des années 2000 en lançant le premier magazine d'actualité du pays, *Demain Magazine*, qui a été condamné à trois ans de prison ferme pour « outrage à la personne du roi » à la suite d'un article sur le budget du Palais, puis à dix ans ferme d'interdiction d'exercer le métier de journaliste, et auquel le Maroc a refusé le renouvellement de ses papiers d'identité. Le 24 juin 2015, Ali Lmrabet a entamé une grève de la faim devant le siège de l'ONU à Genève. Le ministre de l'Intérieur a récemment déclaré officiellement qu'Ali Lmrabet pourra renouveler ses papiers, ce dernier a donc décidé d'arrêter sa grève de la faim

et d’entamer les démarches pour recevoir ses papiers qui lui permettront de créer un journal.

Malgré tout, j’ai confiance dans l’État français. Et j’ai confiance dans la justice française. Le 11 mai 2015, la garde des Sceaux, Christiane Taubira, m’a assuré dans un courrier qu’elle veillerait « à ce que le cours de la justice ne soit en rien entravé dans cette affaire ». Elle y écrit aussi que les faits dénoncés, s’ils sont avérés, « sont d’une particulière gravité ». Je ne suis peut-être qu’un grain de sable mais il pourrait bien finir par enrayer la machine à torturer marocaine. J’en ai eu une nouvelle preuve le 14 juillet 2015, en voyant qu’Abdellatif Hammouchi ne figurait pas parmi les décorés de la Légion d’honneur. C’est une nouvelle victoire, certes symbolique mais cruciale. En février dernier, le ministre de l’Intérieur français, Bernard Cazeneuve, s’était rendu à Rabat pour sceller la réconciliation franco-marocaine et il n’avait pas tari d’éloges sur Hammouchi. « La France avait déjà eu l’occasion de distinguer M. Hammouchi en 2011 en lui attribuant le titre de chevalier de l’ordre de la Légion d’honneur. Elle saura prochainement lui témoigner à nouveau son estime en lui remettant cette fois les insignes d’officier », avait-il déclaré. Et la presse marocaine s’était empressée d’annoncer que la décoration aurait lieu le 14 juillet 2015. Mais les autorités françaises n’ont finalement pas couronné un tortionnaire. Je suis convaincu que si la procédure envoyée par le parquet pour mon affaire n’est pas reprise par le Maroc, la justice française prendra le relais.

Je suis revenu des ténèbres. Le prix à payer est lourd. Taline, ma femme, le sait mieux que quiconque, elle qui a été atteinte dans sa chair par mon calvaire marocain et a bataillé comme une lionne pour m’en faire sortir. J’ai laissé mes parents et ma famille au Maroc, et cette séparation me ronge de l’intérieur car tant que ce régime perdurera, je n’y retournerai pas. Je n’ai pas pu assister aux funérailles de ma grand-mère maternelle, décédée pendant l’été 2013, et ça a été un déchirement. Je suis devenu citoyen français. J’ai renoncé à la nationalité marocaine, le fonctionnaire de la préfecture m’a dit que c’était une première. Cette décision est l’une des plus douloureuses que j’aie prises au cours de ma vie : je me suis dépouillé d’un pan de mon histoire et mon identité, mais je veux être un citoyen libre et responsable, pas le sujet soumis d’un roi, installé à la tête d’un royaume qui séquestre et torture ses propres concitoyens, même quand ils sont innocents. Quand les injustices à tous les niveaux, les inégalités, la violence, la torture et l’impunité auront disparu, je serai fier de redevenir marocain. Je ne renie pas mes origines, je

ne veux simplement pas être soumis à l'arbitraire. Dans les galas de boxe thaïe auxquels je participe, je lève désormais fièrement le drapeau de mon pays, la France. Et je me prépare à le représenter aux championnats du monde en 2016, je ferai tout pour gagner le titre mondial.

Je suis revenu des ténèbres mais le combat continue. Je suis debout sur le ring, les sens en éveil, aux aguets, concentré pour bloquer l'adversaire. Taline se tient à mes côtés, plus belle, plus fière que jamais. Je ne sais pas d'où le prochain coup viendra. Mais je suis prêt. J'irai jusqu'au bout. J'obtiendrai justice.

Chronologie des événements

31 octobre 1999 : Zak décroche le titre de champion du monde de light contact kick-boxing moins de 68 kg senior à Malte, devenant ainsi le premier champion du monde marocain du règne de Mohammed VI.

Janvier 2006 : entretien au Palais Royal avec Mounir Majidi faisant suite à une rencontre avec Mohammed VI dans les rues de Rabat.

16 mai 2008 : mariage de Taline et Zak à Paris.

1er novembre 2008 : Zak est vainqueur du championnat international d'ultimate fighting catégorie moins de 81 kg à Amsterdam.

Été 2009 : rencontre fortuite avec Mohammed VI dans une rue à Paris.

25 janvier 2010 : manifestation devant la résidence privée de Mohammed VI à Betz dans l'Oise (France).

12 et 15 février 2010 : arrestation et interrogatoire à l'aéroport de Casablanca par des agents de la DGST en civil.

27 septembre 2010 : enlèvement à l'aéroport de Rabat par quatre agents de la DGST marocaine en civil, puis séquestration et torture durant quatre jours dans le centre de Témara. Incarcération dans les prisons de Zaki Salé et de Rommani.

4 février 2012 : grâce du roi Mohammed VI.

9 février 2012 : retour en France.

3 au 6 mars 2013 : séjour avec Taline à Rabat dans l'attente d'une audience avec Mohammed VI.

25 mai 2013 : vainqueur du gala international de boxe thaïe moins de 75 kg en Belgique.

21 février 2014 : plainte déposée par les avocats de Zak, maître Clémence

Bectarte et maître Patrick Baudouin, auprès du pôle spécialisé dans les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les génocides au TGI de Paris.

22 avril 2014 : apprenant que Mounir Majidi est présent sur le sol français, je porte plainte contre lui à nouveau.

2 décembre 2014 : plainte des avocats maître Clémence Bectarte et maître Patrick Baudouin auprès du TGI de Nanterre pour menaces, intimidations et atteinte à l'intimité de la vie privée suite à un chantage aux photomontages à caractère pornographique.

27 mars 2015 : le parquet de Paris effectue une « dénonciation officielle aux fins de poursuite d'Abdellatif Hammouchi » à la justice marocaine sur les accusations de Zak. « Le parquet considère qu'il y a suffisamment d'éléments pour le poursuivre en justice. »

Remerciements

Nous tenons à remercier nos familles et nos amis, parmi lesquels la maman de Taline, la maman et le papa de Zak, le frère de Taline et sa femme, la tante Nadia, l'oncle B. de Taline et l'oncle Ahmed de Zakaria.

Nous tenons à remercier très fort la très sympathique personne qui nous a aidé à écrire cet ouvrage.

Nous tenons à remercier maître Abderrahim Jamaï, maître Patrick Baudouin et maître Clémence Bectarte.

Nous tenons à remercier tous nos amis, ceux du Maroc et ceux de France, Myriam, Rachid, Nina, Samia, Pablo, Michael, Soraya, Médéric, Mike, Ate, Rusne, Kamal, Maude, Dimitri, Milena, Yoann, Monique, Christian, Merryll, Farba.

Nous tenons à remercier tous les militants des associations de défense des droits de l'homme : Éric Goldstein, Brahim Elansari, Jean-Marie Fardeau (HRW), Khadija Ryadi (AMDH), Ayad Ahram (ASDHOM), Annie Delay, Samira Bouslama, Agathe Battistoni, Sirine Rached, Geneviève Garriguos (Amnesty International), la FIDH, l'ACAT, Mohammed Jaite et tous les autres membres de l'AMDH Paris.

Nous tenons à remercier la directrice du centre Primo-Levi à Paris, Sibel Agrali, et tous les membres de ce centre, mon docteur Omar Guerrero, psychologue-psychanalyste.

Nous tenons à remercier tous les membres du comité de soutien à Zakaria : l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM), l'Association marocaine des droits humains (AMDH), les Amis de l'AMDH-Paris, le Forum marocain Vérité et Justice – Section de France (FMVJ-France), l'Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), l'Association des Marocains en France (AMF), La Voie démocratique (VD), le Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS-Fédération d'Europe), le Forum pour la solidarité et la citoyenneté des Marocains à l'étranger (FSCME), le Parti socialiste unifié (PSU), AFD-France.

Nous tenons à remercier les amis que nous avons rencontrés durant notre combat, qui nous ont soutenus sans relâche et qui se reconnaîtront, Larbi, Maati, Aziz, Yann Barte, Saïd.

Nous tenons à remercier Florence Beaugé, Ignace Dalle, Omar Brouksy, Joseph Tualet tous les journalistes qui ont relaté l'affaire de Zakaria.

Nous tenons à remercier Guy Bedos pour son soutien.

Et enfin merci à tous les anonymes, hommes et femmes politiques français, européens et américains, les avocats américains, militants ou non des droits de l'homme de par le monde qui n'ont eu de cesse de nous exprimer leur soutien durant l'emprisonnement arbitraire et après la libération de Zak, merci pour le combat qu'ils mènent en faveur de la justice et de la réhabilitation.

Taline et Zakaria Moumni

Zakaria Moumni a 35 ans. Il a été le premier Marocain champion du monde du règne de Mohammed VI, toutes disciplines confondues. Il s'est installé en France en 2007, et y a rencontré sa femme Taline.

© Calmann-Lévy, 2015

COUVERTURE
Conception graphique : Nicolas Trautmann
Photographie : © Jean-Baptiste Pellerin

ISBN 978-2-7021-5821-0

www.calmann-levy.fr

